



# Assemblée générale

Soixante-seizième session

**13<sup>e</sup>** séance plénière

Vendredi 24 septembre 2021, à 15 heures  
New York

Documents officiels

*Président :* M. Shahid ..... (Maldives)

*En l'absence du Président, M. Salovaara  
(Finlande), Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

## Point 8 de l'ordre du jour (suite)

### Débat général

#### Allocution de M. Suga Yoshihide, Premier Ministre du Japon

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Japon, qui va présenter une allocution du Premier Ministre du Japon.

**M. Ishikane** (Japon) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir et l'honneur de présenter une déclaration préenregistrée de S. E. M. Suga Yoshihide, Premier Ministre du Japon.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Japon.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe I et voir A/76/332/Add.8).*

#### Allocution de M. Robert Abela, Premier Ministre de la République de Malte

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et européennes de Malte, qui

va présenter l'allocution du Premier Ministre de la République de Malte.

**M. Bartolo** (Malte) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration préenregistrée de M. Robert Abela, Premier Ministre de la République de Malte, dans le cadre du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République de Malte.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe II et voir A/76/332/Add.8).*

**M. Zhang Jun** (Chine), Vice-Président, assume la présidence.

#### Allocution de M. Micheál Martin, Taoiseach de l'Irlande

**Le Président par intérim** (*parle en chinois*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Taoiseach de l'Irlande.

*M. Micheál Martin, Taoiseach de l'Irlande, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim** (*parle en chinois*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Micheál Martin, Taoiseach de l'Irlande, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Conformément à la décision 75/573, et sans que cela ne crée de précédent pour les réunions de haut niveau organisées dans le cadre de futures semaines de haut niveau, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse [statements@un.org](mailto:statements@un.org).

21-26406(F)



Document adapté

Merci de recycler



**M. Martin** (Irlande) (*parle en anglais*) : Cette semaine, dans cette salle, la sonnette d'alarme a été tirée à plusieurs reprises : au sujet de conflits dans le monde, au sujet de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), au sujet du climat. Nous avons entendu ces sonnettes d'alarme ; il nous faut à présent réagir. J'ai la conviction que l'Assemblée générale, notre assemblée des nations, a été créée précisément à cette fin ; nous touchons ici à notre mission, à notre obligation. L'Organisation des Nations Unies est un symbole d'espoir pour des milliards de personnes sur la planète ; le drapeau des Nations Unies, un phare de paix dans le monde ; les Casques bleus, les gardiens des plus vulnérables ; les convois des Nations Unies, une aide vitale pour des millions de personnes. L'obligation qui nous incombe, à la lumière de nos défis communs, est de transformer cet espoir en un avenir meilleur pour les peuples que nous représentons.

Aujourd'hui, la crise climatique menace notre existence même sur cette planète en péril que nous partageons tous. La pandémie de COVID-19 a jeté une ombre sur le monde. Elle a creusé les inégalités tout en augmentant notre sentiment d'interdépendance. Les citoyens du monde se tournent à présent vers nous, vers la salle de l'Assemblée générale, et attendent de nous que nous agissions et montrions l'exemple. Nous ne pouvons pas les décevoir. Le fait est que nous ne pouvons relever ces défis sans un système multilatéral fort, efficace et équitable. Alors que nous sortons progressivement des ténèbres de la pandémie, soyons plus unis dans notre détermination et plus fermes dans nos convictions : montrons que l'ONU est à la hauteur des espoirs de celles et ceux qui ont le plus besoin de nous. Engageons-nous à lutter ensemble contre cette pandémie afin que l'expression « ne laisser personne de côté » soit davantage qu'un simple slogan ; montrons-le dans nos paroles et, surtout, dans nos actes.

L'inégalité face aux vaccins est un test moral pour la communauté mondiale. La mise en place rapide du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) incarnent ce que le multilatéralisme a de meilleur. J'exhorte tous les États Membres à continuer d'appuyer le Mécanisme COVAX, seul moyen d'atteindre l'objectif d'un monde entièrement vacciné d'ici la mi-2022. L'Irlande est en train de faire don de 1,3 million de doses à des pays à faible revenu, principalement par l'entremise du Mécanisme COVAX. Un autre don important est prévu en 2022. Le soutien apporté à la santé mondiale

depuis l'apparition de la pandémie dépasse désormais 200 millions d'euros. L'Organisation mondiale de la Santé doit rester au cœur de la réponse internationale à cette pandémie et aux pandémies à venir. Nous devons toutefois lui fournir l'appui politique et financier dont elle a besoin pour faire ce travail. En Irlande, en réaction à la pandémie, nous avons quadruplé le financement accordé à l'Organisation mondiale de la Santé. Nous devons également envisager des modifications, le cas échéant, afin de renforcer l'architecture multilatérale en matière de prévention et de réponse aux pandémies.

Lorsque nous réfléchissons aux 18 derniers mois, une chose est claire : la pandémie nous a pris au dépourvu. Elle a mis en évidence un fait simple et regrettable : nous n'avons pas suffisamment progressé dans la réduction de la pauvreté dans le monde, l'amélioration de l'accès à des soins de santé et à une éducation de qualité ou la lutte contre la crise climatique. Si nous avions pu réaliser davantage de progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, nos sociétés auraient été plus résilientes et mieux préparées à affronter la tempête, et bien des vies auraient été épargnées. Il nous reste moins d'une décennie pour atteindre ces objectifs ambitieux. Mais nous avons aujourd'hui une occasion rare de reconstruire en mieux un monde plus juste et plus écologique. Les objectifs de développement durable nous fournissent le plan directeur. Il en va de même de *Notre Programme commun* (A/75/982), qui énonce la façon dont le Secrétaire général conçoit l'avenir de la coopération mondiale, dans le cadre d'un multilatéralisme inclusif, efficace et fonctionnant en réseau. Il nous incombe à toutes et à tous de saisir ce moment afin de créer les conditions d'un monde meilleur.

Pour l'Irlande, notre appartenance à l'Union européenne nous a montré que la mise en commun de notre souveraineté la renforce plutôt qu'elle ne la diminue, que le respect du droit international apporte des avantages incommensurables et que l'engagement en faveur du multilatéralisme n'est pas une simple formule à caser dans un beau discours, mais l'élément central de ce que nous sommes en tant que nation et en tant que peuple. Dans l'allocution que j'ai prononcée à l'Assemblée l'année dernière (voir A/75/PV.12), j'ai assuré les États Membres que l'Irlande était prête à assumer sa responsabilité au sein du Conseil de sécurité, une responsabilité qui nous a été confiée par nos collègues de l'Assemblée générale. Cette responsabilité, nous ne la prenons pas à la légère. Notre propre expérience du conflit sur l'île d'Irlande nous a appris que

la construction de la paix relève d'un processus long, laborieux et souvent empreint de frustration. Nous nous attendions à ce que notre mandat au Conseil reflète cette complexité et exige de l'endurance, de l'ingéniosité, un sens du compromis et de la détermination. La réalité n'a pas démenti ce présupposé.

Chaque jour, au cours des neuf derniers mois, nous avons cherché à faire entendre notre voix pour défendre nos principes et progresser vers le règlement pacifique de certains des conflits les plus pressants du monde. Les progrès n'ont pas toujours été possibles. Le Conseil a trop souvent été divisé. Nous avons appris à nos dépens que lorsque nous sommes divisés dans ce bâtiment, ce sont les plus vulnérables qui en font les frais. La Charte des Nations Unies promet de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Aujourd'hui, j'appelle tous les membres du Conseil à mettre leurs divergences politiques de côté et à travailler ensemble pour tenir cette promesse.

La Syrie est l'illustration même de l'urgence d'agir. Cette année marque les 10 ans du conflit qui fait rage dans ce pays. Pour beaucoup, il est emblématique de l'échec de l'ONU et du Conseil de sécurité. Trop souvent, face à d'immenses souffrances, le Conseil choisit la voie de l'inaction. En réaction, c'est souvent l'Assemblée générale qui a pris le relais et est intervenue, adoptant des mesures audacieuses, essentielles à la résolution de ce conflit. Avec la Norvège, l'Irlande dirige les travaux du Conseil de sécurité afin de garantir que l'aide humanitaire continue de parvenir à toutes celles et ceux qui en ont besoin en Syrie. En juillet, le Conseil a agi à l'unisson en adoptant la résolution 2585 (2021), assurant ainsi la poursuite de l'opération des Nations Unies qui fournit une aide vitale à 3,4 millions de personnes dans le nord-ouest de la Syrie. Toutefois, l'aide humanitaire ne peut se substituer à la volonté politique. Ce dont les 13 millions de Syriens nécessitant une aide humanitaire ont le plus besoin, c'est d'une solution politique.

Depuis janvier, l'Irlande n'a cessé d'exhorter le Conseil à agir face à la détérioration de la situation dans la région du Tigré en Éthiopie. Nous avons été horrifiés par les rapports faisant état de violations flagrantes des droits humains, dont des violences sexuelles et fondées sur le genre systématiques et à grande échelle. Depuis 10 mois, une catastrophe humanitaire se déroule sous nos yeux, tandis que plane la menace de la famine. Cette situation est inadmissible. Nous nous exprimons aujourd'hui à cette séance sans langue de bois, comme nous le faisons au Conseil depuis des mois. Nous

devons appuyer d'une seule voix et avec fermeté l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu négocié, à un accès humanitaire sans entrave, au rétablissement des services de base dans toutes les zones touchées et à la recherche d'une solution politique à la crise.

Un engagement ferme en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires fait partie des caractéristiques de la politique étrangère de l'Irlande. La semaine prochaine, le Conseil de sécurité marquera le vingt-cinquième anniversaire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous sommes déterminés à faire en sorte que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires soit couronnée de succès et débouche sur des résultats substantiels. Nous nous félicitons vivement de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. En tant que Facilitateur chargé par le Conseil de sécurité de promouvoir l'application de la résolution 2231 (2015) relative à l'accord sur le nucléaire iranien, nous avons multiplié les contacts pour encourager le retour au respect de l'accord par toutes les parties. Nous saluons l'engagement de l'Administration des États-Unis à revenir au Plan d'action global commun. Nous exhortons l'Iran à saisir cette occasion pour reprendre rapidement les pourparlers à Vienne et se conformer à nouveau pleinement à l'accord, notamment en coopérant avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

L'escalade du conflit israélo-palestinien en mai a entraîné de nouvelles pertes de vies, dont la mort choquante de plus de 70 enfants. L'Irlande a été profondément frustrée par le silence du Conseil de sécurité face à cette dernière flambée des hostilités. Si nous avons accueilli favorablement la publication de la déclaration à la presse SC/14527, adoptée le 22 mai, c'était trop peu et trop tard. Une paix globale, juste et durable est possible. L'Irlande est déterminée à parvenir à une solution à deux États, avec un État de Palestine viable fondé sur les frontières de 1967, vivant en paix et en sécurité aux côtés de l'État d'Israël et avec Jérusalem comme capitale des deux États. Les jeunes, Palestiniens comme Israéliens, perdent l'espoir de trouver un jour la paix. Nous, dirigeants, devons agir maintenant. J'appelle la communauté internationale à s'unir afin de renouveler ses efforts en vue de parvenir à un règlement juste et durable, notamment par le biais d'un Quatuor pour le Moyen-Orient revigoré.

Le monde a assisté avec horreur à la violence et au chaos en Afghanistan. Des millions d'Afghanes et d'Afghans, notamment celles et ceux qui ont été récemment déplacés par les conflits, les violences et les intimidations, ont besoin d'un appui urgent. L'accès complet, sûr et sans entrave doit être accordé aux organisations humanitaires et à tout leur personnel, sans distinction de sexe. Les personnes plus vulnérables, à savoir les femmes, les filles, les garçons, les hommes, les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes et les personnes handicapées, doivent être protégées. La situation des femmes et des filles afghanes demeure au cœur de nos préoccupations. Au cours des 20 dernières années, les Afghanes ont fait valoir leurs droits et continuent de le faire. Il s'agit notamment du plein accès sur un pied d'égalité à l'éducation, du droit aux soins de santé, ainsi que du droit de circuler librement dans leur propre pays et de participer activement à la vie publique. Les femmes et les filles afghanes ont été éduquées en très grand nombre et ont participé à tous les secteurs de la société en y jouant un rôle de premier plan. Elles refusent d'être réduites au silence, d'être effacées de la vie publique. Nous avons le devoir et la responsabilité de nous tenir à leurs côtés. Tant de choses ont été accomplies ces 20 dernières années. Il ne peut y avoir de retour en arrière. Toutes les personnes présentes dans cette salle peuvent et doivent convenir que les droits des femmes et des filles afghanes sont un principe non négociable.

Dans sa forme la meilleure, le maintien de la paix des Nations Unies est une expression remarquable et bien réelle du multilatéralisme et de la solidarité internationale. Nous avons toujours considéré ce rôle comme une vocation noble et importante. Depuis plus de six décennies, des Irlandaises et des Irlandais servent dans des opérations de paix des Nations Unies. Chaque village, ville et quartier de notre île a vu partir un Béret bleu déployé et compté les jours jusqu'à son retour. Certains ne sont jamais revenus. Aujourd'hui, plus de 500 Irlandais participent aux opérations de maintien de la paix et de gestion des crises des Nations Unies et de l'Union européenne. Toute personne portant un casque bleu mérite un mandat correspondant à la réalité du conflit sur le terrain et, en retour, l'assurance que les ressources mises à disposition correspondent au mandat. De même, la transition de la phase de maintien de la paix à celle de consolidation est un moment critique, durant lequel une paix durable semble se dessiner, tout en restant extrêmement fragile. La résolution 2594 (2021) du Conseil de sécurité, menée par

l'Irlande et adoptée à l'unanimité au début du mois par le Conseil avec le soutien de 97 membres de l'Assemblée générale, exprime, avec force et unité, la détermination de l'ONU à appuyer leurs membres au cours de cette étape délicate sur le chemin de la paix. Il ne peut y avoir de lacunes en matière de protection des civils.

En Irlande, nous avons appris l'importance d'une approche inclusive dans le processus de consolidation de la paix. Ceux qui font la guerre ne peuvent et ne doivent pas avoir le monopole du choix des conditions de la paix. Il est crucial de veiller à ce que les femmes, les jeunes et la société civile, groupes souvent exclus, soient au centre de notre travail commun de construction et de maintien de la paix. La promotion de l'égalité des sexes et du programme pour les femmes et la paix et la sécurité est le fil conducteur de notre action.

Les droits humains sont universels et indivisibles. Ils nous appartiennent à toutes et à tous. Nous n'hésiterons pas à exiger le plein respect du droit international, notamment du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés. Nous soutiendrons la Cour pénale internationale, pierre angulaire du système international de justice pénale.

J'ai eu hier le privilège de présider un débat du Conseil sur le climat et la sécurité (voir S/PV.8864). Comme nous l'a dit le Secrétaire général mardi (voir A/76/PV.3), nous ne pouvons plus nier la réalité : les changements climatiques constituent le plus grand défi auquel notre génération est confrontée. Les répercussions sur notre environnement et nos écosystèmes sont dévastatrices, et notre sécurité collective est en danger. À maintes reprises, nous avons constaté que les effets les plus catastrophiques touchent de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables et celles qui en sont le moins responsables. Nous devons tenir les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, et nous aurons prochainement des discussions importantes à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26). Mais nous pouvons déjà voir que les effets néfastes des changements climatiques exacerbent les conflits et l'insécurité, aggravant d'autres facteurs de conflit tels que la pauvreté, les inégalités et les violations des droits humains.

Les preuves ne manquent pas. En tant que Coprésidente du Groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité, aux côtés du Niger, l'Irlande a travaillé tout au long de l'année avec tous ses collègues du



Conseil afin de mieux comprendre les liens entre ces facteurs et d'informer le Conseil des mesures que nous pouvons prendre pour faire face aux risques de sécurité liés au climat. Nous avons conscience que ce point ne fait pas l'unanimité parmi les membres du Conseil. Je nourris l'espoir qu'en travaillant main dans la main, nous pourrions mieux appréhender, ensemble, la façon dont le Conseil de sécurité pourra relever les défis du climat et de la sécurité. Nous n'avons pas de temps à perdre. C'est pourquoi, dans les prochains jours, l'Irlande organisera une discussion sur un projet de résolution thématique du Conseil de sécurité relatif au climat et à la sécurité.

À la COP 26, nous devons tous, au nord comme au sud de cette planète vulnérable, trouver le courage de prendre des mesures audacieuses et ambitieuses. Nous devons maintenir le réchauffement climatique à un niveau aussi proche que possible de 1,5° C. Pour sa part, l'Irlande réduira ses émissions de 51 % à l'horizon 2030 par rapport aux niveaux de 2018. Avec nos partenaires de l'Union européenne, nous parviendrons à la neutralité carbone d'ici à 2050. Il est également essentiel que nous respections notre engagement collectif de fournir 100 milliards de dollars de financement aux pays en développement. Nous n'avons pas le droit à l'échec. Notre avenir en dépend.

Nous sommes toutes et tous en mesure d'identifier les moments où nous, l'Organisation des Nations Unies, avons échoué. Or, l'ONU ne peut répondre à nos attentes que si nous, ses membres, lui en donnons les moyens, en lui fournissant les ressources, l'appui, la volonté politique et l'engagement constructif dont elle a besoin. En me tenant ici aujourd'hui, j'ai en tête les ambitions, les objectifs et les rêves de milliards de personnes. Elles nous ont accordé leur confiance et attendent de nous que nous travaillions ensemble pour résoudre les grands défis auxquels la communauté mondiale est aujourd'hui confrontée. Nous savons qu'en faisant preuve de volonté politique, nous pouvons être dignes de cette confiance. L'Irlande continuera à jouer son rôle, à œuvrer en faveur du consensus et à défendre avec ténacité le multilatéralisme et les citoyens que nous nous sommes engagés à servir.

**Le Président par intérim (parle en chinois) :**  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Taoiseach de l'Irlande de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Micheál Martin, Taoiseach de l'Irlande, est escorté de la tribune.*

### **Allocution de M. Edi Rama, Premier Ministre de la République d'Albanie**

**Le Président par intérim (parle en chinois) :**  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République d'Albanie.

*M. Edi Rama, Premier Ministre de la République d'Albanie, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim (parle en chinois) :**  
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Edi Rama, Premier Ministre de la République d'Albanie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Rama (Albanie) (parle en anglais) :** C'est pour moi un honneur tout particulier de prononcer cette allocution en tant que représentant d'un pays qui, pour la première fois de son histoire, rejoint le Conseil de sécurité en tant que membre non permanent pour la période allant de 2022 à 2023. On ne saurait trop insister sur l'importance de cet événement pour un État qui, il n'y a pas si longtemps encore, était considéré comme l'un des pays les plus isolés et les plus répressifs du monde, ni exagérer le sens des responsabilités avec lequel nous assumons ce rôle. Je voudrais commencer par remercier tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies de leur immense appui et de leur confiance.

L'Albanie apporte au Conseil de sécurité la perspective d'un pays petit, mais engagé, conscient des fardeaux du passé et des défis de l'avenir, qui a fait l'expérience directe des limites de l'isolationnisme et a découvert les possibilités de la coopération multilatérale. L'Albanie est aujourd'hui un pays qui se caractérise par le respect des différences, la tolérance religieuse et l'appréciation de ce que chaque culture à apporter. Nous siégeons au Conseil de sécurité avec un programme de priorités clair, qui reflète ce que l'Albanie moderne représente : la promotion de la paix et de la sécurité ; le règlement pacifique et la médiation des conflits ; le respect de l'état de droit et des droits humains pour toutes et tous ; la participation accrue des femmes et des jeunes aux prises de décisions ; l'adhésion universelle à tous les traités et conventions de non-prolifération et de désarmement et leur mise en œuvre intégrale ; un engagement actif concret et continu en faveur de la lutte contre le terrorisme international et l'extrémisme violent.

C'est un véritable plaisir de revenir en personne dans cette grande maison de la paix et de pouvoir partager nos réflexions sur le monde d'aujourd'hui,

notamment sur les efforts de mon pays pour faire face à l'un de nos plus grands défis communs, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui inflige tant de souffrances aux citoyens du monde depuis plus de 18 mois. Comme tous les pays du monde, l'Albanie a souffert de ce fléau dévastateur. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population albanaise est vaccinée, et nous espérons que l'ensemble de la population recommandée le sera entièrement dans les 10 prochains mois.

L'un des grands enseignements de cette tragédie est qu'aucun pays ne peut y faire face seul, et nous savons désormais que personne ne sera en sécurité tant que nous ne le serons pas tous. Comme nous l'avons trop souvent constaté, sans coopération, sans solidarité et sans actions communes, le prix à payer, individuellement et collectivement, n'en sera que plus élevé. C'est pourquoi, au plus fort de la pandémie de COVID-19 l'année dernière, des dizaines de médecins et d'infirmières albains se sont rendus en Italie pour aider leurs collègues de la région de Lombardie. En retour, nous avons pu compter sur l'aide de médecins italiens venus mener le même combat chez nous, ce dont nous leur sommes reconnaissants. À cet égard, je me dois de remercier chaleureusement les nombreuses personnes qui nous ont aidés : la Turquie, qui, dans des moments très difficiles, nous a permis d'obtenir les doses nécessaires pour commencer la vaccination de masse ; la Commission européenne, qui s'est battue pour accélérer la fourniture de vaccins de l'Union européenne à l'Albanie et aux Balkans occidentaux ; les Gouvernements italien, grec, croate et letton, qui nous ont soutenus par leurs dons de vaccins, ainsi que les Gouvernements polonais, autrichien et danois, qui se sont engagés à nous aider. Je cite ici ces exemples afin de nous rappeler à toutes et à tous que seule une approche commune fondée sur une solidarité plus profonde, une assistance continue et une coopération ininterrompue nous permettra de l'emporter dans cette guerre pour la vie. Les fortes inégalités dans l'accès aux vaccins, qui restent le seul moyen de stopper le virus, ont une fois de plus mis en évidence l'urgence d'une approche différente, fondée sur une action mondiale, l'inclusion, la solidarité et l'équité, ainsi que la confiance dans la science. C'est pourquoi nous continuons à plaider en faveur de la coopération internationale et à appuyer la proposition d'un nouveau traité international sur la préparation et la réponse aux pandémies. Nous devons être et rester unis et résister à toute tentation de succomber à l'isolement et au nationalisme. Il est urgent d'améliorer l'accès aux vaccins pour tout un chacun, car les personnes non

vaccinées accentuent le risque de permettre l'émergence de variants plus dangereux et plus mortels qui pourraient réduire à néant les progrès si durement réalisés et nous exposer toutes et tous à des conséquences encore plus graves.

Si les 75 années d'existence de l'Organisation des Nations Unies nous ont appris quelque chose, c'est que les défis en matière de paix, de développement, de justice, de santé et de sécurité nécessitent la contribution de tous, riches et pauvres, grands et petits. Nous sommes fermement convaincus que 75 ans après sa création, l'ONU reste la pierre angulaire de l'ordre mondial multilatéral fondé sur des règles.

Grâce au dialogue et aux efforts concertés de l'ensemble du système des Nations Unies, l'humanité a fait des progrès remarquables en matière de paix, de sécurité et de développement, de respect des droits humains et de la dignité humaine, d'autonomisation des femmes et de motivation des jeunes, et a aidé des centaines de millions de personnes à sortir de la pauvreté. Nous devons continuer à faire fond sur ces réalisations. Les gens, nos concitoyens, ont raison de demander davantage, d'aspirer à des initiatives plus efficaces et plus rapides. Nous devons être à la hauteur de ces attentes.

Rappelons-nous que notre avenir, l'avenir de l'humanité, est façonné par la manière dont nous réagissons et coopérons dans le présent. Le multilatéralisme est mis en difficulté lorsque prévaut le nationalisme égoïste. C'est l'un des enseignements les plus importants du passé. Le multilatéralisme peut être lent, parfois frustrant, et ne produit pas toujours des résultats rapides, mais un monde sans règles et obligations communes ni institutions multilatérales s'apparente à un cauchemar que nous ne connaissons que trop bien. Nous ne pouvons donc nous permettre de perdre foi dans le multilatéralisme. Nous devons nous efforcer de le réformer, non pas le torpiller et encore moins l'abandonner. Nous partageons les préoccupations exprimées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) et pensons que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont la responsabilité de contribuer au renforcement de l'efficacité des institutions et des mécanismes multilatéraux afin que les peuples du monde puissent en ressentir les effets.

C'est exactement dans cet esprit que l'Albanie a présidé avec succès l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2020, dans le cadre de son engagement et de ses efforts continus pour

renforcer la paix, les droits humains, la coopération et l'égalité dans la zone de l'OSCE. Le Conseil ministériel de Tirana a convenu de plusieurs nouveaux engagements en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée, de lutte contre la corruption et de prévention de la torture dans cet espace.

Les changements climatiques sont une autre priorité essentielle de notre programme national. Il n'est pas nécessaire d'être confronté à des phénomènes météorologiques extrêmes et répétés, à des inondations catastrophiques et à des vagues de chaleur insupportables pour comprendre que la perte continue de biodiversité et la dégradation des écosystèmes ont des conséquences profondes et néfastes pour des millions de personnes et qu'elles menacent la paix et la sécurité. Convaincue de l'urgence de freiner les émissions de gaz à effet de serre conformément à l'Accord de Paris sur le climat et au Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Albanie est devenue en juillet 2019 le premier pays de la région à disposer d'une stratégie approuvée sur les changements climatiques et de plans d'action connexes, avec des objectifs politiques et des mesures concrètes conçus pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une loi spéciale sur les changements climatiques a été adoptée en décembre 2020.

En outre, en appui aux objectifs énoncés dans le pacte vert pour l'Europe de l'Union européenne, l'Albanie et d'autres pays des Balkans occidentaux ont signé deux déclarations en novembre 2020, l'une sur le programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux et l'autre sur le développement d'un marché régional commun en vue de parvenir à une économie durable et climatiquement neutre à l'horizon 2050. En tant que productrice nette d'énergie propre, l'Albanie s'engage également activement à contribuer à l'effort visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 45 % au cours de la prochaine décennie et à parvenir à zéro émission nette d'ici à 2050.

Le processus d'intégration européenne représente un point d'ancrage pour l'avenir de l'Albanie, et nous attendons avec impatience la première conférence intergouvernementale qui se tiendra conformément à la décision du Conseil européen d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Albanie. Je l'ai dit à Tirana, à Bruxelles et partout ailleurs, et je tiens à le répéter depuis cette tribune : l'Albanie est prête depuis un moment déjà et attend désormais que l'Union européenne fasse un pas vers elle.

L'intégration européenne est une priorité nationale. Il s'agit également d'une aspiration à l'échelle régionale et d'une source d'inspiration dans un contexte régional complètement transformé. Les six pays des Balkans occidentaux ont convenu de renforcer leur coopération économique en développant un marché régional commun fondé sur les règles et les normes de l'Union européenne. Nous sommes entrés dans une nouvelle et ambitieuse phase de coopération et, par le biais de l'initiative « Open Balkan », nous travaillons également à la mise en œuvre concrète des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne, à savoir la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, preuve que notre région s'est appropriée ces principes. Nous sommes convaincus que cela favorisera la croissance économique, réduira le chômage, augmentera les échanges commerciaux, les investissements et l'emploi dans les Balkans occidentaux et, enfin et surtout, rendra la paix irréversible et aidera à régler les conflits une fois pour toutes.

L'histoire de l'Organisation des Nations Unies est celle d'un élargissement ininterrompu. Elle a commencé avec 50 membres à San Francisco, et nous sommes à présent 193. Cependant, cette grande assemblée n'est pas et ne sera pas complète sans l'un des États de notre région : la République du Kosovo.

Plus d'une fois, l'Assemblée générale m'a entendu réclamer la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo depuis cette tribune. Ce n'est pas une obsession, et je n'en parle pas non plus pour faire semblant de défendre la cause. C'est une invitation à reconnaître les nouvelles réalités au cœur de l'Europe, dans la région des Balkans, où un nouvel État est né, avec l'aide d'une communauté internationale attachée à la cause de la liberté, des droits humains et de l'autodétermination. Mais il faut mener ce travail à son terme. Je veux ainsi réaffirmer cet objectif, car la réalité nous a montré, ainsi qu'aux Kosovars, aux Serbes, à tous les peuples des Balkans, aux Européens et à toutes celles et ceux qui veulent bien le voir qu'un Kosovo indépendant et souverain, qui est déjà un fait depuis 13 ans, a apporté davantage de paix et de stabilité à la région, a contribué à tourner la page d'un passé amer et fait indéniablement partie de l'avenir commun des Balkans occidentaux.

L'Albanie appuie le dialogue entre le Kosovo et la Serbie qui conduirait à une reconnaissance mutuelle entre deux États, deux voisins. C'est la seule solution envisageable. Chaque jour qui passe sans un tel accord est un jour perdu, un jour volé aux jeunes des deux

pays, un jour enlevé à leur avenir commun. Je le dis sans animosité, mais avec une conviction absolue : seuls la sagesse, le courage et la capacité de se projeter dans l'avenir permettront à la Serbie de se libérer enfin du fardeau de son passé.

Avant de conclure, qu'il me soit permis de dire quelques mots sur l'Afghanistan. Nous avons le devoir de mettre tout en œuvre pour ne pas abandonner le peuple afghan, qui se trouve une fois de plus à la croisée des chemins. Il nous faut à tout prix préserver les indéniables réalisations de ces deux dernières décennies et résister, voire faire échec à tout retour à l'âge des ténèbres que le monde a connu jadis. Devant les événements dramatiques qui se déroulaient sous nos yeux, nous ne pouvions rester les bras croisés. En dépit de capacités limitées pour l'accueil de migrants, mais mus par un souci humanitaire inconditionnel, nous avons ouvert nos portes aux réfugiés afghans. Nous avons agi comme nous l'avions fait à d'autres moments critiques de notre histoire, lorsque nous avons sauvé des milliers de Juifs pendant l'Holocauste, devenant ainsi le seul pays d'Europe à compter plus de Juifs après la guerre qu'avant. Ou lorsque nous avons accueilli un demi-million de nos frères et sœurs du Kosovo qui fuyaient l'enfer du nettoyage ethnique en 1999.

Nous avons accueilli ces réfugiés afghans parce que nous avons le devoir moral de nous montrer solidaires vis-à-vis des personnes qui sont en danger. Nous le devons à notre propre histoire, aux réfugiés que nous étions nous-mêmes il y a encore 30 ans. Nous le devons également à nos enfants, qui doivent, selon nous, apprendre, non seulement par les mots, mais aussi par les actes, que dans cette vie, il est un temps pour recevoir et un temps pour donner.

Comme l'a dit la sainte Mère Teresa, lauréate du prix Nobel d'origine albanaise, si vous ne pouvez pas faire de grandes choses, faites de petites choses avec beaucoup d'amour. Nous apportons humblement notre pierre à l'édifice.

**Le Président par intérim** (*parle en chinois*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République d'Albanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Edi Rama, Premier Ministre de la République d'Albanie, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M<sup>me</sup> Jacinda Ardern, Première Ministre et Ministre de la sécurité nationale et du renseignement, de la réduction de la**

## **pauvreté infantile et des services ministériels de la Nouvelle-Zélande**

**Le Président par intérim** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande, qui va présenter l'allocution de la Première Ministre et Ministre de la sécurité nationale et du renseignement, de la réduction de la pauvreté infantile et des services ministériels de la Nouvelle-Zélande.

**M. Hawke** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le plaisir de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M<sup>me</sup> Jacinda Ardern, Première Ministre de la Nouvelle-Zélande et Ministre de la sécurité nationale et du renseignement, de la réduction de la pauvreté infantile et des services ministériels de la Nouvelle-Zélande.

**Le Président par intérim** (*parle en chinois*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre de la Nouvelle-Zélande et Ministre de la sécurité nationale et du renseignement, de la réduction de la pauvreté infantile et des services ministériels de la Nouvelle-Zélande.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe III et voir A/76/332/Add.8).*

*Le Président assume la présidence.*

## **Allocution de M. James Marape, Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

*M. James Marape, Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, est escorté à la tribune.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. James Marape, Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Marape** (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (*parle en anglais*) : En mon nom personnel, au nom de mon gouvernement et des plus de 8 millions d'habitants de



mon pays, j'ai l'honneur et le plaisir de me joindre à d'autres dirigeants du monde pour prendre la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui.

Je profite également de l'occasion pour faire part de nos condoléances aux familles des pays représentés ici, dont le mien, qui ont perdu un membre du fait de la maladie à coronavirus (COVID-19), et de nos vœux de prompt rétablissement à ceux qui sont malades. Je rends également hommage aux agents de première ligne et au personnel de service du monde entier qui ont œuvré sans relâche pour prendre soin des personnes malades et vulnérables, en particulier notre personnel médical.

Comme c'est la première fois que je participe à ce forum mondial, c'est avec beaucoup d'humilité que je vous félicite, Monsieur le Président, ainsi que le Gouvernement et le peuple maldiviens, pour le mandat qui vous a été confié, en particulier en tant que représentant d'un petit État insulaire en développement, de diriger nos travaux collectifs au cours de la présente session.

La situation actuelle est aggravée par l'intensification de la crise climatique mondiale et l'inquiétude que celle-ci génère, l'accélération des pertes de biodiversité, et d'autres problèmes dans les domaines de l'aide humanitaire, de la paix, de la sécurité et du commerce, qui compliquent considérablement la manière dont nous gérons désormais nos affaires socioéconomiques régionales et mondiales.

Malgré tous ces défis, Monsieur le Président, nous sommes encouragés par votre prévoyance, votre engagement et votre esprit d'initiative dans le cadre de votre vision et du thème de « présidence de l'espoir » que vous avez défini. Nous nous engageons sans réserve à vous soutenir et à vous accompagner durant votre mandat de Président de l'Assemblée générale.

Je remercie également votre prédécesseur, S. E. M. Volkan Bozkır, ainsi que la délégation turque, pour son excellent encadrement et son travail remarquable au cours de l'année écoulée, et ce, dans des circonstances, bien sûr, très difficiles. Nous lui souhaitons, ainsi qu'à sa famille, le meilleur.

Je tiens à souligner officiellement la profonde appréciation et le soutien de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'égard de notre ami le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour sa direction audacieuse et déterminée de nos travaux dans le cadre de la mission de l'Organisation et de la Charte des Nations Unies. Sa reconduction unanime pour un nouveau mandat à partir

de l'année prochaine est en effet une démonstration claire de la confiance que les États Membres de l'ONU, y compris mon propre pays, ont dans son éthique de travail et son leadership fort, dont l'Organisation a besoin en cette période très difficile. Je le remercie pour son évaluation franche et sobre des défis qui nous attendent et pour ses propositions sur la manière dont nous pouvons concrètement relever ces défis au niveau multilatéral.

J'apporte à toutes et tous les salutations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans le bleu paisible de l'océan Pacifique. L'océan Pacifique, ou le continent bleu du Pacifique, abrite une grande biodiversité marine et terrestre et c'est là que les petits États insulaires les plus vulnérables sont exposés aux menaces mondiales que constituent l'élévation du niveau de la mer due aux changements climatiques et les problèmes sanitaires et économiques associés à la pandémie de COVID-19. Je parle bien sûr au nom de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais ces questions trouveront sans aucun doute un écho dans les petits États insulaires, y compris chez mes frères et sœurs du Pacifique.

Je pense, Monsieur le Président, que ces questions trouveront aussi en vous une certaine résonance, car vous venez vous-même d'un petit État insulaire.

Nos foyers océaniques et notre mode de vie sont intimement liés à l'écosystème côtier dans son équilibre naturel. Cet équilibre est maintenant affecté par une influence humaine qui n'est pas le fait de nos petits États insulaires. Mais nous en sommes les premières victimes, les plus touchés, en raison de nos vulnérabilités intrinsèques.

Alors que nous nous réunissons et continuons à parler des changements climatiques dans nos forums du XXI<sup>e</sup> siècle, comme ici dans la salle de l'Assemblée générale, je souhaite nous rappeler à tous que, sur les mers de la planète, de petits enfants et leurs familles vivent dans la peur et l'incertitude de ce que sera leur avenir, parce qu'au cours de leur vie, ils ont vu leurs terres arables et sûres disparaître en raison de l'élévation du niveau de la mer, et ils regardent s'effondrer les structures sur lesquelles leur vie est construite.

Il est temps pour les grands émetteurs de carbone de la planète Terre d'assumer leurs responsabilités et de s'excuser auprès des petits États insulaires et de toutes les autres victimes des changements climatiques, et je n'ai pas l'intention de m'excuser de parler ainsi.

Aujourd'hui, je lance un appel à chacun d'entre nous, en particulier aux grandes nations émettrices de carbone, qui profitent actuellement de leurs transformations économiques nationales grâce à l'industrialisation, pour qu'elles fassent une pause, réfléchissent et prennent leurs responsabilités afin de sauver notre planète. Je suis réconforté par les récents engagements pris par le Président Joe Biden et le Premier Ministre Boris Johnson concernant l'intention de leurs nations respectives de mieux répondre aux problèmes liés aux changements climatiques.

J'ai également entendu la réponse positive de la Chine et je note qu'il est bon que nous nous unissions désormais pour sauver notre planète.

Nous avons la responsabilité collective d'agir pour sauver la Terre. Lorsque l'astronaute Neil Armstrong a marché sur la Lune le 20 juillet 1969, il s'est probablement retourné dans la direction d'où il venait, et je suppose qu'il n'a pas vu son pays natal bien-aimé, les États-Unis d'Amérique, mais sa planète natale, la planète Terre.

C'est pour assurer la survie de la Terre que nous devons maintenant agir. Je tiens à le dire : trêve de paroles. Nous devons prendre des mesures proportionnelles au volume des émissions de nos industries. Les dirigeants des grandes nations émettrices de carbone doivent maintenant prendre la tête de l'effort mondial pour rétablir l'équilibre de l'environnement. C'est beaucoup demander, mais c'est vraiment un appel nécessaire au leadership et aux défenseurs de cette cause.

Je demande à toutes les nations de la Terre à faire leur l'unité de l'humanité pour sauver notre planète, car ce qui se passe en Afrique affectera et affecte déjà l'Europe ; tout ce qui se passe en Asie affectera l'Amérique ; et ce qui se passe au Moyen-Orient affectera ceux d'entre nous qui sont dans le Pacifique, et vice versa.

Nous vivons sur une seule et même planète, dans une seule enveloppe atmosphérique, dans un seul écosystème environnemental interconnecté. C'est pourquoi, en tant qu'humanité, nous devons nous mobiliser et nous unir pour préserver notre planète, notre foyer. Ne pas le faire serait de la folie et tournerait au détriment de nos enfants et de leurs enfants, c'est-à-dire, bien sûr, si Jésus-Christ ne revient pas bientôt.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée reconnaît la nécessité de sauver la Terre, et nous contribuons et contribuerons nous aussi à la protéger. Dieu a doué la Papouasie-Nouvelle-Guinée d'environ 13 % des forêts

tropicales humides du monde et de 6 % de sa biodiversité. Ce sont des atouts mondiaux que nous voulons préserver.

L'une des leçons que j'ai tirées de l'expérience de la COVID-19 est que l'oxygène est le besoin humain numéro un ; avec moins d'oxygène, et la COVID-19 nous l'a montré, un individu suffoque et meurt. Eh bien, qu'est-ce qui produit l'oxygène pour la Terre nourricière ? Les arbres, bien sûr. Si le réservoir mondial de forêts tropicales était le poumon de la planète, la Papouasie-Nouvelle-Guinée posséderait une part importante de cet organe qui permet au monde de respirer. Nous fonctionnons également comme un grand puits de carbone. Nous disposons de cet atout important pour notre planète.

En tant que Présidente de la Coalition des pays à forêts tropicales humides, la Papouasie-Nouvelle-Guinée se trouve à un carrefour important. Nous sommes un éliminateur net de carbone dans l'atmosphère. En effet, nos forêts ont la capacité d'éliminer plus de 100 millions de tonnes de carbone par an, et notre secteur de l'énergie émet environ 10 millions de tonnes par an. Par conséquent, si le mécanisme de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts produit les résultats escomptés, la Papouasie-Nouvelle-Guinée peut se maintenir au niveau où tous les pays doivent se trouver d'ici à 2050 dans le cadre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, et rester un éliminateur net de carbone dans l'atmosphère.

La préservation et la conservation, ainsi que l'exploitation et l'utilisation durables des ressources forestières, peuvent constituer notre engagement envers tous pour l'entretien de la Terre, en tenant compte de l'alerte rouge pour l'humanité lancée par notre cher Secrétaire général, M. Guterres. Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié récemment, indique très clairement que l'action humaine est la cause de l'aggravation de la crise climatique. Nous devons agir pour changer cette trajectoire.

Nous affirmons depuis longtemps que les changements climatiques constituent une menace existentielle très grave pour notre sécurité nationale et notre bien-être. Par conséquent, la réalité du lien entre le climat et la sécurité ne doit pas et ne peut pas continuer à être niée par le Conseil de sécurité, car il manquerait alors à son devoir envers tous les peuples du monde. Nous nous félicitons de l'appui croissant que ce programme important suscite au sein du Conseil.

Qu'il me soit permis également de saluer et de féliciter l'excellent leadership et les efforts du Royaume-Uni, en tant que Président désigné de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), de l'Italie, en tant que co-hôte de la COP 26, et du Secrétaire général, qui ont permis de mobiliser la communauté internationale à l'appui des décisions audacieuses et des mesures pratiques nécessaires pour tenir les engagements de l'Accord de Paris.

Je n'insisterai jamais assez sur l'urgence qu'il y a à réparer les graves dommages que l'humanité a causés à la planète Terre, et sur les actions ambitieuses qu'il faut prendre dans ce sens dans le cadre de l'Accord de Paris. Je continuerai également à défendre fermement l'idée que les responsabilités doivent être établies de manière correcte, appropriée et proportionnelle à l'ampleur des dommages causés.

Au cours de la COP 26, je m'efforcerai de faire progresser un certain nombre de questions au nom de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'économie bleue du Pacifique d'une manière générale.

Nous devons tous nous engager à atteindre les objectifs énergétiques fixés, nous occuper de l'utilisation des terres et plaider pour la préservation de la biodiversité, mais aussi être plus audacieux s'agissant des engagements de financement en matière d'action climatique. Ces questions sont importantes pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les pays du Forum des îles du Pacifique, et nous chercherons à obtenir le soutien et le plaidoyer des pays développés et industrialisés pour appuyer nos efforts nationaux et régionaux d'adaptation et d'atténuation par le biais d'une aide financière mondiale.

Je chercherai à obtenir un accord pour établir un ensemble spécial de critères simplifiés qui nous permettront de bénéficier d'un soutien financier pour nos stratégies d'adaptation et d'atténuation.

Je me joins aux orateurs précédents pour appeler la communauté internationale à respecter collectivement nos obligations au titre de l'Accord de Paris et à soumettre sans délai nos contributions déterminées au niveau national (CDN). La Papouasie-Nouvelle-Guinée a été l'un des premiers pays à soumettre sa CDN en 2020, soulignant son objectif d'être neutre en carbone d'ici à 2050. Le projet comprend la rédaction de notre plan de mise en œuvre de la CDN, les règlements idoines et l'alignement de l'adaptation de la CDN

et du plan d'adaptation national grâce au soutien que nous avons reçu du Programme des Nations Unies pour le développement.

Nous voulons que les principaux émetteurs de carbone des pays industrialisés fassent preuve de sincérité et d'engagement dans leurs actions pour financer l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces derniers. Un manquement à cet égard serait un déni de cette responsabilité. Nous souhaitons également plaider pour que l'engagement annuel de 100 milliards de dollars des pays développés envers les pays en développement en matière de financement de l'action climatique soit considéré comme différent de l'aide publique au développement. Cela permettra aux directives en la matière d'être sensibles au programme d'atténuation et d'adaptation et à ses exigences spécifiques.

En tant qu'exportateur de gaz naturel et de pétrole, nous nous efforçons de réduire au minimum notre empreinte carbone en mettant en œuvre la feuille de route 2020-2030 sur les changements climatiques, lancée l'année dernière dans le cadre de l'objectif de développement durable n° 13.

Cependant, malgré de multiples soumissions de projets pour le financement de l'action climatique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a eu qu'un succès limité dans l'accès à ces fonds, sauf pour l'assistance technique dans l'élaboration du cadre fiduciaire. C'est assez décevant. Nous avons besoin de voir une démonstration plus concrète de véritables engagements.

D'autres formes d'aide à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets doivent également être rationalisées afin d'alléger le fardeau croissant de la dette des petits États insulaires et de libérer l'espace budgétaire nécessaire pour soutenir les efforts de relèvement économique après la pandémie de COVID-19 et parvenir à un développement durable.

J'invite en outre les États Membres à mettre au point des marchés du carbone solides et équitables dans le cadre de l'Accord de Paris afin de débloquer de nouveaux flux de financement qui tiennent mieux compte des intérêts de développement durable de pays comme le mien. Cela nous permettra de bénéficier, pour notre programme de développement, de possibilités de financement différentes mais adéquates, pour autant que les orientations y afférentes soient appropriées mais bienveillantes à notre égard.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée veut allier conservation et développement. Dans le domaine de la sylviculture, nous avons cessé de délivrer de nouveaux

permis de coupe et de renouveler les permis existants et nous parviendrons à une interdiction totale des exportations de bois rond d'ici à 2025. Nous voulons nous orienter vers la valorisation et la transformation en aval.

Nous avons choisi l'une de nos provinces, la province du Nord pour être exact, pour y créer une grande réserve dans le cadre d'un programme pilote mené en partenariat avec un programme environnemental régional, ce qui nous donnera l'expérience dont nous avons besoin pour créer d'autres réserves. Nous sommes également en train d'établir, dans le cadre de la CDN, une feuille de route pour l'agriculture, la sylviculture et les autres utilisations des terres, ainsi que pour le secteur de l'énergie.

La lutte contre la COVID-19 restera notre plus grand défi. Nos chiffres à cet égard sont faibles en termes de cas confirmés et de décès pour le moment, mais l'un des éléments les plus préoccupants, pour nous en Papouasie-Nouvelle-Guinée, est le taux de vaccination, qui est assez bas. Notre gouvernement a pris l'initiative nécessaire en adoptant une législation en la matière au Parlement national, la loi nationale de 2020 sur la pandémie. Cette initiative, ainsi qu'un partenariat de travail très étroit avec nos précieux partenaires de développement, y compris notre famille de nations du Pacifique, à travers le programme dénommé « Pacific Humanitarian Pathway on COVID-19 », nous ont apporté beaucoup de succès. Nous ne louerons jamais assez ces partenariats, notamment ceux conclus dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, et ceux noués avec le système des Nations Unies, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Japon, la Chine, l'Union européenne, le Royaume-Uni et les Émirats arabes unis, qui nous ont permis d'avoir un accès immédiat à des équipements et fournitures médicaux essentiels, notamment les vaccins anti-COVID-19 AstraZeneca, Johnson & Johnson et Sinopharm..

Nous continuons à saluer et à encourager la poursuite du renforcement des efforts de coopération au niveau mondial pour permettre l'accès aux vaccins contre la COVID-19 dans les pays où ils sont le plus nécessaires. Nous plaillons pour que des efforts soient déployés à l'échelle mondiale afin d'enrayer la désinformation, qui est à l'origine des faibles taux de vaccination dans notre pays, en particulier la désinformation relayée sur Facebook et qui continue d'exister dans l'espace public. Cette démarche appuiera véritablement nos efforts nationaux pour renforcer la sensibilisation à

l'efficacité et à la sécurité des vaccins anti-COVID-19, un programme habilement soutenu par nos partenaires de développement, notamment les églises et le bureau de pays des Nations Unies.

Nous devons faire tout cela tout en gardant un œil très attentif sur l'ensemble du secteur de la santé du pays, car nous ne pouvons pas nous permettre de perdre de vue les autres aspects sanitaires au niveau national. Un plan national de santé est prêt à être lancé, à l'exception du règlement du plan de financement qui correspond à ce projet. Il englobera la mise au point des installations, le renforcement des capacités, l'approvisionnement pharmaceutique, l'amélioration des soins de santé primaires, secondaires et tertiaires, ainsi que le renforcement des capacités provinciales et le développement des capacités et de l'éducation nécessaires dans le secteur de la santé.

Pour nous, la gestion économique implique de faire le point sur notre situation, de créer les structures adéquates pour renouer le dialogue avec nos partenaires internationaux et de veiller à ce que les bons catalyseurs soient en place pour construire et soutenir une économie robuste. Cela implique de faire le point sur nos portefeuilles de dettes, de redéfinir les priorités de nos dépenses et de se concentrer sur des réformes importantes dans le secteur des services publics, sur les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et, bien sûr, sur nos ressources naturelles. Cela implique également de s'intéresser de plus près à certains projets de l'industrie extractive et de travailler avec leurs promoteurs pour les mettre en œuvre.

Au cours des deux dernières années, l'essentiel de nos efforts a visé à assurer un équilibre délicat entre le respect de tous les protocoles et exigences liés à la COVID-19 et l'ouverture et le fonctionnement de l'économie.

Notre travail dans le cadre de l'inventaire transparent de notre portefeuille de dettes a attiré un soutien fort de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) et a fourni une importante plateforme pour l'appui émanant de partenaires bilatéraux tels que l'Australie et le Japon. Nous leur en sommes profondément reconnaissants. Nous apprécions leur soutien en cette période où la COVID-19 nous frappe et où notre économie est en difficulté.

Nous continuons à plaider en faveur de l'utilisation de nos ressources naturelles. Mais fondamentalement, le développement de ces ressources doit se faire en partant



du principe que toutes les parties prenantes ont un intérêt partagé dans ce développement, et que cet intérêt doit être pleinement satisfait dans le cadre des principes d'équité et d'égalité, sans que personne ne soit laissé de côté, en particulier dans un pays comme le mien, dans lequel des personnes de différentes origines ethniques possèdent des parcelles de terre.

L'un des principaux domaines d'intervention est l'investissement substantiel et le développement d'une infrastructure économique de qualité pour relier les provinces à travers le pays, fournir des services importants à nos citoyens sur tout le territoire, et améliorer leurs possibilités socioéconomiques.

Nous nous sommes lancés dans un très important programme de connectivité visant à relier les zones rurales de Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce qui consiste à construire et à développer des infrastructures clefs telles que des routes nationales, des quais, des jetées, des aéroports et des pistes d'atterrissage ; à créer de nouveaux couloirs routiers ; et à fournir des réseaux d'information et de télécommunication, ainsi que l'accès à l'électricité, à la majorité de notre population.

C'est là le catalyseur de la transformation économique au bénéfice de notre peuple. Le processus est conforme à notre constitution nationale. Pour ceux qui ne le sauraient pas, la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'est devenue indépendante qu'en 1975. Le projet est totalement conforme à notre plan national en huit points, à la Vision 2050 de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à notre plan stratégique de développement 2010-2030, à la troisième édition de notre plan à moyen terme 2018-2022 et au Programme de développement durable à l'horizon 2030, afin de mieux assurer la prospérité socioéconomique du pays. Nous espérons ainsi devenir un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2050.

La croissance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée continue de reposer sur les secteurs du pétrole, de l'énergie et de l'exploitation minière, qui représentent environ 60 % de notre produit intérieur brut. Nous continuons à plaider pour que ce développement ait lieu et à faire tout notre possible, en travaillant aussi dur que possible, pour défendre des politiques importantes dans ces secteurs.

Nos politiques de développement dans le secteur extractif ont commencé à tenir compte de la diminution de l'enveloppe financière provenant de sources externes, comme les prêts et les subventions. Dans le même temps, nous avons dû nous orienter vers une meilleure gestion

de notre dette publique nationale. Nous sommes pleinement conscients qu'il importe de générer des recettes suffisantes à partir de nos propres sources intérieures pour compléter l'appui budgétaire extérieur accordé à nos priorités de développement national. Comme vous le savez, Monsieur le Président, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale et le Programme d'action d'Addis-Abeba vont dans ce sens.

C'est dans cet esprit que mon gouvernement s'est engagé dans un processus de révision et de réforme de notre législation et de nos politiques dans le secteur des ressources, afin de garantir une proportion suffisante de projets d'origine nationale et de faciliter des rendements justes et équitables pour toutes les parties prenantes ayant des intérêts communs. Dans le même temps, nous continuons à valoriser, à respecter et à faire respecter les obligations qui découlent de notre partenariat avec le secteur privé dans les ressources naturelles. Nous restons ouverts aux affaires et invitons donc les investisseurs internationaux sincères à se joindre à nous pour explorer les possibilités que recèle toujours notre pays.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée continue de bénéficier d'un partenariat avec d'importantes institutions financières multilatérales. Qu'il me soit permis de prendre un moment pour remercier la Banque mondiale, le FMI, la Banque asiatique de développement et, bien sûr, nos précieux partenaires bilatéraux, notamment l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Chine, l'Inde, l'Union européenne et les États-Unis, pour leur soutien aux priorités de développement de mon gouvernement.

Je ne saurais continuer sans reconnaître également l'excellent travail entrepris sous la direction des Premiers Ministres canadien et jamaïcain, ainsi que du Secrétaire général, pour le financement du développement, dont les pays en développement ont particulièrement besoin pour se relever et reconstruire après la pandémie de COVID-19, initiative que la Papouasie-Nouvelle-Guinée appuie fermement.

Mon gouvernement a donné la priorité à l'investissement dans le secteur agricole, moteur de la croissance économique et de la prospérité de notre pays. Les interventions stratégiques associent le système de crédit que nous avons engagé et les subventions au fret et aux prix pour nos agriculteurs ruraux, ce qui a permis d'élargir le champ et la portée des sites de production agricole dans notre pays. Cela contribuera non seulement à élargir l'assiette fiscale et à générer les recettes

supplémentaires dont le pays a besoin pour son développement, mais aussi, et surtout, à améliorer la vie et les moyens de subsistance de nos communautés rurales et à leur permettre d'être proactives dans l'édification de la nation.

Notre économie, essentiellement rurale, dépend de l'agriculture de subsistance. Mon gouvernement souhaite transformer le secteur agricole en un système alimentaire fiable, commercial et viable, qui permettra d'assurer la sécurité alimentaire et la résilience climatique, ainsi que la conservation et la gestion de notre vaste biodiversité.

À cette fin, nous avons fixé des objectifs visant à augmenter de 30 % la production de cultures commerciales et la production de bétail d'ici à 2025, ainsi qu'à développer des incitations fiscales pour nos agriculteurs locaux.

Il s'agit en outre de formuler un plan de diversification de l'agriculture et de l'élevage d'ici à 2025, de nous employer à augmenter de 30 % le traitement en aval en 2025 et de faire en sorte que les propriétaires fonciers locaux et les gouvernements provinciaux participent au partage du capital, aux activités en aval et aux retombées associées.

Nos efforts dans le secteur agricole coïncident avec les importants efforts mondiaux déployés dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires convoqué virtuellement hier par le Secrétaire général. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a identifié cinq actions prioritaires clefs qui balisent notre parcours national pour transformer nos systèmes alimentaires de manière à édifier un système alimentaire durable, équitable, résilient et plus sain dans notre pays. Ces informations ont été partagées dans notre déclaration nationale au Sommet sur les systèmes alimentaires hier soir.

Je tiens toutefois à souligner que mon pays, avec ses terres arables abondantes, a le potentiel de servir de panier alimentaire pour la région de l'Asie et du Pacifique et au-delà, en particulier en cette époque où la sécurité alimentaire dans le monde est désormais menacée par les ravages des changements climatiques, l'élévation du niveau de la mer et d'autres crises. Nous accueillons donc favorablement les partenariats et investissements multipartites visant, d'une part, à transformer nos systèmes d'alimentation biologique afin de contribuer à relever les défis mondiaux liés à la faim, à la pauvreté et à la malnutrition, ainsi qu'à la sécurité alimentaire, car

cela favorise de meilleurs résultats en matière de santé pour nos populations et nos communautés, et, d'autre part, à réaliser les objectifs de développement durable.

Dans le secteur de l'énergie, nous reconnaissons l'importance d'une transition énergétique vers des sources renouvelables afin de s'éloigner sensiblement des combustibles fossiles et de se tourner vers des options telles que l'énergie hydraulique, solaire, éolienne ou géothermique. Nous avons également des possibilités avec le gaz naturel, une énergie propre.

Depuis 2018, sous les auspices de la Coopération économique Asie-Pacifique, notre gouvernement travaille avec nos partenaires de développement que sont l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, au programme d'électrification de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, conçu pour fournir, à l'horizon 2030, une énergie renouvelable fiable et abordable à plus de 70 % des foyers non desservis du pays. Ce programme pourrait permettre à notre population d'obtenir des résultats extraordinaires en matière de développement.

Nous avons conclu un partenariat avec l'Alliance solaire internationale et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables ; en outre, le secteur privé nous a rejoints sous la forme du groupe Fortescue Metals et de sa filiale Fortescue Future Industries, dans le but de renforcer notre transformation dans les énergies renouvelables et nos options en matière d'énergie géothermique et hydroélectrique.

Notre transformation énergétique se fera une fois que l'Autorité nationale de l'énergie aura été pleinement établie. Cela procède d'une loi particulièrement stratégique adoptée au début de cette année pour séparer les responsabilités réglementaires et la production d'électricité. Nous espérons que, dans un avenir peu éloigné, cette autorité réglera l'espace énergétique afin de faciliter les investissements et le développement des différentes options énergétiques, notamment les sources d'énergies propres que nous préconisons. Nous voulons miser sur l'espace énergétique et faire en sorte que les énergies propres deviennent le principal moteur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le tout premier dialogue de haut niveau sur l'énergie, que vous-même, Monsieur le Président, et le Secrétaire général avez convoqué virtuellement aujourd'hui pour accélérer les efforts de mise en œuvre de l'objectif 7, relatif aux objectifs et cibles du développement durable en matière d'énergie, est des

plus opportuns et nécessaires en ce qui concerne la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il s'inscrit parfaitement dans les priorités de développement de mon gouvernement, et nous avons hâte de tirer parti du plan d'action décennal prévu par la feuille de route mondiale pour atteindre l'objectif 7 d'ici à 2030 et d'étudier plus avant la possibilité de rejoindre un pacte énergétique pour soutenir la réalisation de cet objectif à l'horizon 2030 et réduire à zéro les émissions d'ici à 2050.

En tant que nation océanique dont la zone maritime s'étend sur plus de 2,4 millions de kilomètres carrés, le programme relatif aux océans est d'une importance capitale pour mon pays, non seulement en ce qui concerne les ressources vivantes et non vivantes, mais aussi pour la valeur ajoutée qu'ils apportent à nos actifs nationaux et, plus important encore, pour notre propre identité et notre mode de vie en tant que peuple et nation des mers.

Mon gouvernement donne également la priorité à une gestion, une gouvernance et une sécurité renforcées de nos zones maritimes dans le cadre de notre politique nationale 2020-2030 pour les océans, adoptée en juillet 2020.

En complément, l'année dernière, mon gouvernement a également lancé officiellement notre plan stratégique national sur 10 ans pour la pêche (2021-2030), qui établit la feuille de route et la vision d'un secteur et d'une industrie halieutiques à large assise, inclusifs, durables sur le plan environnemental et compétitifs au niveau mondial, et qui favorise la sécurité alimentaire. En outre, il traite de questions telles que la prévention de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée dans notre pays et dans les eaux voisines du Pacifique. Il aborde également la transformation nationale en aval, qui permet à nos concitoyens, en tant que propriétaires des ressources, de saisir véritablement les possibilités économiques qu'offrent nos ressources maritimes. Nous appelons les pays de notre région à faire preuve de responsabilité à cet égard.

Il me plaît d'annoncer que mon gouvernement a adopté et lancé la politique nationale sur les aires marines protégées et le Plan d'action national sur les requins et les raies en juin 2021. Cette politique renforcera nos efforts pour mieux protéger nos ressources marines, car nous sommes un épicode des ressources et de la biodiversité marines mondiales. Nous remercions de leur appui les précieux partenaires de développement que sont le Fonds pour l'environnement mondial et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Ce soutien nous aidera à atteindre l'objectif n° 11 d'Aichi en matière de biodiversité, à savoir protéger 17 % des zones terrestres et des eaux intérieures et 10 % des zones côtières et marines, ce à quoi nous restons attachés. C'est dans ce contexte, et dans celui des incendies de forêt dévastateurs et des événements catastrophiques qui sont dus aux changements climatiques dans le monde entier et ont des effets négatifs sur la biodiversité, que nous espérons que la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra en Chine le mois prochain, sera couronnée de succès.

Nous nous joignons donc à l'appel mondial croissant en faveur d'un cadre mondial ambitieux et transformateur pour la biodiversité post-2020, qui puisse nous aider à mettre pleinement en œuvre nos engagements nationaux en matière de protection de la biodiversité et à exploiter ces derniers au profit de notre développement durable et de la réalisation des objectifs de développement durable.

Sur le plan régional, je suis heureux de me joindre à mes collègues dirigeants du Forum des îles du Pacifique pour annoncer notre déclaration régionale sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée aux changements climatiques, texte historique adopté le mois dernier.

Pour les grands États du continent bleu du Pacifique, et face aux conséquences dévastatrices de l'emballage des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer qui continuent de menacer la sécurité, la vie, les moyens de subsistance et la souveraineté de nos pays et de nos populations, cette déclaration préserve nos zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée aux changements climatiques.

Elle défend également l'intégrité de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et notre attachement de longue date à cette convention, qui constitue le cadre juridique mondial dans lequel doivent être menées toutes les activités dans les océans et les mers. Nous nous félicitons donc de l'appui de tous les États Membres de l'ONU et de la communauté internationale à notre déclaration historique. Ma remarque précédente sur les changements climatiques est la base qui nous motive à appeler à un tel appui et à de telles actions.

En ce qui concerne la consolidation de la paix, mon gouvernement reconnaît le rôle fondamental que joue l'Organisation des Nations Unies pour soutenir le développement durable et la consolidation de la

paix. Il incombe donc à l'ONU de veiller à ce que nous continuions à adapter les arrangements multilatéraux existants, notamment le dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies, le Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix, l'initiative « Action pour le maintien de la paix » du Secrétaire général et le Fonds pour la consolidation de la paix, afin de les rendre pertinents dans le contexte mondial en évolution pour mieux favoriser et pérenniser la paix et la sécurité mondiales, régionales et nationales.

En ce qui nous concerne, nos échanges constants, ces dernières années, avec la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix, dont nous avons été bénéficiaires, renforcent encore la donne en faveur de la paix et de la sécurité nationales en promouvant la paix par des moyens pacifiques.

Cela s'applique particulièrement au processus de l'Accord de paix de Bougainville, concernant notre région de Bougainville, et à la nouvelle initiative sur la consolidation et la pérennisation de la paix dans deux autres provinces de mon pays.

Il me plaît d'annoncer que le processus de paix de Bougainville reste une priorité absolue de mon gouvernement. Dans ce contexte, je voudrais informer l'Assemblée que, suite au référendum de 2019, mon gouvernement et le Gouvernement autonome de Bougainville ont tenu la deuxième consultation post-référendum et le conseil de surveillance conjoint il y a tout juste trois mois, et plusieurs décisions très importantes pour faire avancer le processus de paix ont été prises d'un commun accord. Elles concernent notamment la réaffirmation de l'attachement des deux parties à l'Accord de paix de Bougainville ; l'importance d'un dialogue pacifique sur la voie à suivre, guidé par les processus constitutionnel et parlementaire du pays, notamment s'agissant du résultat du référendum de 2019 ; un accord sur le transfert de tous les pouvoirs convenus ; et une feuille de route conjointe pour encadrer les processus post-référendum.

Les deux parties ont clairement conscience qu'il y a encore beaucoup à faire dans cette phase déterminante et que le dialogue constructif, la compréhension mutuelle et le partenariat sont essentiels à un règlement politique durable de la question de la région autonome de Bougainville. Je voudrais exprimer ma reconnaissance à l'ONU pour son aide et son rôle de premier plan dans le cadre de la question de Bougainville à laquelle la Papouasie-Nouvelle-Guinée est confrontée.

Mon gouvernement est également réaliste quant aux problèmes de capacités qui entravent la consolidation et la pérennisation de la paix. Le partenariat bénéfique continu de la Commission de consolidation de la paix, du Fonds pour la consolidation de la paix, de l'ensemble du système des Nations Unies et d'autres partenaires de développement sera crucial pour garantir que les dividendes de la paix soient partagés et pérennisés.

Je salue le fort soutien de l'ONU, qui a présidé le processus de consultation et appuyé l'implication initiale d'un modérateur pour que ces discussions puissent avoir lieu. Je tiens également à exprimer notre sincère gratitude à nos précieux partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux, qui là encore incluent l'Australie, l'Union européenne, le Japon, la Chine, l'Allemagne, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'ensemble du système des Nations Unies, pour leur engagement et leur soutien continus au processus de paix de Bougainville et à la récente initiative lancée dans deux provinces des hautes terres de notre pays, et je me réjouis à la perspective de poursuivre le travail avec tous les partenaires de développement sur cette importante démarche prioritaire entreprise par mon gouvernement.

Tout en félicitant l'ONU pour les efforts qu'elle déploie en faveur de la paix en Papouasie-Nouvelle-Guinée, j'aimerais également rappeler la décision prise en 2019 par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique et la visite exceptionnelle effectuée par le mécanisme des Nations Unies chargée de la protection des droits humains pour examiner les allégations de violations de droits humains dans notre région. Cette visite est très importante pour garantir que les principaux peuples de la région vivent en paix dans leurs territoires respectifs et que leurs droits et leur dignité culturelle soient pleinement préservés et maintenus.

Nous sommes également conscients, depuis longtemps, que nos efforts en faveur du développement durable seront vains si nous ne protégeons pas les droits fondamentaux des femmes et des filles, si nous ne préservons pas leur dignité et si nous ne leur offrons pas la possibilité d'être des partenaires de développement, sur un pied d'égalité avec les hommes, pour édifier la nation. C'est pourquoi mon gouvernement a fait de l'égalité des genres et des possibilités d'autonomisation une priorité en adoptant des politiques, des lois et des stratégies à cette fin. Nous avons notamment adopté la Stratégie nationale de lutte contre les violences fondées



sur le genre (2016-2025) et la loi sur la protection de la famille, et nous avons offert à ce groupe démographique des perspectives économiques spécifiques pour qu'il entreprenne des activités entrepreneuriales afin d'autonomiser les femmes et les filles.

Ces initiatives tiennent compte de nos engagements et obligations internationaux au titre des cadres internationaux en la matière, notamment le Programme d'action de Beijing. Nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire, mais nous sommes déterminés et engagés à faire ce qui s'impose dans l'intérêt des femmes et des filles, car la prospérité et la sécurité futures de notre pays dépendent aussi de la manière dont nous les traitons aujourd'hui et demain.

Cela a récemment été clairement démontré par l'appui massif aux efforts visant à combattre et à éliminer ce fléau qu'est la violence fondée sur le genre dans le pays. J'ai le plaisir d'annoncer que cette année, mon gouvernement, avec le soutien de la Coalition des parlementaires pour mettre fin à la violence fondée sur le genre, a créé une commission parlementaire spéciale bipartite sur la violence fondée sur le genre afin d'enquêter sur les cas de violence fondée sur le genre dans le pays et de formuler des recommandations et de proposer des mesures pour combattre et éliminer ce fléau. Un rapport sur cet important travail a été présenté au Parlement, et nous nous employons à le mettre en œuvre. Ces efforts viendront compléter le travail effectué dans le cadre de l'Initiative Spotlight, dirigée par l'Union européenne et soutenue par l'ONU, qui vise à éliminer la violence à l'égard des femmes et des enfants et a été lancée conjointement lors de la visite de la Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, à Port Moresby en mars 2020. Je tiens à remercier sincèrement Son Excellence de cette visite. Elle n'a pas seulement visité la capitale ; elle s'est aussi rendue dans les zones rurales de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Nous prenons également des mesures administratives en vue de fixer des quotas pour la représentation des femmes au sein de notre parlement national. La représentation insuffisante des femmes au Parlement demeure une source de préoccupation en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Nous sommes optimistes que cette initiative sera mise en œuvre pendant les prochaines élections générales, prévues en juillet 2022.

Ce ne sont là que quelques-unes des principales questions sur lesquelles mon gouvernement travaille actuellement dans le cadre du rapport de troisième

cycle établi au titre de l'Examen périodique universel, qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme en novembre prochain.

Avant de conclure, je voudrais renouveler notre appel à l'Assemblée générale pour qu'elle intensifie ses efforts en ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité. Cet organe important chargé d'assurer la paix et la sécurité de la communauté internationale, et dont la composition et les méthodes de travail sont archaïques, doit être réformé pour être en phase avec la réalité d'aujourd'hui. Nous sommes préoccupés par le fait que près de 12 longues années se sont écoulées depuis le lancement du premier cycle de négociations intergouvernementales portant sur la réforme du Conseil de sécurité, et que les coûts ne cessent d'augmenter pour des pays comme le nôtre. Malgré tous les efforts considérables déployés concernant les cinq éléments qui ont fait l'objet d'un accord dans le cadre des négociations intergouvernementales, il n'y a toujours pas de statut officiel à ce jour. Pour ma délégation, c'est maintenant, et non dans un avenir indéterminé, qu'il faut établir un document de synthèse pour mener de véritables négociations ouvrant la voie à une réforme du Conseil de sécurité. On ne saurait trop insister sur l'importance de cette question, et nous réitérons notre appel sur ce point fondamental.

Pour terminer, je voudrais également évoquer l'appel à l'action lancé par le Secrétaire général Guterres dans *Notre Programme commun* (A/75/982), dans lequel il procède à un examen objectif de la situation. Les propositions et recommandations du Secrétaire général appellent à un système des Nations Unies robuste, et nous les appuyons pleinement. Cependant, nous ne pouvons pas faire des progrès en ce qui concerne ce programme sans régler les problèmes relatifs au système sur lequel il repose.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer. Sous votre présidence, nous espérons que notre planète pourra être un meilleur endroit pour tous. Nous espérons que personne ne sera laissé de côté. Que Dieu bénisse tous les États Membres. Que Dieu bénisse la Terre, notre planète.

**Le Président (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre chargé des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. James Marape, Premier Ministre et Ministre chargé des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg**

**Le Président (parle en anglais) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg.

*M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, est escorté à la tribune.*

**Le Président (parle en anglais) :** J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Bettel (Luxembourg) :** Je dois dire que c'est avec émotion que je m'adresse à l'Assemblée générale aujourd'hui. Je me rappelle encore que, l'année dernière, nous parlions tous par écran interposé, sans pouvoir interagir, sans pouvoir réagir et sans pouvoir nous soutenir. Dans mon message, j'avais exprimé le souhait et le vœu que l'on puisse se revoir (voir A/75/PV.11). On se revoit en mode hybride et réduit, mais on se revoit, on se retrouve davantage.

Si nous pouvons aujourd'hui nous exprimer à cette tribune et retrouver plus de normalité dans notre quotidien, c'est grâce au dévouement, grâce à la persévérance et aussi, il faut le dire, au génie de tous ceux et toutes celles qui n'ont épargné aucun effort depuis plus d'un an et demi pour nous permettre d'endiguer petit à petit la pandémie de maladie à coronavirus, que ce soient les scientifiques, les chercheurs, les médecins, le personnel soignant ou tous ceux qui nous ont permis de vivre et de pouvoir survivre dans une telle situation et de pouvoir aujourd'hui trouver un vaccin. Qui aurait dit il y a 12 mois, il y a un an, que l'on trouverait un vaccin à aussi brève échéance et que l'on arriverait à se retrouver ?

N'oublions pas que cette ville fut frappée par la pandémie de plein fouet et pourtant, elle est redevenue cette capitale de la diplomatie internationale et

de l'engagement multilatéral. Cependant, on voit qu'un grand nombre de discours se font encore par vidéo et de manière interactive. On n'est donc pas encore revenus à la vie normale que l'on connaissait avant, mais on y arrive tout doucement.

On sent aussi que la pandémie, et on le sait tous, a un impact, qu'il soit économique, qu'il soit social, qu'il soit psychique ou qu'il soit psychologique. On voit qu'il y a aussi un impact sur nos populations. N'oublions pas que plus de 4,5 millions de personnes sont décédées après avoir contracté le virus et que 124 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté. La pandémie a fait perdre aux écoliers plus de 1 800 milliards d'heures de cours en présentiel, qui sont des chances et des sources d'espoir. Je reviendrai tout à l'heure sur l'espoir. L'éducation fait partie justement de l'espoir pour beaucoup de gens.

La pandémie nous force à reconnaître la nécessité et l'urgence de changer notre façon de faire. On ne peut plus parler de « business as usual », et nous devons renforcer notre action collective dans le cadre du système multilatéral, avec l'ONU en son centre.

Le Luxembourg vous félicite, Monsieur le Président, pour votre élection. Vous pouvez compter sur l'appui de notre délégation dans l'accomplissement de votre important mandat. Je vous remercie aussi du temps que vous avez trouvé ce matin pour avoir cet échange avec vous et pour pouvoir parler de cet espoir, que je développerai un peu plus tard dans mon intervention, car c'est le sujet que vous avez choisi pour la présente session de l'Assemblée. C'est un choix très judicieux car aujourd'hui on entend plus de nouvelles qui nous poussent à désespérer et à perdre espoir.

On a les pandémies. Chez nous, les nouvelles commencent chaque jour à 6 h 30 avec le nombre de personnes à l'hôpital, le nombre de personnes décédées, le nombre de malades. On a les crises et les conflits qui continuent de se multiplier. Je ne citerai que deux exemples : la crise en Afghanistan, où l'emprise des Taliban sur le pays hypothèque les progrès réalisés ces 20 dernières années en termes de gouvernance démocratique, de développement et de droits humains, surtout pour les femmes et les filles afghanes.

Et que dire de la crise climatique ? Ses effets dévastateurs frappent tous les pays, aucun n'est à l'abri. J'ai parlé avec vous, Monsieur le Président, et avec d'autres collègues pour qui la crise climatique est une crise de survie. Notre pays a été frappé par des crises : nous avons eu des inondations, des tempêtes et des

tornades. Mais pour d'autres, l'existence et la présence physique de leurs pays dépendront des choix que nous ferons tous ensemble.

Il serait aujourd'hui irresponsable de perdre espoir et de se laisser aller au fatalisme, car l'espoir est permis. Il y a des raisons d'espérer. Cet espoir doit nous inspirer à agir. Le temps des discours est révolu et le temps de l'action est venu. On dit que l'espoir fait vivre, c'est un proverbe. Mais il faut que l'espoir perdure, car l'espoir peut aussi décevoir et faire que les gens ne croient plus en rien. L'espoir perdure et permet d'être crédible s'il y a des « réalisations concrètes créant une solidarité de fait », pour citer la déclaration de Robert Schuman sur la construction européenne.

En tant que responsables politiques, nous devons réagir ensemble et relever les défis mondiaux ensemble. Nous devons arrêter de penser que les fermetures de frontières, comme on en a eu le réflexe par exemple pendant cette pandémie, la construction de murs, l'égoïsme et le repli sur soi sont des solutions. Nous devons être conscients que nous n'avons pas toutes les clefs en main en tant que gouvernements. Nous avons besoin, si nous voulons réussir, de la société civile, du secteur privé, de nos citoyens, et en particulier des jeunes, qui s'inquiètent des décisions que nous prenons et aussi des décisions que nous ne prenons pas aujourd'hui.

Notre secrétaire général, António Guterres, nous y appelle. Je le remercie pour son action et je lui renouvelle mes félicitations et vœux de succès pour son second mandat à la tête de notre organisation. Dans le rapport qu'il vient de présenter, *Notre Programme commun* (A/75/982), le Secrétaire général nous met devant nos responsabilités. Je suis d'accord avec lui quand il dit que « nous sommes à un tournant de l'histoire ».

Mon pays est Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, et le Luxembourg s'engage de longue date pour le multilatéralisme et pour un ordre international fondé sur la règle de droit. Aujourd'hui, mon pays est prêt à répondre à l'appel du Secrétaire général pour mettre sur pied un système multilatéral plus solide, plus efficace, plus inclusif, travaillant davantage en réseau. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions assurer la paix et la sécurité, le développement durable dans tous ses aspects, y compris la santé, le respect de l'état de droit et des droits humains.

La pandémie nous a poussés à faire des choix difficiles, à agir dans l'urgence sans avoir la certitude d'avoir toujours les bonnes réponses pour parer à des

situations inédites. Nous avons tous appris des choses hier alors qu'il fallait prendre une décision avant-hier. Nous recevons des informations aujourd'hui en devant prendre des décisions aujourd'hui. C'est une situation très rare où nous étions, je ne veux pas dire tributaires, mais heureux de voir que la communauté scientifique avançait et échangeait, et nous attendions aussi les informations des autres. Imaginez, quand je parlais tout à l'heure de cet égoïsme, de ces murs, de ces œillères qu'on veut avoir, si aujourd'hui chaque pays avait gardé, face à cette situation, toutes les informations pour lui. C'est la richesse de l'échange qui a permis d'apprendre des expériences des uns et des autres.

Il est vrai que les décisions n'ont pas toujours été faciles à faire comprendre, surtout lorsque le voisin prenait des décisions contraires aux nôtres. C'est pour cela que j'échangeais avec la France, la Belgique et l'Allemagne pour savoir ce que chacun faisait et pour que nous apprenions les uns des autres.

Nous avons quand même réussi à convaincre de plus en plus de gens à se faire vacciner, car le vaccin est aujourd'hui le seul moyen pour essayer de se sortir de cette crise. Aujourd'hui, près de 75 % des personnes de plus de 12 ans sont vaccinées au Luxembourg. Plus de 6 milliards de doses de vaccin ont été administrées à ce jour. C'est un chiffre impressionnant, mais il reste insuffisant. Il faudrait 11 milliards de doses pour que soit dépassé le seuil de 70 % de la population mondiale vaccinée et pour pouvoir ainsi arrêter de parler de phase aiguë de la pandémie. Nous ne sommes pas à l'abri de mutations ou de variants. Et je dois dire que les mutations me font peur. Or l'accès aux vaccins est inégal. Et tant que cela sera le cas, comme nous le rappelle le Secrétaire général, cela restera un problème, et nous n'arriverons pas à nous en sortir.

Notre pays est conscient de l'importance de la solidarité vaccinale. L'année dernière et cette année, nous avons contribué en tant que pays à hauteur de deux millions d'euros au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. En juillet, mon gouvernement a décidé que le Luxembourg partagera 350 000 doses de vaccins avec ses pays partenaires en développement en Afrique et en Asie. Le 13 septembre dernier, une première livraison a été menée à bien : le Luxembourg a partagé avec Cabo Verde 56 000 doses de vaccins ainsi que le matériel médical pour les administrer, via le mécanisme européen de protection civile.

Nous avons tous encore en tête l'horrible image de cette période lorsque les respirateurs étaient si recherchés et lorsque, entre pays, on se rachetait sur le tarmac des aéroports les respirateurs et les masques, lorsqu'il y avait une course pour savoir qui aurait le plus de moyens de payer pour recevoir du matériel. Quelle triste image de la solidarité internationale, il faut se le rappeler. Pour nous, au Grand-Duché du Luxembourg, qui avons eu la possibilité d'en acheter sans en prendre aux autres, il était important aussi de partager quand nous pouvions nous le permettre. Nous avons mis à disposition des respirateurs pour l'Inde, pour le Népal et pour la Tunisie, et nous mettons à disposition des réfrigérateurs pour vaccins au Laos, au Soudan, au Burkina Faso et au Sénégal. Nous sommes disposés à poursuivre nos efforts de solidarité internationale pour lutter contre la pandémie. J'ai eu l'occasion de le souligner dans le cadre du sommet organisé avant-hier par le Président Biden.

J'ai bon espoir que nous arriverons à surmonter la pandémie si nous misons sur la solidarité et la science et si nous parvenons également à endiguer le flot de fausses nouvelles qui est alimenté par les réseaux sociaux, par des gens qui s'informent à travers Facebook et à travers les réseaux sociaux. Nous ne pouvons pas dire aujourd'hui que tous les gens qui ne sont pas vaccinés sont des antivaccins. Une large proportion de notre population a encore des questions et des doutes. Nous devons rassurer et ne pas stigmatiser ces personnes. Cela ne sert à rien de penser que nous arriverons à vacciner 100 % de la population. Il y aura toujours un certain pourcentage qui ne voudra pas se faire vacciner. Mais acceptons que ceux qui, aujourd'hui encore, ont des doutes, ont besoin d'être rassurés au lieu de vouloir les mettre au coin. Il est important de comprendre qu'on doit les prendre avec nous.

Nous avons besoin aujourd'hui de réagir pour endiguer ce flot de fausses nouvelles et de fausses informations. Ce rôle revient aussi à la presse et au monde politique, qui ne doivent pas accepter que les fausses nouvelles supplantent les informations objectives. Nous devons renforcer l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et avoir une coopération accrue avec les États Membres. Le groupe indépendant mis en place par le Directeur général de l'OMS a formulé des recommandations qui sont utiles à cet égard.

Je voudrais maintenant parler de l'accord historique conclu à Paris il y a six ans. L'évolution du climat, comme je l'ai évoqué précédemment, nous montre

cependant que nous devons aller plus loin dans nos contributions et la mise en œuvre de nos engagements. Nous ne pouvons continuer à prendre des engagements en délaissant leur réalisation. Si nous restons sur la trajectoire actuelle, la température s'élèvera de 2,7°C d'ici la fin du siècle. Or nous devons limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels.

Ce matin nous avons eu un échange, Monsieur le Président, sur les répercussions que ce réchauffement peut avoir sur certains. Certains pays n'existeront peut-être plus demain si nous avons une fonte des glaces, il faut en prendre conscience. Moi, je viens d'un pays enclavé, entouré par l'Allemagne, la Belgique, la France et d'autres. Nous n'avons pas d'accès à la mer et ne pouvons pas disparaître. Mais imaginez-vous habiter une île qui demain, si nous n'agissons pas tous ensemble, pourrait disparaître. Quel scénario ! Il est donc important que nous agissions ensemble. J'ai la chance de faire partie de l'Union européenne qui a pris des engagements forts. Je remercie aussi les pays qui sont restés ou qui sont revenus pour participer à l'Accord de Paris. On le doit aux générations futures. Et j'ai eu peur, il y a quelques années, quand certains pays ont dit qu'ils ne voulaient plus participer à l'Accord de Paris, que cela puisse avoir un effet domino et que nous ayons un effet contre-productif. Donc un grand merci à tous ceux qui sont liés, qui sont restés ou qui sont revenus.

Pour nous, il est important de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 %, et nous l'avons mis dans une loi au Grand-Duché de Luxembourg aussi, où nous avons doublé la production d'énergie renouvelable ces dernières années. Nous devons tenir notre engagement à l'égard des pays en développement et les aider aussi à renforcer leur capacité à faire face aux effets des changements climatiques. Mon pays a par exemple décidé de doubler son financement climatique international, pour le porter à 200 millions d'euros pour la période 2021-2025. Je précise que pour le Luxembourg, ce financement pour le climat est additionnel à l'aide publique au développement, à laquelle nous continuons de consacrer au moins 1 % de notre revenu national brut. Je suis maintenant Premier Ministre depuis 2013 et ces huit dernières années, on m'a souvent dit " croyez-vous que ce soit toujours nécessaire de garder ce pourcentage d'aide au développement ? ". Je vous dis oui. C'est vrai que certains populistes dans votre pays vont vous expliquer que vous avez aussi des problèmes chez vous. Mais couper l'aide aux pays qui en ont le plus besoin serait de l'égoïsme et



sachez défendre la politique de coopération dans votre pays pour les autres et ne pas tomber sous les sirènes du populisme et vouloir tout de suite sortir le stylo rouge dès qu'on parle de vouloir aider les autres.

La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques s'ouvre bientôt à Glasgow. Je pense que ce sera un moment de vérité. J'espère que nous serons tous au rendez-vous et que nous prendrons les décisions qui s'imposent justement pour les générations futures, pour leur garantir aussi un environnement sain. L'UNICEF estime que plus d'un milliard d'enfants sont exposés aux chocs climatiques. La crise climatique est donc aussi une crise des droits de l'enfant. Dans ce contexte, mon pays est particulièrement fier d'être membre de la coalition des repas scolaires, comme j'ai eu l'occasion de le souligner avant-hier au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Des programmes de repas scolaires efficaces constituent un investissement intelligent dans les générations futures en facilitant la création d'opportunités, en particulier pour les jeunes filles et les femmes.

Les droits humains sont mis à l'épreuve tous les jours par la crise climatique, par la pandémie, mais aussi par les guerres et les conflits qui sont le théâtre de crimes qui heurtent la conscience humaine, de l'Afghanistan au Sahel en passant par le Proche-Orient, la Syrie et le Yémen mais aussi l'Éthiopie. La promotion des droits humains au niveau national et au niveau international est un domaine d'action prioritaire pour nous et nous voulons continuer de prendre nos responsabilités dans ce domaine. C'est pour cette raison que mon pays a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour le mandat 2022-2024. Ce serait notre premier mandat en tant que membre du Conseil. Si nous avons l'honneur d'être élus par l'Assemblée au Conseil des droits de l'homme, lors du vote qui aura lieu le mois prochain, mon pays s'engage à protéger et à promouvoir aussi les droits de tous les êtres, dans un esprit de dialogue et de coopération. Nous comptons travailler étroitement avec les mécanismes des Nations Unies pour les droits humains. Et nous nous engageons pour que soit entendue aussi la voix de la société civile, qui est indispensable au bon fonctionnement du Conseil des droits de l'homme. Nous avons quatre priorités qui sont aussi reflétées dans nos engagements volontaires.

En premier lieu, l'appui à l'état de droit, à l'espace civique et aux défenseurs des droits humains et la lutte contre l'impunité. Je voudrais réaffirmer ici notre

soutien à la Cour pénale internationale et aux mécanismes de suivi et d'enquête mis en place dans le cadre des Nations Unies.

En deuxième lieu, le développement durable et l'action climatique fondés sur les droits humains : nous reconnaissons l'importance du droit au développement et nos politiques de coopération et d'action climatique ambitieuses tiennent compte du lien fort qui existe entre la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la lutte contre les changements climatiques et le respect des droits humains à l'échelle de la planète.

En troisième lieu, l'égalité des genres et la lutte contre toutes les discriminations. Mon pays mène une politique étrangère féministe et à cet effet, je voudrais insister sur les échanges que nous avons eus ce matin, Monsieur le Président, concernant cette volonté que nous avons eue de faire une politique féministe et pour s'engager en faveur des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles. Je trouve que c'est terrible que de nos jours encore, dans certains pays, les hommes pensent mieux savoir ce qui est bien pour une femme. C'est la réalité encore aujourd'hui. C'est quand même terrible que des hommes pensent mieux savoir ce que doit décider une femme, ou qu'une femme doit savoir ce qui est bien pour elle, mais déterminé par un homme qui pense savoir mieux qu'elle-même ce qui est bien ; que ce soit au niveau de l'éducation, de la santé, ou des droits sexuels et reproductifs. Je trouve qu'en 2021, il est vraiment important que le choix soit fait par la personne. Nous œuvrons aussi pour la protection des droits des personnes LGBTI.

En quatrième lieu, nous allons continuer de nous investir de manière systématique pour les droits des enfants. Il faut que les jeunes soient aussi entendus.

Mais quand on parle de droits humains, il faut penser aux réfugiés et aux migrants. Pensons justement à ceux qui sont en train de fuir l'Afghanistan. N'oublions pas les journalistes, les défenseurs, les avocats, les juges, toutes ces personnes sur lesquelles nous avons compté ces 20 dernières années, à qui nous avons demandé d'être nos partenaires. On ne peut pas leur dire qu'on n'a plus rien à voir avec eux et qu'on les laisse maintenant dans la situation dans laquelle ils sont. Ne les oublions pas, ne les décevons pas. Ils étaient nos partenaires hier. On ne va pas leur tourner

le dos aujourd'hui. Je suis content que sous l'impulsion du Grand-Duché de Luxembourg une conférence sera organisée sur la réinstallation d'Afghans vulnérables d'ici quelques mois par la Commission européenne.

Nous voyons aussi qu'il y a des tensions entre des États ; des sociétés qui aujourd'hui connaissent une crise de confiance. Je dois dire que les discussions que j'ai eues ces derniers jours avec certains collègues ne me rassurent pas trop. Je sens qu'il y a encore des tensions vives. Et c'est à nous d'essayer de créer le dialogue. Je ne parlerai pas de confiance, quand il y a une méfiance qui est fondamentale, mais de créer un petit espoir de dialogue entre les pays avec lesquels nous avons des contacts pour éviter des conflits, non pas pour les générations futures mais pour les générations actuelles.

La proposition du Secrétaire générale d'élaborer un nouveau contrat social ancré dans les droits humains et de façonner un nouvel agenda pour la paix est pour nous pertinente et on est aussi prêt à contribuer à ses efforts visant à restaurer la confiance et le droit international. Et bien sûr, il faut aussi une paix durable.

Mon pays est aussi disposé à prêter main-forte quand il s'agit d'adapter l'ONU pour la rendre mieux à même de jouer son rôle de cheville ouvrière de la coopération multilatérale. Les adaptations certes, ne sont pas faciles à réaliser, mais il ne faut pas pour autant se résigner au statu quo. Il faut avancer. Nous soutenons les appels au renforcement de l'Assemblée générale et à la réforme du Conseil de sécurité afin de rendre le Conseil plus représentatif, plus efficace et plus redevable à l'égard de l'ensemble des États Membres. Il y a des raisons d'espérer, de persévérer. Il ne faut surtout pas baisser les bras. Nous devons agir, et nous coopérons justement pour surmonter ces épreuves auxquelles l'humanité fait face.

Je fais partie d'une génération qui n'a jamais connu la guerre. Je n'ai jamais connu de conflit. Je fais partie de cette génération. Sur mon continent, d'autres personnes n'ont pas eu cette chance. On le doit à ces personnes qui sont mortes pour nous. Par exemple, il y a un cimetière américain, rempli de jeunes soldats américains qui, pour la plupart ne savaient même pas où était le Luxembourg. Mais, ils sont morts pour que je puisse vivre aujourd'hui dans une démocratie. On ne doit jamais oublier. Et c'est pour cela qu'on doit aujourd'hui plus que jamais trouver des solutions ensemble. On ne doit pas revivre ce que nous avons vécu et nous le devons aux droits des uns et des autres de pouvoir vivre.

Aujourd'hui en 2021, l'espoir n'est pas le même pour tous. Dans certains pays, des jeunes ont l'espoir de survivre, d'autres de pouvoir avoir une éducation, d'autres encore le droit d'avoir des droits à la santé. Nous avons parlé de vaccins. Quand chez nous, on se demande si on va faire une troisième vaccination, dans certains pays, certains aimeraient avoir une première vaccination, pouvoir être protégé.

Aujourd'hui, le fait qu'on soit blanc, noir, métis ou asiatique, peut avoir un impact sur une réussite sociale. Est-ce que c'est normal de devoir avoir l'espoir de se dire que je suis né comme ça et que j'ai les mêmes chances que quelqu'un d'autre ? Moi-même, je suis marié à un homme alors que dans certains pays, je serais condamné à mort. Est-ce qu'il est normal qu'un bisexuel, un transsexuel, une lesbienne ou un homosexuel soit obligé de vivre une vie qui plaise aux autres comme je l'ai dit tout à l'heure et de rentrer dans le moule que d'autres ont prévu pour lui ? Est-ce qu'il est normal qu'aujourd'hui si je suis juif, musulman, catholique, hindou ou protestant, je doive me poser la question de savoir si je peux exercer ma religion de manière libre sans danger, me rendre dans ma synagogue, ma mosquée, mon église ? Donc, l'espoir est une chose qui aujourd'hui dépend de là où j'habite, de là où je suis né, de la couleur que j'ai, de ma sexualité.

Si moi j'ai un espoir, c'est que les espoirs d'hier, de notre humanité, deviennent la réalité de demain des générations futures.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Pakistan, qui va présenter l'allocution du Premier Ministre de la République islamique du Pakistan.

**M. Qureshi** (Pakistan) (*parle en anglais*) : J'ai le grand honneur de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan.

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République islamique du Pakistan.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe IV et voir A/76/332/Add.8).*

**Allocution de M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Géorgie.

*M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie, est escorté à la tribune.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

**M. Garibashvili** (Géorgie) (*parle en anglais*) : Au nom du peuple géorgien, c'est un honneur de prendre la parole à l'Assemblée générale. L'Organisation des Nations Unies offre à chaque État Membre une enceinte où exprimer ses préoccupations et partager ses points de vue sur les défis les plus pressants et les possibilités de notre époque. Aujourd'hui, je suis animé du même esprit géorgien de coopération et d'engagement mondial qui a motivé notre pays à rejoindre l'ONU après le rétablissement de son indépendance, il y a 30 ans. Notre nation démocratique est peut-être jeune, mais nos valeurs et nos traditions sont profondément enracinées. Nous avons survécu et prospéré à travers de nombreux cycles historiques sur des milliers d'années. Notre histoire a contribué à forger un peuple solide, fier et résilient, ouvert sur le monde et désireux de trouver sa propre voie. La Géorgie est un diamant brut, qui cherche encore à polir ses arêtes pour révéler tout son potentiel en tant que nation. Située au carrefour des civilisations, là où l'Orient rencontre l'Occident et le Nord rencontre le Sud, la Géorgie s'est toujours adaptée pour relever de nouveaux défis à chaque tournant de son histoire.

Je félicite les Nations Unies pour avoir maintenu le débat général de l'Assemblée générale pendant une pandémie. Plutôt que de ne pas se réunir, nous reconnaissons qu'un rassemblement sûr et responsable est plus important que jamais. L'importance de cette rencontre ne peut être sous-estimée. Le monde est toujours engagé dans une guerre sans merci contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a ravagé le globe et affecté les économies et les moyens

de subsistance. Alors que nous poursuivons nos efforts pour reconstruire en mieux après la pandémie avec un sentiment d'unité, nous devons nous rassembler pour répondre aux besoins du monde.

La Géorgie est reconnaissante envers les États-Unis, l'Union européenne et la Chine, ainsi qu'envers les producteurs de vaccins qui ont fourni des vaccins pour préserver la santé du peuple géorgien. En œuvrant dans un but commun, nous mettrons fin à la pandémie et recommencerons à forger un avenir meilleur et plus radieux pour le monde entier.

Je me tiens devant l'Assemblée en tant que représentant d'un pays plein de détermination et de foi, un pays optimiste mais qui regarde toujours son avenir à travers un prisme pragmatique. Je suis fier de notre appartenance à l'ONU et du travail que l'Organisation accomplit pour l'humanité. Je suis également très fier de mon pays et du travail accompli par le Parti du rêve géorgien au pouvoir pour instaurer une meilleure démocratie, une économie plus forte et un avenir meilleur pour notre peuple. Pour opérer les changements nécessaires afin de continuer à aller de l'avant, mon gouvernement a élaboré un plan de développement, une vision claire pour 2030 qui s'aligne parfaitement sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous préconisons un environnement plus durable, la protection des droits de toutes les personnes, une équité et une résilience économiques accrues et une ONU revitalisée, entre autres nombreuses aspirations communes à la Géorgie et aux Nations Unies. Ce sentiment de coopération fait écho au rapport du Secrétaire général, intitulé *Notre programme commun* (A/75/982), qui présente un plan ambitieux pour revigorer la coopération internationale et le multilatéralisme. Je pense que l'Assemblée générale doit travailler sur ces recommandations avec détermination et de manière substantielle.

Plus près de nous, les rêves géorgiens sont en train de devenir une réalité. Nous avons plus que de simples aspirations pour l'avenir : nous voulons obtenir les résultats que nos concitoyens réclament aujourd'hui. Malgré les graves revers résultant de la COVID-19, notre économie est en voie de redressement, la croissance est en hausse, des emplois sont créés et nous sommes à nouveau une des principales destinations touristiques du monde. Le monde continue de saluer nos réformes économiques, financières et juridiques. Plusieurs classements notables montrent les progrès spectaculaires accomplis par la Géorgie pour devenir un des fers de lance de sa région en matière de

promotion d'un développement économique robuste. Selon la Banque mondiale, la Géorgie se classe au septième rang sur 190 pays en ce qui concerne la facilité de faire des affaires. L'indice de liberté économique de la Heritage Foundation nous place au douzième rang sur 184. Et dans le classement de l'Institut Fraser sur la liberté économique dans le monde, la Géorgie se classe cinquième sur 165 pays, soit trois places de mieux que l'année précédente.

Il est également important de noter que de grandes avancées ont aussi été réalisées pour promouvoir des mesures de lutte contre la corruption, la liberté de la presse et les droits de l'homme. En début de semaine, nous avons entendu le Président des États-Unis, Joseph Biden, appeler à une plus grande coopération mondiale afin de relever nos plus grands défis (voir A/76/PV.3). En Géorgie, non seulement nous partageons ce sentiment, mais nous répondons toujours à l'appel. Nous sommes peut-être un petit pays, mais nous avons apporté des contributions à la sécurité internationale sans commune mesure avec notre taille, en luttant aux côtés de nos alliés contre le terrorisme et la criminalité organisée dans le monde entier. Nous l'avons fait en Afghanistan, où 32 courageux soldats ont donné leur vie et de nombreux autres ont été blessés pour la cause de la liberté et de la paix. Nous avons récemment mis à disposition un centre de transport et de logistique pour des milliers de personnes évacuées d'Afghanistan et facilité plus de 60 vols, tout en autorisant les collaborateurs de nombreuses organisations non gouvernementales mondiales et d'institutions financières internationales à travailler temporairement depuis la Géorgie. Ces actions illustrent notre réponse à l'appel à la coopération avec nos partenaires et les résultats qui peuvent être obtenus lorsque nous travaillons ensemble. Cet été, aux côtés de ses partenaires américains, la Géorgie a préparé le terrain pour la libération de 15 détenus arméniens par l'Azerbaïdjan. Parallèlement, l'Arménie a transmis à l'Azerbaïdjan des cartes des territoires où des mines ont été placées.

Notre objectif a toujours été de faire ce que nous pouvons à l'appui d'une action conjointe afin de faire progresser le bien commun. Tous nos efforts visent un objectif simple, à savoir l'intégration européenne et euro-atlantique. Nous n'aurons pas de répit tant que nous ne serons pas devenus membre de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Cela signifie que nous continuerons à réformer et à moderniser chaque aspect de notre démocratie et de notre économie pour nous aligner sur les normes

mondiales les plus élevées. Le chemin sur lequel nous nous sommes engagés pour intégrer les structures européennes et euro-atlantiques est un retour aux sources, un choix de civilisation. Une majorité absolue de notre population soutient fortement ce destin pour notre pays.

Notre décision historique de rejoindre la famille européenne et euro-atlantique est le principe fondamental qui guide notre politique étrangère. La Géorgie a réalisé des progrès considérables dans la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit, en particulier depuis 2012. Ce sont toutes des valeurs fondamentales que nous partageons avec les institutions européennes. Nous avons préparé un plan d'action complet, riche en initiatives et en réformes, qui conduira à notre demande d'adhésion à l'Union européenne en 2024. Je voudrais remercier nos partenaires européens et internationaux, qui ont apporté un soutien fort et constant à la Géorgie pendant toutes ces années. Depuis 2012, nous avons organisé six élections démocratiques, qui ont toutes été qualifiées de libres et régulières par les observateurs électoraux internationaux. D'ailleurs, dans quelques jours, nous tiendrons à nouveau des élections municipales libres, régulières et démocratiques dans tout le pays.

Depuis la dernière fois que les dirigeants du monde se sont réunis en personne ici, à l'ONU, il y a deux ans, les démocraties du monde entier ont été mises à l'épreuve, voire attaquées. Des forces irrationnelles et, je dirais, obscures, sont à l'œuvre, souvent aidées et encouragées par des saboteurs extérieurs. Quelle qu'en soit la source, nous devons nous en tenir à la voie démocratique. Les élections sont souvent passionnées et très disputées, et les émotions sont vives. Mais, lorsque les élections sont libres et régulières, les gagnants doivent être magnanimes et ceux qui perdent doivent se plier à la volonté du peuple. Si nous ne pouvons pas faire confiance aux élections, alors la démocratie elle-même est en péril. J'appelle donc les personnes qui sont ici aujourd'hui et qui ont à cœur la démocratie, le progrès et des élections libres et régulières à participer avec passion à leur système politique. Et lorsque la poussière sera retombée et qu'un vainqueur sera déclaré, je leur demande de respecter la volonté du peuple, de serrer les rangs et de travailler pour faire avancer leur pays.

Les défis qui pèsent sur la démocratie ne sont pas les seuls auxquels nous sommes confrontés. En Géorgie, nous avons réalisé des progrès considérables, mais il reste beaucoup à faire. Avant tout, nous devons créer plus d'emplois. Dans le même temps, nous devons



continuer à investir dans l'éducation et les infrastructures, éliminer la pauvreté, renforcer notre système de santé et diversifier nos secteurs industriel, de services et agricole. Comme je l'ai souligné, la Géorgie est en mouvement. Nous sommes sur la bonne voie. Nous sommes en train de surmonter la COVID-19 et nous avons mis en place un plan à long terme pour renforcer notre démocratie, notre économie et notre société.

Pourtant, je me tourne aujourd'hui vers l'Assemblée générale pour qu'il soit mis fin à l'occupation illégale par la Russie des terres géorgiennes souveraines. Non seulement la Russie occupe 20% du territoire géorgien, mais elle cherche aussi activement à saper nos aspirations à rejoindre la famille européenne et euro-atlantique. Rien ne saurait ébranler notre volonté de devenir de vrais citoyens du monde, pas même des forces extérieures, mais la liberté pour laquelle nous nous sommes tant battus est remise en question chaque jour. Sur notre propre sol, dans les régions d'Abkhazie et de Tskhinvali, nous assistons à une crise humanitaire, c'est bien sûr la Puissance occupante qui en porte seule la responsabilité. Cette année, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un arrêt dans lequel elle a reconnu la Fédération de Russie coupable d'avoir occupé deux régions géorgiennes sur lesquelles elle exerce un contrôle effectif, et responsable de violations des droits de l'homme en Abkhazie et à Tskhinvali. Aujourd'hui, j'appelle la communauté internationale à agir de concert afin de remédier aux violations des principes fondamentaux du droit international dans les territoires occupés et, grâce à des efforts conjoints, de faciliter la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008 négocié par l'Union européenne.

Chaque jour, le territoire géorgien continue de faire l'objet d'une annexion insidieuse et de ce qu'il est convenu d'appeler « frontiérisation ». Cela s'accompagne d'enlèvements, de détentions illégales, de restrictions illégales à la liberté de mouvement des personnes et de privation du droit à l'éducation dans notre langue maternelle, en particulier dans la région de Gali. Cette situation a rendu les évacuations sanitaires pratiquement impossibles pendant la pandémie de COVID-19. Toutes ces actions constituent un fardeau insupportable pour les personnes qui vivent de part et d'autre des barrières de fil barbelé. Cette situation doit être reconnue pour ce qu'elle est : un nettoyage ethnique planifié à l'avance pour chasser les Géorgiens de souche. Il faut y mettre fin. Dans les territoires occupés, nous sommes confrontés à une véritable crise humanitaire, tandis que de l'autre côté, des terres sont cultivées et

la jeune génération a accès à une éducation de toute première qualité, à des infrastructures de haut niveau et à des entreprises florissantes. Nous voulons offrir les mêmes possibilités et perspectives de développement et de prospérité aux jeunes des régions d'Abkhazie et de Tskhinvali.

C'est pourquoi nous avons lancé l'initiative « Un pas vers un avenir meilleur », une initiative de paix visant à améliorer les moyens de subsistance des personnes vivant dans les régions d'Abkhazie et de Tskhinvali. Nous sommes convaincus que ce n'est que par le biais d'une paix et d'une sécurité durables que nos concitoyens auront un meilleur avenir. C'est par la paix et la stabilité que les économies peuvent commencer à se développer et que nos peuples peuvent prospérer ensemble. C'est pourquoi je veux m'adresser à nos frères et sœurs abkhazes et ossètes pour leur dire que notre véritable force réside dans la coopération et l'unité, ce qui est précisément la raison pour laquelle nos ennemis veulent nous diviser et nous séparer. Nous avons une histoire commune et faisons partie d'une patrie commune, Sakartvelo. Nous devons également définir ensemble notre avenir commun. Nous devons construire notre pays ensemble et le transformer pacifiquement en une société européenne véritablement démocratique, prospère et tournée vers l'avenir.

D'un point de vue géopolitique, la région de la mer Noire ne cesse de gagner en importance. La mer Noire est en première ligne d'une partie d'échecs régionale très disputée. C'est un microcosme de gestion des conflits. Si nous pouvons y maintenir la paix et la stabilité, nous serons capables de le faire ailleurs. Notre objectif est donc de garantir la paix et la stabilité dans toute la région. Dans le Caucase du Sud, je propose ce que j'appelle l'initiative de voisinage pacifique pour promouvoir la stabilité dans notre région. Ce format facilitera le dialogue et l'instauration de la confiance et conduira à la mise en œuvre de solutions pratiques aux problèmes régionaux d'intérêt commun avec nos partenaires des États-Unis et de l'Union européenne. La Géorgie est prête à accueillir une réunion internationale à Tbilissi pour discuter des perspectives de notre initiative de voisinage pacifique, avec nos voisins du Caucase du Sud, nos frères, et nos partenaires internationaux. Commençons par de petits pas pour instaurer la confiance, et nous pourrons ensuite avancer ensemble vers le règlement d'autres problèmes régionaux et

mondiaux. Une paix durable et une perspective stratégique commune pour le Caucase du Sud profiteront à l'ensemble de la région de la mer Noire et renforceront la sécurité européenne et mondiale.

Qu'il me soit permis de conclure comme j'ai commencé. Nous sommes ici aujourd'hui pour témoigner du pouvoir de l'action collective. Qu'il s'agisse de la lutte contre la pandémie, du financement du développement pour améliorer notre qualité de vie ou de la nécessité d'une action collective pour maintenir la paix, nous devons agir ensemble pour vivre ensemble. Il n'y a pas d'autre solution. Je reste persuadé qu'en travaillant ensemble, nous réussirons.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Géorgie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M. Scott Morrison, Premier Ministre du Commonwealth d'Australie**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, qui va présenter l'allocation du Premier Ministre du Commonwealth d'Australie.

**M. Fifield** (Australie) (*parle en anglais*) : J'ai le grand honneur et l'insigne privilège de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Scott Morrison, Premier Ministre du Commonwealth d'Australie.

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Premier Ministre du Commonwealth d'Australie.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe V et voir A/76/332/Add.8).*

**Allocution du cheik Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Premier Ministre de l'État du Koweït.

*Le cheik Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït, est escorté à la tribune.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. A. le cheik Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**Le cheik Al Sabah** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que la République amie des Maldives, à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Vous pouvez compter sur notre plein soutien dans tout ce qui pourra faciliter votre travail.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude à votre prédécesseur, S. E. M. Volkan Bozkır, pour les efforts très appréciés qu'il a déployés pendant sa présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session.

Je tiens aussi à féliciter S. E. M. António Guterres de sa reconduction au poste de Secrétaire général, qui est une reconnaissance des efforts remarquables qu'il a fournis à la tête de l'Organisation au cours de son premier mandat, dont la dernière année a été marquée par une crise sanitaire grave et multiforme qui a emporté d'innombrables vies et causé de nombreux dommages matériels et moraux.

Notre monde est toujours profondément endeuillé par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses effets destructeurs. Elle a fauché des vies sans distinction, provoquant des ondes de choc successives qui ont bouleversé nos modes de vie modernes dans leurs aspects humanitaires, politiques, économiques et environnementaux.

Un rapide coup d'œil aux chiffres et aux statistiques enregistrés dans le monde entier révèle l'ampleur des cicatrices qui marqueront pour longtemps la conscience du monde. On dénombre plus de 4,7 millions de victimes et plus de 231 millions de cas confirmés enregistrés. Ces chiffres illustrent également la charge écrasante qui pèse sur les secteurs et les professionnels de la santé, qui méritent notre plus profonde reconnaissance pour leur dévouement et leur travail en première ligne malgré les horreurs qui ont failli causer l'effondrement de nombreux systèmes de santé dans le monde. À cela s'ajoute l'exacerbation de la crise d'insécurité alimentaire due à la rupture des chaînes d'approvisionnement, résultat attendu de la grave récession et de la stagnation économiques mondiales, sans précédent depuis plus de 90 ans. Nous avons également

assisté à une dégradation des services dans le secteur de l'éducation, en particulier dans les pays en développement et les pays les moins avancés, qui menace plus que jamais d'annuler les gains obtenus et de saper les progrès réalisés dans le cadre des objectifs de développement durable.

Lorsqu'on étudie l'histoire, on se rend compte que les pandémies, malgré la gravité de leurs effets, ont joué un rôle déterminant en tant que catalyseurs majeurs du changement et d'une reconstruction en mieux sur les plans politique, économique et social. De ce point de vue, la pandémie de COVID-19 a servi de miroir reflétant les faiblesses du monde et révélant ses défauts chroniques, parmi lesquels l'augmentation de la faim et des taux de pauvreté, les conflits prolongés, les progrès incontrôlés des technologies modernes et leurs implications sur la cybersécurité, la propagation du fléau du terrorisme, ainsi que les disparités et les écarts structurels croissants entre les pays. Tous ces défis placent le multilatéralisme devant un dilemme existentiel : soit la survie, soit la stagnation et le déclin.

L'un des changements les plus positifs apportés par la pandémie a peut-être été l'émergence de modèles modernes de créativité, d'innovation et d'adaptation, qui ont contribué à créer des réponses rapides et des formes avancées de coopération au sein des sociétés et entre les pays. Cela s'ajoute aux grands progrès réalisés dans la recherche scientifique, dont atteste la course pour vaincre le virus grâce à la production de vaccins multiples qui ont démontré dans la pratique leur efficacité à procurer l'immunisation requise à des taux encourageants.

Cependant, beaucoup dépend de la capacité de la communauté internationale de tirer le meilleur parti de la crise pour transformer notre monde pour le meilleur, dans le cadre d'un effort sérieux en faveur d'une reprise équitable et durable qui ne laisse personne de côté.

La reprise exige de prendre plusieurs mesures, dont la plus importante est d'accorder la priorité absolue à l'investissement dans les infrastructures des données et de l'information, car la disponibilité de preuves numériques contribuera à améliorer les processus de prise de décision dans les programmes et les politiques visant à mobiliser les ressources et à reconstruire après la crise, afin de protéger nos sociétés de crises similaires à l'avenir. Toutefois, la mesure la plus importante et la plus urgente consiste à trouver des modes de distribution des vaccins à tous les pays qui soient équitables et sûrs, dans le but de parvenir à l'immunisation universelle.

À cet égard, l'État du Koweït a atteint un des taux de vaccination les plus élevés au monde, avec 72 % de nos ressortissants et des expatriés dans notre pays vaccinés. Nous avons également pu empêcher l'effondrement de notre système de santé. Mon pays continue d'appuyer les efforts internationaux de lutte contre la pandémie de COVID-19 avec des contributions totales de 327,4 millions de dollars, dont tout dernièrement 40 millions de dollars débloqués en faveur de Gavi, l'Alliance du vaccin et du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins afin de renforcer et d'améliorer la sécurité sanitaire mondiale.

La question palestinienne reste centrale pour nos mondes arabe et musulman. Les tensions et l'instabilité perdureront dans notre région si le peuple palestinien n'obtient pas tous ses droits politiques légitimes et si Israël, la Puissance occupante, poursuit ses pratiques et ses violations du droit international humanitaire. Ces violations comprennent la construction de colonies, la confiscation de terres, le bouclage de territoires, le blocus de Gaza et la profanation du caractère sacré de lieux saints. Nous soulignons l'importance de continuer à déployer des efforts pour relancer les négociations selon un calendrier établi afin de parvenir à une paix juste et globale conformément au mandat du processus de paix, aux résolutions de la légitimité internationale et à l'Initiative de paix arabe, en vue de mettre fin à l'occupation israélienne, d'assurer la création d'un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale, dans les frontières d'avant le 4 juin 1967, et de permettre le retour des réfugiés.

Dans le même temps, nous saluons le rôle historique joué par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui fournit une assistance de base à des millions de réfugiés palestiniens, et nous soulignons l'importance de continuer à appuyer son travail.

La crise syrienne est entrée dans sa onzième année, avec tout ce que cela comporte de souffrances humanitaires pour les Syriens à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Elle prouve que l'absence de consensus et de volonté internationale, ainsi que l'intervention extérieure, ne font que prolonger ce conflit sanglant. Nous réaffirmons donc notre ferme conviction qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise. Nous soulignons l'importance de parvenir à un règlement politique conformément aux résolutions pertinentes du Conseil

de sécurité, en particulier la résolution 2254 (2015), de manière à répondre aux aspirations et aux espoirs du peuple syrien frère.

La persistance de la crise au Yémen, pays frère, et l'aggravation des menaces et des périls qu'elle fait peser sur la sécurité et la stabilité régionales témoignent de la manière dont les résolutions et décisions du Conseil de sécurité sur ce dossier sont traitées dans la pratique. C'est pourquoi nous insistons sur notre position ferme selon laquelle la seule voie de sortie de cette crise est une solution politique fondée sur les trois cadres de référence convenus, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive et les résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015). Nous réaffirmons également notre soutien à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

Dans le même temps, nous nous félicitons du rôle constructif joué par le Royaume frère d'Arabie saoudite dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, ainsi que de son initiative visant à ramener la paix au Yémen. Nous condamnons une nouvelle fois tous les actes d'agression et toutes les attaques contre le territoire saoudien et renouvelons notre appui à toutes les mesures prises par le Royaume pour préserver sa sécurité et sa stabilité.

L'élection par le Forum de dialogue politique interlibyen, au début de cette année, du Président du Conseil de la présidence, de ses adjoints et d'un premier ministre est un signe encourageant qui montre que la communauté internationale, par l'intermédiaire de l'ONU, est capable de faire avancer une paix qui semblait hors de portée en raison de plus de sept ans de divisions institutionnelles profondes avec de graves répercussions sur la sécurité et la stabilité de la Libye et des pays de la région. Nous appelons une fois de plus nos frères libyens à accorder la priorité à l'intérêt supérieur du pays et aux solutions pacifiques qui rejettent la violence. Ils doivent s'engager à respecter les résultats des conférences internationales et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité afin de garantir la conclusion de tous les arrangements nécessaires à la tenue des élections générales prévues pour le 24 décembre 2021. Nous espérons que cela permettra de garantir la sécurité, la stabilité et l'unité de la Libye et de répondre aux aspirations du peuple libyen frère.

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions politiques, sociales et économiques qui ont provoqué une régression mondiale. Cette situation a

été exploitée par des groupes extrémistes et terroristes dans les zones touchées par des conflits, fragiles ou peu sûres. Le Moyen-Orient, en particulier, a souffert des opérations de destruction et de sabotage menées par des organisations terroristes, principalement Daech. Cela a conduit à une intensification de la lutte contre ce danger réel sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, par le biais d'efforts visant à tarir ses sources de financement et à appliquer les conventions internationales et régionales de lutte contre le terrorisme. De nombreux pays de notre région, comme le Yémen, la Libye, la Syrie, la Somalie et l'Iraq, sont confrontés à ce phénomène qui prend de l'ampleur.

La communauté internationale a suivi de près les récents événements critiques en Afghanistan. Nous appelons les Taliban et toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue pour préserver les vies et protéger pleinement les civils. Nous exhortons également les Taliban à respecter strictement leurs obligations et le droit international, à maintenir la sécurité et la stabilité du pays et à protéger les droits et les acquis du peuple ami d'Afghanistan.

Au niveau régional, sur la base de notre position de principe concernant les règles de bon voisinage inscrites dans la Charte des Nations Unies, nous appelons de nouveau la République islamique d'Iran à prendre des mesures de confiance crédibles et à entamer un dialogue fondé sur le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures afin de désamorcer les tensions dans le Golfe et de préserver la sûreté, la sécurité et la liberté de la navigation maritime de toute menace. Cela permettrait de jeter les bases de relations fondées sur la coopération et le respect mutuel, ouvrant la voie à la réalisation des aspirations de tous les peuples de la région à la sécurité, à la stabilité, à la prospérité et au développement.

J'en viens maintenant à une question régionale épineuse. L'érosion du régime de désarmement nucléaire constitue une menace existentielle pour la sécurité et la stabilité de la région. Nous espérons que les efforts internationaux et régionaux concertés permettront d'assurer le succès, à New York, de la deuxième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, que l'État du Koweït présidera en novembre.

La pandémie actuelle de COVID-19 continue de réduire à néant les progrès accomplis par les pays en vue de la réalisation des objectifs de développement



durable. La crise a montré l'interdépendance des différents aspects de la durabilité dans le monde, notamment la question des changements climatiques et des écosystèmes. À cet égard, nous espérons que la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow en novembre, entreprendra un examen constructif afin de suivre les progrès réalisés et d'identifier les lacunes, sur la base du principe des responsabilités et des charges communes mais différenciées, en vue de mettre un terme à la dégradation de l'environnement qui se caractérise par une augmentation marquée des températures, des tempêtes violentes et des inondations, ainsi que par la déforestation due aux incendies dans un certain nombre de pays, ce qui pourrait avoir de graves répercussions sur l'environnement.

Pour terminer, je réaffirme notre adhésion au système multilatéral international et aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies aux fins d'assurer le développement et le renforcement de la gouvernance internationale et de garantir l'accomplissement de la noble mission de l'Organisation qu'est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, au service de l'humanité toute entière.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'État du Koweït de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*Le cheik Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M<sup>me</sup> Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre de la République du Serbie.

*M<sup>me</sup> Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie, est escortée à la tribune.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M<sup>me</sup> Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M<sup>me</sup> Brnabić** (Serbie) (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui au nom des citoyens de la République de Serbie. Je tiens à remercier

S. E. M. Abdulla Shahid, S. E. M. Volkan Bozkır et S. E. M. António Guterres de l'engagement, du dévouement et du leadership actifs dont ils ont fait preuve au service de l'Organisation des Nations Unies et de l'ensemble de l'humanité en ces temps difficiles. La Serbie partage leur conviction et reste pleinement déterminée à appuyer leurs efforts.

Cette année, nous nous réunissons à un moment décisif de notre histoire. La maladie à coronavirus (COVID-19) a profondément ébranlé nos fondations. Dans le même temps, nous sommes de plus en plus témoins et victimes des effets des changements climatiques. Enfin, nous assistons à d'importants changements dans les alliances et partenariats mondiaux, à des guerres commerciales entre partenaires et alliés traditionnels, à un retour du protectionnisme au lieu de politiques d'ouverture et de libre échange, et à une incertitude générale d'une ampleur sans précédent. Certains des problèmes urgents, et qui suscitent de très vives passions, que nous rencontrons localement dans les Balkans ne sont toujours pas résolus. Alors que nous essayons – et la Serbie s'y emploie tout particulièrement – de changer l'avenir en travaillant ensemble et en nouant des alliances grâce à des initiatives telles que le processus de Berlin ou l'initiative « Open Balkan », d'autres tentent de perturber ces processus. Au lieu de se concentrer sur l'avenir, ils veulent recréer le passé, quel qu'en soit le coût.

Mais je vais commencer par la COVID-19. La pandémie de COVID-19 a révélé des faiblesses critiques dans l'architecture de la gouvernance mondiale. Elle a menacé d'effacer les progrès accomplis par de nombreux pays ces dernières années. Elle a placé les nations à la jonction entre isolement et collaboration, entre panique et espoir, entre chaos et ordre. La pandémie a remis en question certains des principes fondamentaux de l'ordre international ouvert et coopératif. Les échanges mondiaux, la communication internationale et le commerce transfrontalier ont tous connu une forte baisse. Les couvre-feux, les restrictions à la liberté et les confinements de sociétés entières ont créé une incertitude dans de nombreux aspects de la vie individuelle de nos citoyens et, en l'occurrence, dans notre propre perception individuelle de ce que signifie la liberté dans le monde d'aujourd'hui.

Pour la Serbie, la pandémie a menacé de saper tout ce que nous avons fait au cours des sept dernières années et d'annihiler tous les résultats et réalisations découlant des réformes difficiles que nous avons

entamées en 2014, nous ramenant à nouveau vers des temps de chômage élevé, de dette publique croissante, de déficit incontrôlable et de désespoir général. Tout comme dans n'importe quel autre pays, la COVID-19 a mis à l'épreuve la résilience de notre nation et, cette fois, contrairement à la crise financière mondiale – dont la portée était bien plus limitée et les conséquences sans comparaison avec celles de la pandémie de COVID-19 –, la Serbie a tenu bon. Les réformes que nous avons entreprises avant la COVID-19 nous ont rendus plus résistants que jamais. L'assainissement de nos finances publiques, notre excédent budgétaire et l'environnement d'investissement efficient et prévisible que nous avons créé sont devenus une bouée de sauvetage qui nous a sauvés d'une récession pendant la pandémie et qui nous a permis de soutenir nos citoyens et notre économie pendant cette période des plus difficiles.

Malgré les effets de la crise, la Serbie a réussi à préserver sa stabilité financière et économique. En 2020, nous avons enregistré une baisse du produit intérieur brut de seulement 0,9 %, un des meilleurs résultats en Europe. Notre dette publique est restée inférieure à 60 % de notre produit intérieur brut, les salaires moyens ont continué à augmenter de près de 10 % et, malgré la pandémie, le nombre de personnes employées a augmenté de plus de 3 %.

Cette année, la reprise a été plus forte que prévu. Notre produit intérieur brut augmentera d'environ 7 %, et peut-être même davantage. Avant la pandémie, nous avons ouvert nos frontières aux investissements, aux technologies et aux idées, et nous avons réussi à créer un environnement pacifique et stable qui nous a permis de poursuivre une transformation nationale rapide, fondée sur l'innovation et l'économie de la connaissance. Les avancées innovantes que nous avons réalisées nous ont permis de diversifier nos capacités lorsque le virus a frappé – par le biais de l'administration en ligne, de l'enseignement en ligne, de manuels scolaires numériques et d'un système logiciel central qui a permis de mener à bien le déploiement de la vaccination. Nous avons investi massivement dans les infrastructures de santé et renforcé le système de santé afin de répondre à la crise actuelle, et nous sommes éternellement reconnaissants à nos travailleurs de la santé pour leur lutte dévouée.

Grâce à notre décision de mettre la géopolitique de côté et de placer l'humain au centre de nos politiques, nous avons pu acquérir des vaccins plus rapidement que la plupart des autres nations. Nous n'avons pas fait de

distinction entre les fabricants. Nous ne nous sommes pas souciés de savoir si les vaccins provenaient de l'Est ou de l'Ouest, mais nous avons choisi de négocier avec tous les fabricants de vaccins jugés sûrs par les autorités de réglementation. Cette ouverture nous a permis d'acheter des vaccins du monde entier, donnant ainsi à nos citoyens la liberté singulière de choisir le vaccin qu'ils préfèrent. La Serbie croit aux principes de la solidarité entre les nations, du multilatéralisme et de l'octroi d'une aide aux populations dans le besoin.

Depuis le début de l'année, nous nous sommes donné pour mission de soutenir nos voisins et tous ceux qui sont dans le besoin avec des vaccins contre la COVID-19. Nous avons également autorisé les ressortissants étrangers à venir en Serbie pour recevoir le vaccin qui protégera leur vie. Au total, la Serbie a donné ou alloué plus d'un million de doses de vaccins – 230 000 doses pour la région, 300 000 doses pour les ressortissants étrangers venus se faire vacciner en Serbie, et 570 000 doses supplémentaires pour les pays d'Afrique et d'Asie. Et nous continuerons à le faire, dans la mesure du possible, jusqu'à ce que la COVID-19 soit derrière nous tous. C'est pourquoi nous avons également pris des mesures pour acquérir la technologie permettant de produire au moins deux types de vaccins. En contribuant à améliorer l'accès mondial, nous pourrions tous être en sécurité et triompher de ce virus.

Néanmoins, comme l'ont déclaré les dignitaires de certaines des plus grandes nations au cours de la présente session de l'Assemblée générale, il y a d'autres questions urgentes que nous devons tous continuer à traiter sans délai et avec audace, la plus urgente étant les changements climatiques. La Serbie a redoublé d'efforts pour rendre notre pays plus sûr et plus propre pour ses citoyens et, ce faisant, elle contribue à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement.

Nous sommes fermement résolus à mettre en œuvre les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Nous sommes engagés dans les efforts mondiaux et nous continuerons à travailler activement pour respecter nos obligations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Nous sommes sur le point de soumettre notre contribution déterminée au niveau national, telle que révisée, pour contribuer à cet effort mondial crucial. Nous avons déjà annoncé notre intention de réduire

les gaz à effet de serre d'au moins 33,3 % par rapport à 1990, et de 13,2 % par rapport à 2010, ce que nous intégrons actuellement dans nos documents stratégiques sur l'énergie et le climat. Nous travaillons stratégiquement sur la planification et les investissements dans ce secteur. Ces investissements sont extrêmement coûteux et nécessitent des années, voire des décennies, d'engagement et une approche systémique, mais nous sommes résolument lancés sur la voie de cette transformation.

De tous les défis auxquels nous sommes confrontés, le plus préoccupant pour la Serbie est le maintien de la paix et de la stabilité dans la province méridionale serbe du Kosovo-Metohija. Depuis plus de 20 ans, nous ne cessons d'appeler l'attention de la communauté internationale sur les problèmes auxquels la population non albanaise est confrontée au Kosovo-Metohija. La sécurité physique et le respect et la protection des droits humains, notamment des communautés minoritaires, sont loin d'être satisfaisants. Nous assistons actuellement à une augmentation constante du nombre d'attaques visant les Serbes, leurs biens et leur patrimoine religieux au Kosovo-Metohija. À titre d'exemple, 55 incidents de ce type ont eu lieu en 2014, 62 en 2016, 71 en 2020 et 100 depuis le début de cette année. Le nombre total d'attaques recensées en 2020 a été dépassé dès juin de cette année.

Selon l'ONU, le Kosovo-Metohija est toujours le territoire qui compte le moins de rapatriés – Serbes déplacés à l'intérieur de leur propre pays – parmi toutes les zones dans le monde qui sortent d'un conflit. Je ne donnerai que quelques exemples pour illustrer ce à quoi ressemble la vie des Serbes du Kosovo-Metohija aujourd'hui. Le 11 mai, Radoje Pumpalović, 81 ans, qui était rentré au village de Dubrava, dans la municipalité d'Istok au Kosovo, a vu sa maison attaquée. C'était la cinquième attaque contre lui cette année. Je souligne à nouveau qu'il a 81 ans.

Depuis le mois de juin, de multiples attaques ont été perpétrées contre Dragica Gašić, une femme de 59 ans, première personne serbe à rentrer à Đakovica 22 ans après la fin du conflit. Ces attaques se sont notamment manifestées par des jets de pierres contre son appartement, une interdiction de faire ses courses au magasin d'à côté et des pétitions émanant d'organisations de la société civile demandant son expulsion de la ville.

Le 2 juillet, dans le village de Gobulji, près de Vučitrn, un groupe d'Albanais a attaqué Nikola Perić, âgé de 13 ans. L'attaque s'est produite alors qu'il rentrait de la cour de récréation de son école en compagnie de trois amis.

Les attaques perpétrées contre des églises, des monastères et des monuments médiévaux serbes au Kosovo-Metohija font que ces sites du patrimoine culturel sont parmi les plus menacés d'Europe. Le monastère de Visoki Dečani a récemment été classé par Europa Nostra parmi les sept sites patrimoniaux les plus menacés d'Europe en 2021. Le groupe consultatif d'Europa Nostra a signalé que Dečani était le seul monument en Europe à être sous protection militaire robuste sans discontinuer depuis 20 ans, alors que ce monument revêt une immense importance historique et culturelle pour l'Europe et le monde.

Cette spirale de violence au Kosovo-Metohija a atteint son point culminant au début de cette semaine. Sous prétexte de faire respecter les nouvelles règles relatives aux plaques d'immatriculation, Pristina a envoyé des unités spéciales lourdement armées dans le nord de la province. Il s'agit là d'une violation brutale de plus du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, et cette démonstration de force irrationnelle a déclenché une crise majeure. Elle a perturbé l'approvisionnement en denrées alimentaires et en médicaments des communautés serbes du nord de la province. Les Serbes locaux qui se sont rassemblés pacifiquement pour protester contre cette mesure ont été accueillis par des gaz lacrymogènes et des violences policières, menaçant ainsi gravement la stabilité locale et régionale.

Malgré toutes les difficultés et les provocations quotidiennes, la Serbie reste fermement résolue à trouver une solution fondée sur le compromis qui garantira une paix et une stabilité durables. Le dialogue et la mise en œuvre des accords conclus sont le seul moyen de régler toutes les questions en suspens.

Cependant, près de neuf ans après la conclusion de l'Accord de Bruxelles, premier accord de normalisation entre Belgrade et Pristina, la mise en place de l'Association/Communauté des municipalités à majorité serbe, épine dorsale de cet accord, n'a même pas encore commencé.

J'appelle de nouveau la communauté internationale, en particulier l'Union européenne, en tant que garante de l'Accord de Bruxelles, à insister fermement pour que les institutions provisoires d'administration autonome à Pristina commencent à appliquer tous les accords conclus.

*M. Philippe Kridelka (Belgique), Vice-Président, assume la présidence.*

La République de Serbie, en défendant sa souveraineté et son intégrité territoriale, défend en même temps le droit international, la Charte des Nations Unies, la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, juridiquement contraignante, et l'autorité suprême du Conseil de sécurité en matière de préservation de la paix et de la sécurité internationales. Nous attachons une importance particulière à l'activité de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et attendons d'elle qu'elle continue à s'acquitter de son mandat dans la province, conformément à cette résolution.

Notre génération partage le destin commun du monde moderne, qui a encore gagné en complexité en termes de géopolitique, de technologie, de santé et de climat. Face à ces défis, la Serbie continuera à entretenir des partenariats internationaux sur une base prévisible et transparente. Nous continuerons à mener les réformes de l'état de droit qui nous permettront d'intégrer l'Union européenne, ce qui est notre objectif stratégique en matière de politique étrangère. Nous considérons que cela est indissociable de l'instauration d'une paix, d'une stabilité et d'une prospérité durables.

Avec la République d'Azerbaïdjan, qui assure actuellement la présidence du Mouvement des pays non alignés, nous accueillerons un événement commémoratif de haut niveau pour marquer le sixième anniversaire de la première conférence du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Belgrade en 1961. Nous nous réjouissons grandement à la perspective d'accueillir nos amis du monde entier à Belgrade en octobre de cette année.

Nous allons renforcer davantage la coopération dans les Balkans, par le biais de l'initiative « Open Balkan » et du processus de Berlin, en ouvrant les frontières, en rapprochant les points de vue et en poursuivant l'intégration de notre région.

En conclusion, ces sept dernières années, la Serbie s'est transformée. Nous avons suscité un renouveau économique, ouvert les horizons des jeunes, favorisé un essor technologique et amélioré la position de la Serbie à l'étranger. Les progrès que nous avons accomplis ont permis à la Serbie de mieux affronter la pandémie et d'y survivre.

Le monde se trouve maintenant à un tournant. Le relèvement après la COVID-19 et la reconstruction durable ne se feront pas si les problèmes, nouveaux ou anciens, ne sont pas traités par des forces conjointes et des actions internationales menées en collaboration. La pandémie nous a enseigné une leçon importante : si nous ne sommes pas tous en sécurité, personne ne l'est. Nous

pouvons soit gagner ensemble, nous tous, peu importe que nous soyons riches ou pauvres, grands ou petits, d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique ou d'Australie, soit échouer ensemble. S'il est une chose que la pandémie de COVID-19, tout comme la question des changements climatiques, aurait dû nous apprendre, c'est à être solidaires.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre de la République de Serbie de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie, est escortée de la tribune.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Mette Frederiksen, Première Ministre du Royaume du Danemark**

**Le Président par intérim** : Je donne maintenant la parole au représentant du Danemark, qui va présenter l'allocation de la Première Ministre du Royaume du Danemark.

**M. Hermann** (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le privilège de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M<sup>me</sup> Mette Frederiksen, Première Ministre du Royaume du Danemark.

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation de la Première Ministre du Royaume du Danemark.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe V et voir A/76/332/Add.8).*

#### **Allocution de M. Andrew Holness, Premier Ministre et Ministre de la défense, de la croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque**

**Le Président par intérim** : Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères de la Jamaïque, qui va présenter l'allocation du Premier Ministre, Ministre de la défense, de la croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque.

**M<sup>me</sup> Smith** (Jamaïque) (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir et l'insigne honneur de présenter la déclaration préenregistrée de M. Andrew Holness, Premier Ministre de la Jamaïque.

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Premier Ministre et Ministre de la défense, de la croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque.



*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe VI et voir A/76/332/Add.8).*

**Allocution de M. John Briceño, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'investissement du Belize**

**Le Président par intérim :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'investissement du Belize.

*M. John Briceño, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'investissement du Belize, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim :** J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à M. John Briceño, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'investissement du Belize, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Briceño (Belize) (parle en anglais) :** Je félicite M. Abdulla Shahid pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale. C'est un grand plaisir de voir un représentant d'un autre petit État insulaire en développement (PEID) présider l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Pour un petit État insulaire et côtier de faible élévation comme le Belize, qui a célébré il y a trois jours ses 40 ans d'indépendance politique, le monde actuel est hostile et précaire. Personne ne peut nier que la planète se réchauffe. Les faits sont là : juillet 2021 a été le mois le plus chaud jamais enregistré. Chacune des quatre dernières décennies a été plus chaude que toutes celles qui l'ont précédée depuis 1850. Les températures mondiales sont maintenant plus élevées de 1,2 °C. Le niveau de la mer monte. Le niveau moyen des mers dans le monde a augmenté plus rapidement depuis 1900 qu'au cours de tout autre siècle depuis 3 000 ans. Depuis 1900, nous avons connu un nombre sans précédent de sécheresses, qui sont également devenues plus fréquentes et plus longues. Les phénomènes météorologiques violents sont plus courants et plus dévastateurs. Au cours des 20 dernières années, le nombre d'inondations graves a plus que doublé, tandis que l'incidence des tempêtes est passée de 1 457 à 2 034. Mère Nature se rebelle. Elle réagit à nos tendances destructrices et à notre refus de prendre des mesures correctrices urgentes. Nous pouvons faire mieux.

Notre capacité de survie est actuellement mise à l'épreuve par l'implacable pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La COVID-19 a mis l'économie bélizienne à genoux. Le chômage a atteint 30 %, des milliers de Béliziens ayant perdu leur emploi. Le produit intérieur brut (PIB) a diminué de 14 %. Notre dette a grimpé à 130 % du PIB. De nombreuses petites entreprises ont été fermées. Le taux de pauvreté est passé à 60 %. L'impact de la pandémie a été rapide, spectaculaire et dévastateur. Le bilan humain a été meurtrier. À cause de la COVID-19, 399 Béliziens ont déjà perdu la vie. Nous avons un taux de mortalité de 2,05 %. Des milliers de personnes ont été hospitalisées jusqu'à présent. Nos établissements sanitaires sont débordés, car ils n'étaient pas préparés à l'augmentation des admissions de patients en état critique.

Le Belize n'est pas le seul dans ce cas. Afin de faire face à l'urgence de la pandémie, les gouvernements du monde entier ont réaffecté des fonds pour répondre tant bien que mal aux besoins. Les prêts initialement contractés pour le développement et les changements climatiques ont été redirigés pour couvrir les besoins sanitaires d'urgence et atténuer les répercussions sur les personnes sans emploi. Les emprunts supplémentaires massifs sont devenus la nouvelle norme à mesure que les confinements étaient prolongés. Le Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette n'a pas permis d'offrir un délai de grâce à la plupart des PEID à revenu intermédiaire, dont le Belize, qui ne sont pas éligibles malgré un niveau de la dette intenable. Dans le même temps, la plupart de nos pays n'ont pas pu recourir à des prêts à des conditions avantageuses pour financer l'intervention sanitaire immédiate.

*(l'orateur poursuit en espagnol)*

L'engagement du Belize en matière de conservation est ambitieux. Nous sommes conscients que notre dette est intenable, et nous allons la relier directement à la conservation. Nous échangerons des millions de dollars de dettes contre des engagements majeurs en faveur de la conservation marine. Nous espérons désigner 30 % de notre zone économique exclusive zone protégée d'ici à 2026, bien avant 2030. En outre, nous allons créer un fonds de conservation marine à perpétuité. Nous serons fièrement à l'avant-garde dans ce domaine, en raison de notre amour de la nature et de notre respect de l'environnement.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Lorsque le vaccin est apparu, le Gouvernement a autofinancé son acquisition à partir du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et s'est également adressé à des partenaires bilatéraux pour solliciter des dons de vaccins. Ce sont les vaccins de nos partenaires Sud-Sud qui ont permis au Gouvernement de déployer son programme national de vaccination. La réponse mondiale immédiate a été lente et inadaptée à l'ampleur et à la gravité de la crise sanitaire. La perturbation des chaînes d'approvisionnement a placé les thérapeutiques, diagnostics et équipements de protection individuelle dont on a tant besoin pour lutter contre la COVID-19 hors de portée de nombreux pays en développement. La thésaurisation des vaccins a réduit l'accès aux vaccins pour les pays en développement, sapant le volet COVAX et entraînant des inégalités profondes et dangereuses, 80 % des vaccins administrés dans le monde l'étant dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur et seulement 0,4 % dans les pays à faible revenu. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la région la plus touchée par la pandémie, seul environ un cinquième de la population a reçu un vaccin.

*(l'orateur poursuit en espagnol)*

Malgré ces inégalités immorales, les pays où les taux de vaccination sont les plus élevés sont sur le point d'administrer des doses de rappel à leurs populations déjà vaccinées. Ce n'est pas seulement injuste, c'est tout simplement déplorable. Il est indéniable que le monde a besoin d'urgence de se réengager en faveur du multilatéralisme.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Si le Belize existe aujourd'hui, c'est grâce au système multilatéral. Le soutien des États Membres à notre intégrité territoriale et à notre droit à l'autodétermination a été déterminant dans l'accession du Belize à l'indépendance. Pour nous, le système multilatéral est indispensable. C'est pourquoi le Belize soutient le rapport extrêmement intéressant et tourné vers l'avenir du Secrétaire général, intitulé *Notre programme commun* (A/75/982), qui présente un plan d'action concis pour accélérer la mise en œuvre de nos objectifs convenus, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Malgré la tendance au repli nationaliste, qu'il s'agisse de la crise sanitaire ou de la crise climatique, le fait est qu'aucun pays ne peut à lui seul faire face à l'ampleur du défi, à la magnitude de l'impact ni à l'urgence de l'action requise. Les inégalités et les vulnérabilités sont aussi une menace pour les riches et les puissants. Notre

avenir commun dépend donc directement de notre solidarité, de la coopération internationale et d'un système multilatéral fort et efficace. Nous devons nous engager à trouver ensemble des solutions aux problèmes communs auxquels nous sommes confrontés. L'unilatéralisme débridé doit céder la place à une volonté résolue de répondre aux grands problèmes de notre temps par la justice sociale.

Avec le Guatemala, mon pays cherche à obtenir un règlement définitif et pacifique de la revendication guatémaltèque sur le territoire bélizien auprès de la Cour internationale de Justice. Dans l'intervalle, l'accord de 2005 sur les mesures de confiance reste en vigueur et nos relations bilatérales continuent d'être fondées sur la bonne volonté mutuelle. Nous comptons sur le Guatemala pour rester un partenaire constructif et sur la communauté internationale pour nous aider à faire face aux problèmes quotidiens le long de la frontière, qui sont inévitables entre voisins. Pour que le système multilatéral soit notre bouée de sauvetage collective, il doit être repensé. Je voudrais évoquer quatre domaines dans lesquels il peut être réformé et renforcé.

Nous appelons à un engagement sincère à s'attacher aux problèmes systémiques qui compromettent la réalisation des objectifs de développement convenus. L'impossibilité persistante pour les PEID d'accéder à des financements à des conditions favorables les entraîne dans un cercle vicieux d'emprunts pour faire face aux catastrophes ou aux crises, ce qui engendre des niveaux d'endettement intenable. Il faut briser ce cercle vicieux. Un indice de vulnérabilité multidimensionnel est l'outil indispensable pour rétablir la rationalité de l'accès à un financement abordable. Nous saluons donc le travail de l'ONU et d'autres partenaires de développement, tels que le Commonwealth et la Banque de développement des Caraïbes, qui ont élaboré un indice de vulnérabilité multidimensionnel qui tient compte non seulement du développement économique mais aussi des vulnérabilités inhérentes aux PEID – échelle, géographie et ressources naturelles limitées. Nous devons sans attendre adopter un indice de vulnérabilité multidimensionnel. Nous demandons à toutes les institutions financières internationales et à nos partenaires de développement de l'utiliser. Il n'y a pas d'autre option si nous voulons que nos pays s'engagent sur la voie d'un développement économique durable et résilient.

Pour que notre système multilatéral reste crédible, il doit avoir la capacité d'inciter à l'action. Depuis bien trop longtemps, on laisse trop de problèmes mondiaux s'envenimer et se transformer en crises. Le monde entier

subit aujourd'hui les conséquences de notre inaction, sous la forme de sécheresses catastrophiques, d'incendies, d'inondations et d'ouragans plus fréquents et plus intenses qui continuent d'affecter et de faire reculer nos petites économies ouvertes et dépendantes. La dernière évaluation scientifique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rejette fermement la faute sur l'activité humaine.

Le Belize, comme d'autres PEID, est en première ligne d'une crise climatique dont il n'est pas responsable. Le Belize subit des pertes annuelles de près de 4 % de son PIB en raison des catastrophes naturelles. Nous nous sommes donc sentis obligés de présenter une révision ambitieuse de notre contribution déterminée au niveau national. La contribution déterminée au niveau national du Belize couvre de nouveaux objectifs en matière tant d'adaptation que d'atténuation. Elle est naturellement alignée à la fois sur nos plans nationaux de développement et sur les objectifs de développement durable. Nous avons fixé des objectifs ambitieux, notamment la restauration des forêts et l'expansion des mangroves, ainsi que la production de 75 % de notre électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2030. Dans notre contribution déterminée au niveau national, nous nous engageons également à passer à un système de transport public hybride et électrique, à accroître la résilience des communautés côtières et à renforcer la capacité d'adaptation de l'agriculture, de la santé et du tourisme.

Le Belize s'est engagé à définir une stratégie à long terme conforme à l'objectif de réduction à zéro des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Nous faisons notre part du travail et attendons des pays développés et des principaux émetteurs qu'ils fassent la leur. En effet, des engagements ambitieux du Groupe des Vingt pourraient à eux seuls nous permettre de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C. La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est notre dernier espoir crédible de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Nous appelons à rehausser l'ambition collective afin de réduire les émissions mondiales de 50 % d'ici à 2030. Les pays développés et ceux qui sont en mesure de le faire doivent fournir le soutien financier et technique et l'appui au renforcement des capacités qui nous permettront de tenir ces engagements. Il s'agit notamment de respecter et de dépasser l'engagement de 100 milliards de dollars pris à Copenhague il y a 12 ans. Un appui supplémentaire

doit également être fourni pour les pertes et dommages subis en raison des événements climatiques extrêmes et à évolution lente que nous connaissons déjà.

Il est impératif d'être souples et réactifs si nous voulons que notre système multilatéral soit pertinent dans les moments de crise, ainsi que pour garantir l'équité et la justice des interventions mondiales. Le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, mécanisme multilatéral de distribution des vaccins, n'a pas été en mesure de répondre véritablement aux besoins de ses adhérents. L'affaiblissement du Mécanisme COVAX par des interdictions à l'exportation, la thésaurisation des vaccins et les achats prédateurs ont entraîné une inégalité extrême dans l'accès aux vaccins. Sur les plus de 5,7 milliards de doses de vaccin administrées dans le monde, 73 % l'ont été dans 10 pays seulement. Le Mécanisme a dû réduire de 25 % ses prévisions en matière de distribution de vaccins pour 2021. Le Belize n'a aucune idée à quelle date aura lieu la prochaine livraison de vaccins dans le cadre du Mécanisme. Comme l'a déclaré le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, plus l'inéquité persiste en matière de vaccins, plus le virus continuera à circuler et à muter, plus les perturbations sociales et économiques seront longues et plus il y aura de chances que de nouveaux variants apparaissent, rendant les vaccins moins efficaces. La santé et le rétablissement de chacun d'entre nous dépendent de la capacité de notre système à répondre rapidement aux besoins de tous les pays. Le système multilatéral doit être plus efficace pour protéger les droits de toutes les personnes. Il y a encore trop de personnes marginalisées et exclues, ce qui affaiblit le contrat social et érode la confiance dans la capacité de notre système multilatéral à tenir ses promesses.

L'appel persistant lancé par l'Assemblée générale depuis plus de trois décennies en faveur de la fin de l'embargo illégal contre le peuple cubain est resté lettre morte. Les Cubains ont été contraints de façonner leur développement durable sous le joug de l'embargo économique, commercial et financier illégal et unilatéral. Les nouvelles mesures imposées par la précédente Administration des États-Unis, aujourd'hui poursuivies et étendues par l'actuelle Administration, en pleine pandémie, sont incroyablement cruelles et inhumaines. Elles font souffrir des millions d'innocents et ne reflètent pas la bonne volonté du peuple des États-Unis d'Amérique. Néanmoins, Cuba a fait d'importants sacrifices pour aider d'autres peuples à travers le monde, y compris les Béliziens.

Nos frères et sœurs palestiniens continuent de souffrir de l'apartheid oppressif et de l'occupation illégale d'Israël. Le Belize soutient pleinement les aspirations des Palestiniens à un État indépendant, à l'intérieur des frontières de 1967 et avec tous les droits qui en découlent, y compris la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale et le droit au retour.

De même, le peuple sahraoui est empêché d'exercer son droit à l'autodétermination. Nous exhortons les parties concernées et la communauté internationale à soutenir l'action qu'il mène.

Le Belize est également très préoccupé par la situation en Haïti et par l'inaction à l'échelle régionale et mondiale en ce qui concerne l'offre d'un programme d'aide efficace et substantiel. Nous sommes alarmés par le traitement inhumain des réfugiés haïtiens qui risquent leur vie en traversant deux continents en quête d'un avenir meilleur. Nous appelons donc l'ONU à mobiliser ses États Membres et son système de développement afin de faciliter l'élaboration d'une solution dirigée par les Haïtiens pour rétablir la stabilité et la sécurité dans le pays.

Notre système multilatéral doit également être inclusif et exploiter la capacité de tous les États à renforcer la coopération internationale là où elle est le plus nécessaire. Le Belize a grandement bénéficié de son partenariat diplomatique avec Taiwan, qui repose sur nos valeurs communes que sont la démocratie, la liberté, les droits de l'homme et l'état de droit. Taiwan a apporté un appui considérable au Belize sous la forme de fournitures médicales et d'une aide financière, permettant ainsi au Belize de mieux s'équiper pour lutter contre la COVID-19 et mener à bien le relèvement après la pandémie. Le Belize appelle à l'inclusion de Taiwan au sein de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, ce qui non seulement renforcera la coopération et les partenariats mondiaux mais illustrera également le principe d'universalité incarné par l'ONU.

Il est évident que la confluence des crises auxquelles le monde est confronté ne peut être gérée que par la solidarité, la coopération internationale et les approches multilatérales. Faisons en sorte de ne pas revenir dans cette salle en septembre 2022 pour nous lamenter sur la poursuite de l'inaction. Ne revenons pas l'année prochaine pour décrier une fois de plus l'unilatéralisme, le nationalisme et l'échec de l'action collective. Non, nous devons avancer ensemble. Nous pouvons vaincre la COVID-19, mais nous ne pouvons le faire qu'ensemble. Nous devons sauver la planète des

effets irréversibles des changements climatiques, mais nous n'y arriverons que si nous agissons collectivement et de toute urgence. Ensemble, nous pouvons réformer l'architecture financière mondiale pour garantir l'allègement de la dette, mettre à disposition des financements abordables et adopter un indice de vulnérabilité multidimensionnel. Ensemble, nous devons sortir des milliards de personnes de la pauvreté et leur fournir un logement, une éducation et des soins de santé abordables. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Nous croyons au pouvoir de l'humanité et à la noblesse de l'esprit humain. Nous sommes convaincus que nous pouvons et que nous allons bâtir un monde meilleur. Le peuple du Belize et les citoyens du monde n'attendent pas moins de nous.

**Le Président par intérim :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'investissement du Belize de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. John Briceño, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'investissement du Belize, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M. Alexander de Croo, Premier Ministre du Royaume de Belgique**

**Le Président par intérim :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume de Belgique.

*M. Alexander de Croo, Premier Ministre du Royaume de Belgique, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim :** J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Alexander de Croo, Premier Ministre du Royaume de Belgique, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. De Croo (Belgique) (parle en anglais) :** Qu'il est encourageant de voir l'Assemblée générale se réunir à nouveau en personne. J'ai ressenti un sentiment de soulagement en entrant dans cette salle solennelle. N'avons-nous pas tous envie d'un « retour à la normale » ? Mais ce sentiment de soulagement est-il justifié ? Et quelle est cette « normalité » que nous pouvons espérer ? Pouvons-nous être soulagés lorsque la maladie à coronavirus 2019 est encore partout autour de nous et que trop de personnes ne sont pas vaccinées ? Pouvons-nous être soulagés lorsque, pour un nombre croissant de personnes, les changements climatiques



deviennent une question de vie ou de mort ? Peut-on être soulagé quand les droits humains sont remis en cause dans tant d'endroits ? Partout dans le monde, les personnes perçues comme « différentes » sont confrontées à des discours et des crimes haineux, à la discrimination et aux abus. Et pouvons-nous vraiment être soulagés lorsque la « nouvelle normalité » pour les femmes et les filles en Afghanistan est de rentrer chez elles, de se taire et de rester à l'intérieur ? Non, nous ne le pouvons pas.

Qu'il me soit permis de citer le Secrétaire général Dag Hammarskjöld, qui a été assassiné il y a exactement 60 ans la semaine dernière : « La faiblesse de l'un est la faiblesse de tous, et la force de l'un est la force de tous ». C'est pourquoi la Belgique reste fortement engagée en faveur du multilatéralisme, d'un ordre international fondé sur l'état de droit, principe fondateur de l'Organisation des Nations Unies. Ce n'est que par une action commune que nous construirons une force commune. Ce n'est que par le multilatéralisme que nous apporterons des réponses à long terme aux crises complexes d'aujourd'hui. Quelles sont donc les vulnérabilités qui nécessitent une action commune ? J'en vois trois.

La première vulnérabilité est la COVID-19. Nous devons mettre un terme à cette pandémie. Cela fait maintenant presque deux ans que nos vies ont été bouleversées par une crise sanitaire sans précédent. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux travailleurs de la santé en Belgique et ailleurs dans le monde qui continuent à lutter contre ce virus mortel. La Belgique fait partie des pays les mieux vaccinés au monde : 85 % de notre population adulte est entièrement vaccinée. Mais la Belgique est également l'un des principaux exportateurs de vaccins, représentant deux tiers de toutes les exportations européennes. Nous sommes l'une des puissances mondiales en matière de vaccins et nous avons agi comme telle, en maintenant les voies commerciales ouvertes et en exportant plus de 530 millions de vaccins vers le reste du monde, sans jamais imposer d'interdiction d'exportation.

Si nous voulons vaincre cette pandémie, la solidarité vaccinale est une condition essentielle, car personne ne sera en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas. Il est donc inacceptable qu'aujourd'hui moins de 4 % de la population africaine soit entièrement vaccinée. Comme le disait Hammarskjöld : la faiblesse d'un seul est la faiblesse de tous. Tant que le virus continuera à circuler, le risque de nouveaux variants sera présent et personne

ne sera à l'abri. Le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 est le meilleur mécanisme pour renforcer la solidarité en matière de vaccination et pour combler le déficit de vaccination dans le monde. La Belgique a déjà fait don de 1,5 million de doses, et d'ici la fin de l'année, nous donnerons un total de quatre millions de vaccins. Avec près de trois milliards d'euros, l'Union européenne est l'un des principaux donateurs, mais nous devons faire plus. Nous devons également stimuler la production locale de vaccins grâce au transfert de technologies et au partage des connaissances. C'est l'un des objectifs de Team Europe. Au moins un milliard d'euros sera investi à cette fin. Et en ce moment même, une entreprise privée belge travaille avec des partenaires au Sénégal pour y lancer une production locale de vaccins. Nous devons également nous préparer à la prochaine pandémie, même si la présente est loin d'être terminée. Un nouveau traité sur les pandémies nous permettra d'être mieux préparés, de mettre en place des systèmes de santé résilients et d'accroître l'accès à des soins de santé décents et à des médicaments de qualité. En outre, nous avons besoin d'une Organisation mondiale de la Santé transformée et adaptée à sa mission pour mener ces efforts.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a coûté la vie à près de 5 millions de personnes, et elle a également des conséquences dévastatrices sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle interrompt, voire inverse, bon nombre d'avancées faites récemment. L'extrême pauvreté est à nouveau en hausse pour la première fois au cours de ce siècle. Les économies sont tombées en récession, et les pays fragiles ont été frappés plus durement que les autres. Pourtant, renoncer n'est pas une option. Comme l'a dit le Secrétaire général dans son rapport *Notre Programme commun* (A/75/982), nous devons ouvrir une nouvelle ère de protection sociale universelle. Aucun pays ne peut, à lui seul, relever ces défis sans précédent. C'est pourquoi Team Europe mutualise ses efforts et ses ressources pour aider les pays les plus vulnérables. La Belgique est fière de faire partie de cet effort collectif européen. Ne perdons pas courage. Nous devons reconstruire. Mais nous sommes face à un choix important, voire à une opportunité. Devons-nous maintenir le statu quo ou agir autrement ?

*(l'orateur poursuit en français)*

Cela m'amène à une deuxième vulnérabilité qui requiert notre attention, la crise climatique et l'urgente nécessité de placer la durabilité au cœur de tous nos

efforts. Le rapport publié le mois dernier par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est sans équivoque : l'augmentation de la concentration de CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone) et de la température mondiale est sans précédent. Toutes les régions du monde sont maintenant témoins des effets néfastes du dérèglement climatique, et plus rapidement que prévu. Cet été, l'Europe et mon pays ont été durement touchés par des conditions météorologiques extrêmes. Ce sont 41 de nos compatriotes qui ont perdu la vie lors de ces inondations, les pires qu'ait connues notre pays. Notre nation était sous le choc. Face à la brutalité des forces de la nature, nous étions nombreux à nous sentir tout petits. Nous allons reconstruire, mais ce ne sera pas suffisant. Nous ne pouvons pas croiser les bras et attendre les prochaines inondations, la prochaine vague de chaleur ou la prochaine sécheresse extrême qui tuera à nouveau. Nous devons agir, et nous devons le faire maintenant.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Cela fait de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, la réunion la plus importante de ces dernières années. Avec le pacte vert pour l'Europe, l'Union européenne entend être climatiquement neutre d'ici à 2050 et réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030. Nous espérons que d'autres pays suivront l'exemple de l'Europe. Cette transition vers la durabilité est coûteuse, mais elle constitue également une opportunité économique importante. Elle stimule l'innovation et favorise une nouvelle croissance. C'est l'avenir que réclament nos jeunes. C'est pourquoi la Belgique doublera ses capacités de production d'énergie éolienne en mer du Nord et restera l'un des leaders mondiaux de la production d'énergie éolienne offshore. Nous allons augmenter les investissements dans les énergies renouvelables et nous avons précisément pour objectif de devenir l'une des principales plaques tournantes pour des sources propres d'approvisionnement en hydrogène.

Notre mission commune à Glasgow est très claire. Nous devons faire tout ce qu'il faut pour limiter le réchauffement de la planète à l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Renforcer la résilience des pays les plus fragiles constituera une part importante de cet effort. C'est pourquoi nous devons tenir notre promesse de financement de 100 milliards de dollars et la raison pour laquelle la Belgique prévoit d'augmenter sa contribution au

financement international de l'action climatique. C'est littéralement une question de vie ou de mort. Si nous sommes incapable d'agir face à la crise climatique, non seulement nous perdrons plus de vies, mais les tensions mondiales, l'instabilité et l'insécurité augmenteront.

Cela m'amène à la troisième vulnérabilité, la sécurité internationale. Il y a 20 ans, les attentats du 11 septembre n'ont pas seulement changé cette ville, ils ont changé le monde. Il y a cinq ans, mon pays a également été attaqué par des terroristes. À l'instar de la France, nous traduisons les terroristes en justice, mais nous n'avons pas encore vaincu le terrorisme. Les terroristes continuent de faire des victimes innocentes, comme ils l'ont fait récemment à l'aéroport de Kaboul.

La Belgique est l'un des membres fondateurs de la Coalition mondiale contre Daech. Nous participons activement à la lutte contre le terrorisme en déployant des militaires et en fournissant des efforts de stabilisation et de reconstruction par l'entremise du Programme des Nations Unies pour le développement. Partout dans le Sahel, notre action bilatérale porte sur la défense et le développement. Mais le fait est que la sécurité ne suffit pas à garantir la stabilité, et nous ne pouvons pas faire abstraction des situations humanitaires qui aggravent ces problèmes. L'incapacité à prévenir les conflits entraîne souvent l'incapacité à protéger la dignité humaine, et les individus perdent tout. Mon pays est un grand donateur d'aide humanitaire. L'année dernière, le budget de la Belgique pour l'aide humanitaire était de 200 millions d'euros. Pendant que nous siégeons au Conseil de sécurité, nous avons accordé une grande importance à des questions telles que l'accès humanitaire en Syrie. De même, nous continuerons d'aider le peuple afghan en lui fournissant de l'aide humanitaire. La Belgique jouera son rôle, conformément à l'annonce qu'elle a faite la semaine dernière à Genève. Le monde ne peut pas tourner le dos au peuple afghan. Oui, l'aide humanitaire est nécessaire et indispensable pour sauver des vies, mais des tentes et des denrées alimentaires ne suffiront pas. L'ONU peut jouer un rôle majeur ; elle doit rester proche du peuple afghan afin de lui fournir de l'aide humanitaire, mais surtout, pour empêcher l'implosion du pays. Si nous tournons le dos au peuple afghan, le prix à payer sera élevé. Une population plongée dans l'extrême pauvreté sera victime d'idéologies extrêmes ou fera tout pour quitter le pays.

Ces trois vulnérabilités – santé, climat et sécurité – font peser une menace sur les droits de l'homme et leur universalité. Pour la Belgique, la paix, la sécurité et

le développement ne sont pas possibles sans un profond respect des droits de l'homme. Dans chaque crise et dans chaque guerre, les femmes et les filles sont les premières victimes et les catégories les plus touchées. Nous sommes préoccupés par la nomination d'un gouvernement taliban qui ne reflète pas la diversité politique, religieuse et ethnique de l'Afghanistan. Les femmes et les filles afghanes font déjà les frais de cette décision. Elles sont exposées à des gaz lacrymogènes, battues, renvoyées et enfermées chez elles. Nous continuerons de surveiller le respect de leurs droits. Elles doivent pouvoir aller à l'école, travailler et vivre leur vie en toute liberté. Les sociétés où les femmes sont respectées et représentées de manière égale, dans lesquelles elles s'épanouissent et peuvent devenir enseignantes, directrices générales ou occuper des postes de responsabilité, sont des sociétés plus fortes et plus stables.

Il y a 20 ans, la Belgique a joué un rôle crucial dans l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. La lutte contre le racisme est d'une importance capitale pour mon gouvernement. Le racisme, l'antisémitisme et toutes les autres formes de discrimination et d'intolérance sont inacceptables. Nous devons contester l'injustice raciale et y mettre fin. Ce faisant, nous bâtirons une société qui tient la promesse de l'égalité fondamentale de tous les êtres humains.

L'universalité des droits de l'homme est la pierre angulaire de l'ordre international moderne. Elle constitue une obligation essentielle pour tous les États. Cette universalité est trop souvent remise en cause. Plus que jamais, nous devons réaffirmer que les droits de l'homme ne sont pas une faveur. Ils sont une obligation partout, pour tous. Trop de femmes et de filles sont encore victimes de violations des droits de l'homme. Les relations entre personnes de même sexe sont encore considérées comme une infraction pénale dans trop de pays. La Belgique continuera d'être une voix pour les personnes LGBTQI. Nous ne baisserons pas la garde. Pour toutes ces raisons, la Belgique aspire à devenir membre du Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025.

Ces vulnérabilités mondiales menacent le tissu même de nos sociétés et de nos modes de vie. Elles ne peuvent être traitées que par une réponse collective, fondée sur un multilatéralisme dynamique. Personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. C'est devenu le principe qui nous guide dans la lutte contre la pandémie. C'est la traduction actuelle de la remarque de Dag Hammarskjöld selon laquelle la faiblesse d'un seul

est la faiblesse de tous. Personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. Que ce soit également notre objectif commun en matière de climat, de sécurité et de droits humains. Que cette ligne directrice inspire nos actions au quotidien.

**Le Président par intérim :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Royaume de Belgique de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Alexander de Croo, Premier Ministre du Royaume de Belgique, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M. Timothy Harris, Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et des collectivités de Saint-Kitts-et-Nevis**

**Le Président par intérim :** Je donne maintenant la parole au représentant de Saint-Kitts-et-Nevis, qui va présenter l'allocation du Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et des collectivités de Saint-Kitts-et-Nevis.

**M. Brantley** (Saint-Kitts-et-Nevis) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le privilège de présenter une déclaration préenregistrée de M. Timothy Harris, Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis.

**Le Président par intérim :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et des collectivités de Saint-Kitts-et-Nevis.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe VIII et voir A/76/332/Add.8).*

**Le Président par intérim :** Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat général pour la présente séance.

Avant de donner la parole aux orateurs et oratrices qui souhaitent exercer leur droit de réponse, je rappelle aux membres que les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

**M<sup>me</sup> Dubey** (Inde) (*parle en anglais*) : Nous exerçons notre droit de réponse suite à une nouvelle tentative du dirigeant pakistanais de ternir l'image de cette

instance en soulevant des questions internes à mon pays et en allant jusqu'à proférer des mensonges sur la scène mondiale. Bien que de telles déclarations ne méritent que notre mépris collectif et notre sympathie pour l'état d'esprit de la personne qui rabâche ces fables, je prends la parole pour rétablir la vérité. Malheureusement, ce n'est pas la première fois que le dirigeant pakistanais utilise à mauvais escient la tribune de l'ONU pour propager une propagande fausse et malveillante contre mon pays et chercher en vain à détourner l'attention du monde du triste état de son pays, un pays où les terroristes agissent à leur guise alors que la vie des gens ordinaires, en particulier ceux qui appartiennent à des communautés minoritaires, est bouleversée.

Les États Membres savent que le Pakistan a une histoire et une politique bien établies d'accueil des terroristes qu'il aide et soutient activement. Le Pakistan a été reconnu au niveau mondial comme un pays qui appuie, entraîne, finance et arme ouvertement des terroristes. Cela fait partie de sa politique d'État. Il détient le triste record d'accueillir le plus grand nombre de terroristes désignés comme tels par le Conseil de sécurité. Il y a quelques jours à peine, nous avons commémoré solennellement le vingtième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Le monde n'a pas oublié que le cerveau de cet événement ignoble, Oussama Ben Laden, avait trouvé refuge au Pakistan. Les dirigeants pakistanais le glorifient comme un martyr.

Malheureusement, aujourd'hui encore, nous avons entendu le dirigeant pakistanais tenter de justifier des actes de terreur. Une telle défense du terrorisme est inacceptable dans le monde moderne. Nous entendons sans cesse que le Pakistan est victime du terrorisme. C'est un pays qui est un pyromane qui se déguise en pompier. Le Pakistan entretient des terroristes dans son arrière-cour dans l'espoir qu'ils ne nuiront qu'à ses voisins. Notre région – en fait, le monde entier – fait les frais de ses politiques. D'autre part, il tente de faire passer les violences confessionnelles dans son pays pour des actes de terreur.

C'est aussi le pays qui, dans notre région, détient toujours le record infâme d'avoir mené un génocide religieux et culturel contre la population de ce qui est maintenant le Bangladesh. Alors que nous marquons cette année le cinquantième anniversaire de ce terrible événement de l'histoire, il n'y a même pas reconnaissance de ce crime au Pakistan, et encore moins de justice rendue. Aujourd'hui, les minorités au Pakistan, les sikhs, les hindous et les chrétiens, vivent dans une

peur permanente face à la répression continue de leurs droits orchestrée par l'État. Il s'agit d'un régime où l'antisémitisme est érigé en norme, voire justifié, par ses dirigeants. Les voix dissidentes sont quotidiennement muselées, et les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires sont bien documentées.

Contrairement au Pakistan, l'Inde est une démocratie pluraliste qui compte une importante population de minorités, dont les membres ont accédé aux plus hautes fonctions du pays, y compris celles de Président, de Premier Ministre, de Président de la Cour suprême et de chef d'état-major de l'armée. L'Inde est également un pays doté de médias libres et d'un système judiciaire indépendant qui veille sur notre Constitution et la protège. Le pluralisme est un concept très difficile à comprendre pour le Pakistan, qui interdit constitutionnellement à ses minorités d'aspirer à de hautes fonctions publiques. Le moins qu'il puisse faire est de faire œuvre d'introspection avant de s'exposer au ridicule sur la scène mondiale.

Enfin, qu'il me soit permis de réaffirmer ici que l'ensemble des territoires de l'Union du Jammu-et-Cachemire et du Ladakh ont été, sont et seront toujours une partie intégrante et inaliénable de l'Inde. Cela inclut les zones qui sont sous l'occupation illégale du Pakistan. Nous demandons au Pakistan de libérer immédiatement toutes ces zones.

Je veux être claire quant à la position de l'Inde : nous souhaitons entretenir des relations normales avec tous nos voisins, y compris le Pakistan. Mais il incombe au Pakistan d'œuvrer sincèrement à la création d'un climat propice, notamment en prenant des mesures crédibles, vérifiables et irréversibles pour veiller à ce qu'aucun territoire sous son contrôle ne soit utilisé, de quelque manière que ce soit, à des fins de terrorisme transfrontière contre l'Inde.

**M<sup>me</sup> Saleem** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation souhaite exercer son droit de réponse suite à la déclaration faite par la représentante de l'Inde.

Le Jammu-et-Cachemire ne fait pas, comme cela a été prétendu, partie intégrante de l'Inde, pas plus qu'il n'est une affaire intérieure de l'Inde. L'Inde continue d'occuper un territoire reconnu internationalement comme contesté et dont le sort final doit être décidé conformément au principe démocratique d'un plébiscite libre et impartial sous les auspices de l'ONU, comme le prévoient de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.



Afin de détourner l'attention des violations des droits de l'homme généralisées et de plus en plus graves qu'elle commet au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé, violations qui font l'objet d'une condamnation internationale toujours plus importante, l'Inde continue de proférer des allégations sans fondement et de s'appuyer sur des mensonges purs et simples et sur de faux-fuyants. L'obsession compulsive de l'Inde pour le Pakistan n'est ni nouvelle ni surprenante. Elle a imprégné son élite dirigeante et ses structures de gouvernance. Mais il y a une raison à cette obsession, car elle sous-tend la politique électorale et étrangère de l'Inde sous le Gouvernement du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS)-Bharatiya Janata Party (BJP) d'inspiration hindouïste (Hindutva) actuellement au pouvoir. L'organisation non gouvernementale EU DisinfoLab a révélé de manière détaillée comment l'Inde a déployé ces outils de détournement de l'attention, de tromperie et de désinformation contre mon pays, y compris à l'ONU.

Les violations des droits de l'homme commises par l'Inde dans le Jammu-et-Cachemire occupé sont bien documentées dans les deux derniers rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Depuis le 5 août 2019, la Haute-Commissaire exhorte l'Inde à mettre fin à la situation actuelle et à rétablir pleinement les droits qui sont actuellement refusés à la population du territoire occupé. Plusieurs rapporteurs spéciaux et titulaires de mandat au titre d'une procédure spécial ont également indiqué que la situation des droits de l'homme dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé était « en chute libre ». De grandes organisations de défense des droits de l'homme, dont Human Rights Watch et Amnesty International, ont exprimé des préoccupations similaires concernant les violations des droits de l'homme commises par l'Inde, notamment dans le territoire occupé. Comme on pouvait s'y attendre, les autorités indiennes n'ont répondu à aucune de ces communications. En fait, une chasse aux sorcières a été lancée contre ceux qui osent dénoncer ces crimes. L'année dernière encore, Amnesty International a mis fin à ses activités en Inde, invoquant le harcèlement constant exercé par le Gouvernement.

Le Gouvernement pakistanais a récemment publié un dossier complet et bien documenté couvrant l'ensemble des violations flagrantes, systématiques et généralisées des droits de l'homme perpétrées par les forces de sécurité indiennes dans le territoire occupé. Nous appelons la communauté internationale à prendre connaissance de ces preuves irréfutables et à tenir l'Inde

responsable de ses crimes odieux. Si l'Inde n'a rien à cacher, elle devrait accepter une commission d'enquête des Nations Unies et accepter de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité prévoyant un plébiscite pour permettre au peuple du Jammu-et-Cachemire d'exercer son droit à l'autodétermination.

Quant à l'utilisation par l'Inde du mensonge du terrorisme, régurgitant les arguments éculés qui sont typiques de tous les occupants, qu'il me soit permis de souligner que c'est l'Inde elle-même qui est le principal auteur, promoteur, financier et instigateur du terrorisme dans la région. L'Inde se livre actuellement à au moins quatre types différents de terrorisme.

Premièrement, l'Inde a recours au terrorisme d'État pour opprimer la population du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé. Depuis 1989, les forces d'occupation indiennes ont tué plus de 96 000 Cachemiriens, rendu veuves environ 23 000 femmes, utilisé le viol comme arme de guerre et rendu orphelins plus de 108 000 enfants.

Deuxièmement, elle finance et appuie des organisations terroristes telles que le Tehrik-e Taliban Pakistan, dont les membres sont impliqués dans de nombreuses attaques terroristes transfrontières contre des cibles militaires et civiles pakistanaises. Au cours de la décennie écoulée, des milliers de Pakistanais ont perdu la vie ou ont été blessés dans ces attentats terroristes commandités par l'Inde. Le Pakistan a partagé avec la communauté internationale des preuves irréfutables de l'implication de l'Inde dans le soutien au terrorisme et le parrainage de telles activités.

Troisièmement, l'Inde finance et organise des groupes terroristes mercenaires contre le Pakistan afin d'entraver la croissance économique et la prospérité de la région. Le Conseiller indien pour la sécurité nationale, M. Ajit Doval, a publiquement admis soutenir et financer ces mercenaires. Kulbhushan Jadhav, l'espion indien capturé, a également avoué avoir organisé ce type de terrorisme au Pakistan.

Quatrièmement, l'Inde est guidée par une idéologie suprémaciste qui a intégré l'islamophobie et le sectarisme contre les minorités, en particulier les musulmans, dans son discours politique. Le RSS, l'un des plus anciens mouvements fascistes au monde, bénéficie de la protection, du patronage et de l'appui du BJP, le parti au pouvoir en Inde. C'est le RSS qui est responsable du pogrom de Gujarat en 2002, qui a tué plus de 2 000 enfants, femmes et hommes musulmans

innocents. Ces pogroms antimusulmans ont été répétés plus tard à Mumbai et à Delhi. On ne peut rien attendre de nouveau de la part du pourvoyeur d'Hindutva.

Dans l'Inde d'aujourd'hui, incroyablement intolérante, la minorité musulmane, forte de 200 millions de personnes, est confrontée à de fréquents lynchages par des « milices gardiennes des vaches sacrées », à des pogroms perpétrés par des voyous du RSS avec la complicité des autorités, à des lois discriminatoires sur la citoyenneté qui visent à priver les musulmans de leurs droits et à une campagne concertée de destruction des mosquées et du riche patrimoine musulman de l'Inde.

Car l'édifice du fascisme est à un stade avancé de construction en Inde aujourd'hui. L'ordre hindutva du parti au pouvoir a créé un climat de peur parmi toutes les minorités, notamment les musulmans, les chrétiens, les sikhs et les dalits. La délégation indienne ferait bien de réfléchir à la trajectoire profondément inquiétante dans laquelle son État s'est engagé plutôt que de se laisser aller à des mensonges patents sur le Pakistan.

L'Inde doit comprendre qu'elle a continuellement et misérablement échoué à empêcher les Cachemiriens vivant sous son occupation de réclamer leur droit inaliénable à l'autodétermination.

*La séance est levée à 21 h 15.*

**Annexe I****Allocution de M. Suga Yoshihide, Premier Ministre du Japon**

[Original : japonais ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Qu'il me soit permis tout d'abord d'exprimer mes plus sincères condoléances aux proches des personnes décédées des suites de la maladie à coronavirus (COVID-19). Je tiens également à exprimer mon plus profond respect pour les travailleurs de la santé et toutes les personnes qui sont en première ligne dans la lutte contre la pandémie.

Les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 ont été organisés dans le but de construire un monde pacifique et meilleur grâce au sport, en vertu de la résolution sur la Trêve olympique adoptée dans cette salle même de l'Assemblée générale. Bien que la tenue des Jeux cet été ait suscité des opinions diverses, nous, en tant que pays hôte des Jeux, avons assumé nos responsabilités et réalisé ce que nous avions prévu.

Nombreux sont ceux qui ont été profondément émus par les performances exceptionnelles des athlètes, qui ont apporté espoir et rêve à tous les habitants de la planète. Les Jeux ont également montré au monde entier un « état d'esprit sans barrières », avec l'aspiration à une société inclusive où toutes les personnes, avec ou sans handicap, se soutiennent mutuellement pour vivre en harmonie.

Par-dessus tout, alors que l'humanité a été confrontée à des épreuves incommensurables, les Jeux de Tokyo 2020 se sont révélés un symbole d'unité entre les peuples du monde.

Je tiens à féliciter tous les athlètes qui nous ont inspirés par leurs performances et à exprimer ma gratitude à celles et ceux qui ont rendu cet événement possible.

Monsieur le Président,

Les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés, tels que les changements climatiques, la reprise économique et la concurrence avec l'autoritarisme, nécessitent nos efforts collectifs. La COVID-19, en particulier, a provoqué des crises sanitaires sans précédent, entraînant de profonds changements dans la vie des gens et dans les systèmes mondiaux.

Nous sommes maintenant aux prises avec des questions sur la manière de surmonter ces crises et de construire un avenir meilleur. Aujourd'hui, je voudrais partager avec vous la vision du Japon sur la manière de relever ces défis urgents qui pourraient façonner le cours du monde.

Monsieur le Président,

Je veux d'abord parler de la manière dont nous allons surmonter cette pandémie.

« Sauver autant de vies que possible, et ne laisser la santé de personne de côté », telle est la conviction à laquelle le Japon, en tant que pays défendant la sécurité humaine et la couverture sanitaire universelle, et moi-même, avons adhéré tout au long de cette bataille contre la pandémie. Le Japon est déterminé à mener les efforts mondiaux à cette fin.

Il est particulièrement important de garantir un accès équitable aux vaccins aux quatre coins du monde, facteur décisif dans la lutte contre la pandémie. Nous devons créer un environnement où tous les pays et toutes les régions peuvent obtenir des vaccins de manière équitable, sans conditions politiques ou économiques.

C'est dans cet esprit que j'ai co-organisé le sommet du système de garantie de marché du Mécanisme COVAX avec Gavi en juin de cette année. Nous avons pu obtenir des fonds, dont 1 milliard de dollars du Japon, qui vont bien au-delà de l'objectif de financement consistant à garantir 1,8 milliard de doses de vaccin pour 30 % de la population des économies en développement.

En outre, à ce jour, le Japon a fourni aux pays et régions environ 23 millions de doses de vaccins produites au Japon grâce au Mécanisme COVAX et à d'autres initiatives. Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'annoncer que, grâce à des contributions supplémentaires, le Japon fournira jusqu'à 60 millions de doses de vaccin au total.

Dans le même temps, nous mettrons systématiquement en œuvre le programme japonais « Last Mile Support » (Appui au dernier kilomètre) pour assurer la livraison des vaccins aux centres de vaccination dans chaque pays et chaque région.

Grâce à ces initiatives, le Japon a fourni une aide de l'ordre de 3,9 milliards de dollars dans le monde entier et continuera de mettre tout en œuvre pour vaincre la COVID-19.

Monsieur le Président,

Je voudrais partager avec vous quatre éléments que le Japon considère comme particulièrement importants pour guider notre monde vers un avenir meilleur.

Premièrement, nous devons mettre en place des systèmes de santé mondiaux résilients.

Nous devons tirer les enseignements de cette pandémie et nous préparer pour l'avenir. Les expériences que nous avons vécues cette fois-ci nous ont appris qu'il ne devrait pas y avoir de vide géographique dans le traitement des questions de santé mondiale, et il est important que les informations et les connaissances pertinentes sur tous les pays et toutes les régions soient partagées rapidement et largement, de manière libre et transparente.

De ce point de vue, le Japon attache de l'importance au rôle de l'Organisation mondiale de la Santé et continuera à contribuer activement aux discussions sur son examen et sa réforme.

La pandémie a également conduit à une nouvelle reconnaissance de l'importance que revêt la couverture sanitaire universelle. Afin de garantir un accès équitable aux services de soins de santé et la protection des personnes socialement vulnérables, le Japon a l'intention de formuler une stratégie mondiale pour la santé, contribuant ainsi à l'élaboration d'une nouvelle architecture pour la sécurité sanitaire mondiale en collaboration avec la communauté internationale.

Je me dois également d'évoquer les discussions au sein de l'ONU sur la sécurité humaine de la nouvelle génération, que j'ai proposées ici même l'année dernière. Le Japon apportera tout son soutien à ces discussions et espère vivement qu'elles fourniront des orientations précieuses pour l'avenir, non seulement en matière de santé mondiale, mais aussi pour relever divers défis dans le monde entier.



Pour construire des systèmes de santé mondiaux plus résilients, fondés sur les principes de la sécurité humaine, il est nécessaire de s'attaquer non seulement aux maladies infectieuses, mais aussi à un large éventail de domaines pertinents tels que la nutrition, l'eau et l'assainissement. Le Japon accueillera en décembre prochain le Sommet Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 afin d'améliorer la nutrition des populations partout dans le monde.

Deuxièmement, nous devons créer une société verte et durable.

Les changements climatiques sont un défi imminent qui appelle les efforts collectifs de l'humanité tout entière pour le résoudre. Dans le même temps, la lutte contre les changements climatiques sera le moteur d'une croissance dynamique et une nécessité pour réaliser les objectifs de développement durable.

Le Japon vise à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 46 % au cours de l'exercice 2030 par rapport aux niveaux de l'exercice 2013, ce qui constitue un objectif ambitieux, conforme à l'objectif à long terme de parvenir à zéro émission nette à l'horizon 2050. En outre, le Japon continuera à déployer des efforts considérables pour atteindre le noble objectif d'une réduction de 50 % de ses émissions. Je voudrais encourager les autres pays, y compris les principaux émetteurs, à faire eux aussi des efforts supplémentaires.

Dans le cadre de la décarbonisation mondiale, tout pays en développement qui a réellement besoin d'aide ne doit pas être laissé de côté. Le Japon fournira un financement de l'action climatique, tant public que privé, aux pays en développement, y compris aux petits États insulaires, pour un montant total d'environ 60 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, de 2021 à 2025. Grâce à ces efforts, le Japon est résolu à prendre la tête de la décarbonisation mondiale et à créer une société verte et durable.

Troisièmement, je voudrais souligner l'importance d'un ordre international libre et ouvert fondé sur l'état de droit.

Nous devons défendre les valeurs universelles telles que la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit que nos prédécesseurs ont établies pour maintenir la paix et la prospérité dans chaque région et dans le monde. Je suis convaincu que le fondement de cette entreprise n'est pas la force, mais un ordre international libre et ouvert.

Notre vision pour réaliser cette tâche est celle d'une région indo-pacifique libre et ouverte. Le Japon collaborera étroitement avec les pays et régions partageant les mêmes idées et travaillera de manière stratégique pour concrétiser cette vision.

Parallèlement, le Japon continue de jouer un rôle de premier plan dans l'établissement d'un ordre économique libre et équitable. Dans le domaine des technologies numériques, le Japon sera un fer de lance de la définition de règles visant à promouvoir la libre circulation des données fondée sur la confiance (« Data Free Flow with Trust »), afin de lutter contre le protectionnisme et les tendances au repli sur soi.

Alors que nous exploitons au maximum le potentiel de l'espace numérique, les nouvelles technologies ne doivent pas être utilisées pour porter atteinte à nos valeurs universelles.

Le Japon contribuera de manière constructive aux discussions menées à l'ONU et dans d'autres enceintes multilatérales et fournira également un appui au renforcement des capacités de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et d'autres pays afin d'œuvrer à l'avènement d'un cyberspace libre, équitable et sûr.

De plus, la construction d'infrastructures et le financement du développement selon des règles appropriées sont également essentiels pour reconstruire en mieux et assurer la croissance. Le Japon continuera de promouvoir et de mettre en œuvre son programme d'investissement dans des infrastructures de qualité et jouera un rôle de chef de file s'agissant d'établir un environnement dans lequel tous les pays respectent les règles internationales en matière de financement du développement, dans la transparence et l'équité.

Quatrièmement, nous devons instaurer une communauté internationale plus pacifique et plus sûre.

Le Japon est déterminé à jouer un rôle dynamique dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et dans la mise en place d'un ordre international fondé sur des règles, avec l'appui des États Membres lors de l'élection des membres non permanents du Conseil de sécurité en 2022.

Le Japon restera également foncièrement attaché à la consolidation de la paix. Dans le même temps, le Japon appelle au lancement de négociations concrètes sur la réforme du Conseil de sécurité pour faire de celui-ci un organe plus efficace qui corresponde aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'avènement d'un monde plus pacifique et plus sûr exige que tous les pays fassent des efforts sincères, en toute transparence, dans le cadre des accords internationaux sur la maîtrise des armements et le désarmement.

Seul pays à avoir connu les ravages de bombardements atomiques, le Japon s'efforcera de rapprocher les pays ayant des positions différentes et de contribuer aux initiatives internationales visant à faire advenir un monde exempt d'armes nucléaires. En ce qui concerne le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, notre souhait est que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité qui se tiendra l'année prochaine aboutisse à un résultat concret.

Nous continuerons également à nous consacrer à la maîtrise et au désarmement des armes classiques, c'est-à-dire « un désarmement qui sauve des vies ».

Le Japon continue en outre à s'investir activement dans la promotion de la paix et de la stabilité de la région indo-pacifique.

Nous devons empêcher que l'Afghanistan, qui demeure dans une situation tendue, ne redevienne un sanctuaire pour les terroristes. Il est impératif de veiller à ce que les organisations d'aide humanitaire puissent acheminer l'aide en toute sécurité et que les droits fondamentaux, en particulier ceux des femmes, soient protégés.

Nous serons très attentifs aux actes, et non aux paroles, des Taliban afin de voir s'ils respecteront ou non les engagements qu'ils ont publiquement annoncés. Par ailleurs, dans cette perspective, nous collaborerons étroitement avec les pays et organisations concernés.

Les récents tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord constituent une violation manifeste des résolutions du Conseil de sécurité et nous les condamnons. Les dernières activités de la Corée du Nord liées au nucléaire et aux missiles constituent une menace pour la paix et la sécurité du Japon, de la région et de la communauté internationale. J'espère vivement que la Corée du Nord participera aux efforts diplomatiques et que le dialogue entre les États-Unis et la Corée du Nord sur la dénucléarisation avancera.

La question des enlèvements commis par la Corée du Nord est un sujet de grave préoccupation pour la communauté internationale et une priorité absolue pour le Japon. Comme les membres des familles des victimes avancent en âge, il n'y a plus de temps à perdre pour résoudre la question des enlèvements.

Le Japon continuera de s'employer à normaliser ses relations avec la Corée du Nord, conformément à la Déclaration de Pyongyang qu'il a signée avec la République populaire démocratique de Corée, en réglant de manière globale les questions préoccupantes en suspens, telles que les enlèvements, les armes nucléaires et les missiles, et en tournant la page d'un passé tragique.

Non seulement la mise en place d'une relation constructive entre le Japon et la Corée du Nord servira les intérêts des deux parties, mais elle contribuera aussi à la paix et à la stabilité régionales.

S'agissant du Myanmar, le Japon n'épargne aucun effort pour soutenir la volonté du peuple du Myanmar de parvenir à la démocratisation et à la protection des droits fondamentaux. Nous appuyons fermement les initiatives de l'ASEAN pour débloquer la situation actuelle et nous travaillerons en étroite collaboration avec la communauté internationale.

J'ai parlé aujourd'hui des moyens de surmonter la pandémie et du rôle que le Japon assumera dans l'avènement d'un monde meilleur. Sur ces différents sujets, j'ai à chaque fois insisté sur la collaboration internationale et le multilatéralisme.

Monsieur le Président,

Il y a 10 ans, le Japon a été victime d'une dévastation sans précédent causée par le grand séisme survenu dans l'est du Japon. La communauté internationale a bien voulu apporter une aide incommensurable au Japon, ce qui a permis à notre pays d'agir pour se relever.

Ces événements nous rappellent l'importance de la collaboration internationale. Le Japon continue à promouvoir le multilatéralisme, afin que nous puissions répondre aux défis auxquels notre monde est confronté et faire avancer *Notre Programme commun*, tel qu'il est défendu par les Nations Unies.

À cet égard, nous attachons de l'importance aux dialogues avec des partenaires de différentes régions. En juillet, nous avons accueilli la Réunion des dirigeants des Îles du Pacifique et, l'année prochaine, nous souhaitons donner une dimension supplémentaire à la relation de coopération qui lie le Japon et l'Afrique, à l'occasion de la huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui se tiendra en Tunisie.

Le Japon accueillera également la sixième Assemblée mondiale des femmes l'année prochaine, qui vise à parvenir à l'égalité des genres et à promouvoir l'autonomisation des femmes dans le monde, en coopération avec la communauté internationale, en particulier ONU-Femmes et d'autres partenaires.

Le Japon est déterminé à tout mettre en œuvre, en collaboration avec les Membres de l'ONU, afin de surmonter la crise et de reconstruire en mieux pour un monde rempli d'espoir.

Je vous remercie de votre aimable attention.

## Annexe II

### **Allocution de M. Robert Abela, Premier Ministre de la République de Malte**

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames les représentantes, Messieurs les représentants,

Avant l'apparition de la maladie à coronavirus (COVID-19), il y a près de deux ans, nous avions prévu de célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en donnant un nouvel élan au multilatéralisme. Et lorsque la pandémie a frappé et déstabilisé tous les États, grands et petits, elle nous a montré que seule la collaboration nous permettait de relever les défis communs. S'il y a une chose que la COVID-19 a réaffirmée, c'est bien la priorité du multilatéralisme et sa nécessité pour un avenir solide et durable.

En tant que communauté internationale réunie ici aujourd'hui, nous convenons tous du fait que cette pandémie n'est pas seulement une crise sanitaire, mais qu'elle est aussi multidimensionnelle, en raison de son effet domino sur notre stabilité humanitaire, sécuritaire, socioéconomique et sur les droits fondamentaux. Nous pleurons les pertes en vies humaines qu'elle a causées malgré tous nos efforts. Nous vivons une période extrêmement difficile et, en tant que dirigeants nationaux, nous devons également faire face à un isolement croissant et à la peur que la COVID-19 a engendrée pour nos citoyens. Au plus fort de la pandémie, il a fallu consentir des sacrifices et imposer des restrictions sans précédent qui ont limité notre liberté de circulation, gravement perturbé l'éducation des enfants et des jeunes, privé des millions de personnes de leur emploi et isolé les plus vulnérables dans le monde entier. Toutefois, cette expérience nous a aussi appris que nous pouvions nous sauver du désespoir par l'entraide, le partage de nos connaissances et de nos recherches scientifiques, et le soutien humanitaire. C'est cet esprit de multilatéralisme qui a porté notre détermination à lutter contre la pandémie, et c'est ce même esprit qui nous permettra de forger ensemble un avenir solide et durable.

Tandis que lentement nous nous relevons de la pandémie, nous devons nous unir pour élaborer des plans qui témoignent de notre détermination et de notre engagement en faveur d'une reprise vigoureuse qui conduise à un monde plus égalitaire, plus inclusif, plus résilient et plus durable.

Je voudrais ici prendre un moment pour souligner que, pour la première fois en 20 ans, la Banque mondiale a signalé une hausse sensible de la pauvreté ; pour 2021, on estime qu'entre 143 et 163 millions de personnes auront basculé dans la pauvreté en raison de la COVID-19. Dit autrement, l'objectif de faire reculer le taux de pauvreté absolue dans le monde à moins de 3 % d'ici à 2030 est désormais hors de portée, à moins que nous ne prenions des mesures rapides, sérieuses et ciblées.

Nous ne pouvons pas nous permettre de lutter contre les effets dévastateurs de la COVID-19 en nous limitant à de beaux discours. Les principes consistant à ne laisser personne de côté et à reconstruire en mieux doivent se concrétiser par la fourniture et la mobilisation d'une aide et de ressources suffisantes, en veillant, par exemple, à



ce que les vaccins soient distribués équitablement à ceux qui en ont besoin de toute urgence et en garantissant l'égalité de moyens par l'aide apportée aux régions du monde qui peinent toujours à importer des vaccins.

C'est pourquoi Malte est fière de coparrainer une résolution du Conseil de sécurité visant à garantir un accès équitable et abordable aux vaccins contre la COVID-19 dans les situations de conflit armé, de sortie de conflit et d'urgence humanitaire complexe. En tant que nation, nous saluons le travail entrepris pour lutter contre les inégalités d'accès au vaccin. Je suis fier de pouvoir dire qu'à ce jour, Malte a vacciné environ 91 % de sa population, mais nous avons aussi à cœur de partager le vaccin avec les pays qui en ont besoin. C'est dans cet esprit que cet été, nous avons fait don de 40 000 doses de vaccin à la Libye et que nous continuerons de donner afin d'aider notre voisin à se procurer 1 million de doses d'ici la fin de l'année.

Cependant, malgré les efforts déployés, la crise est loin d'être terminée. Pour faire écho aux propos du Secrétaire général, une impulsion forte, au plus haut niveau politique, est nécessaire pour inverser certains effets de la pandémie, éviter une récession mondiale et nous remettre sur la voie de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au cours de cette décennie d'action et de réalisations.

Malte a élaboré pour l'après-COVID-19 une stratégie qui place la population au premier plan. Cette stratégie s'appuie sur une approche ascendante qui passe par l'analyse de nos forces, de nos vulnérabilités et de notre potentiel, et qui vise à rendre l'économie maltaise plus intelligente et plus résiliente.

Monsieur le Président,

La pandémie a considérablement ralenti l'activité économique mondiale et ses retombées ont déclenché une des pires crises économiques internationales que le monde ait connues ces dernières décennies.

Alors que le commerce mondial demeure en pleine mutation, il est de la plus haute importance de veiller à une reprise économique, environnementale et sociale qui soit juste et inclusive. Les garanties de dette, l'aide financière et les prêts accordés par les institutions financières internationales sont indispensables pour donner l'impulsion nécessaire au relèvement et à la revitalisation de l'économie. Le certificat COVID numérique de l'Union européenne est un bon exemple de mesure réussie en faveur de la relance par le tourisme.

Je pense également qu'au lendemain de la COVID-19, lorsque nous en aurons évalué les conséquences, nous devons fondamentalement repenser notre modèle économique et l'adapter en intégrant l'éventualité que des événements similaires se produisent à nouveau.

Dans cette optique, je suis pleinement favorable à l'idée d'un relèvement inclusif et résilient après la pandémie, fondé sur une approche ouverte et réglementée du commerce international et des investissements étrangers directs. Les mesures prises doivent garantir la bonne mise en œuvre des règles existantes, ainsi que la négociation et l'application de nouvelles règles concernant les enjeux apparus au fil des ans. La concurrence loyale doit être au cœur de toute stratégie de reprise économique après la pandémie.

Tandis que nous redirigeons nos efforts vers un relèvement collectif, nous devons travailler et collaborer avec l'ONU et d'autres organisations afin d'instaurer une approche multilatérale qui fonctionne davantage en réseau et soit plus inclusive, pour

faire écho à ce que le Secrétaire général a souligné dans son discours pour la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix cette année. C'est aussi la meilleure façon de se préparer aux défis mondiaux qui nous concernent tous, en particulier les changements climatiques.

Ce n'est qu'au moyen d'efforts collectifs, propres à transformer le modèle économique actuel en un modèle qui favorise véritablement la cohésion sociale et environnementale, que nous pourrons répondre aux besoins de notre planète de manière concrète, efficace et responsable, en créant des réseaux à tous les niveaux afin d'encourager un changement de mentalité dans toutes les couches de la société. En tant que dirigeants politiques, c'est à nous qu'en incombe la responsabilité au premier chef, mais nous devons également nous concerter avec le secteur privé, le milieu universitaire et des entités de tous horizons pour mettre un coup d'arrêt aux changements climatiques dus aux activités humaines et chercher des solutions d'adaptation à leurs effets négatifs, après avoir fait tout ce que nous pouvions pour les atténuer.

À cet égard, la réussite de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sera déterminante si l'on veut atteindre notre objectif de neutralité climatique à long terme. Je suis fier d'annoncer que la neutralité carbone est l'un des cinq grands piliers du projet économique de mon pays à l'horizon 2030. Mon gouvernement a adopté une stratégie de développement sobre en carbone qui combine l'atténuation et l'adaptation et prévoit notamment des investissements importants dans les secteurs de la gestion des déchets, du transport routier, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique des bâtiments. En dépit des lourdes séquelles économiques de la COVID-19 sur les finances nationales, notre ambitieux programme de décarbonation reste inchangé.

Étant un des pays de l'Union européenne les plus vulnérables aux changements climatiques, Malte plaide avec force pour que la priorité aille à l'adaptation. Les petits États insulaires, qui figurent parmi les plus faibles émetteurs, s'avèrent les plus vulnérables aux changements climatiques. Par ailleurs, nos moyens de réduire les émissions sont limités, ce qui nous fait supporter des coûts marginaux de dépollution plus élevés et disproportionnés. En tant que dirigeants, nous avons un rôle déterminant à jouer et la responsabilité d'agir sans tarder. À cet égard, je me félicite de l'adoption, cette année, d'une stratégie européenne en matière d'adaptation, et du regain d'intérêt des Nations Unies pour ce sujet.

En eux-mêmes et en tant que multiplicateurs de risque, les changements climatiques posent d'importants problèmes susceptibles d'aggraver les vulnérabilités de longue date ainsi que les conflits naissants, et de mettre en péril l'existence même de certains pays et régions. Dans ce contexte, le lien entre climat et sécurité figurera parmi les priorités de Malte si elle est élue au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024. Dans le cadre de ces objectifs, nous nous attacherons tout particulièrement à rapprocher la science et les préoccupations en matière de sécurité mondiale, notamment au sujet des océans, qui constituent le plus grand habitat de notre planète.

Malte s'est engagée à faire en sorte que la voix des États les plus touchés par les effets des changements climatiques soit entendue. Comme nous ne cessons de l'observer, les changements climatiques provoquent des phénomènes météorologiques graves et fréquents qui déstabilisent des États et des régions entières. Nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard.

Dans cette optique, nous n'avons cessé, en tant que pays, d'œuvrer au sein des entités compétentes des Nations Unies et de collaborer avec d'autres États Membres pour mieux faire connaître les besoins et les capacités de ces pays. Nous sommes convaincus que des partenariats véritables et durables peuvent aider à atteindre les objectifs de développement durable, à lutter contre les changements climatiques, à trouver des solutions de décarbonation, à répondre aux menaces qui pèsent sur nos océans et à exploiter tout notre potentiel au regard de l'économie bleue.

En tant que membre fondateur de l'Alliance des petits États insulaires en développement, Malte a pour objectif de devenir un chef de file en matière de gouvernance des petits États insulaires, et elle se tient prête à partager ses projets dans les domaines de la décarbonation et de la transformation numérique. Les petits États insulaires sont certes confrontés à des défis pour leurs infrastructures critiques, mais ils peuvent par ailleurs démontrer l'efficacité d'une approche axée sur la collectivité.

Nos sociétés étant vouées à vivre une transition numérique en parallèle de la transition climatique, notre pays préconise également de résorber la fracture numérique entre les nations afin de garantir des conditions équitables pour toutes. Bien que Malte soit compétente et active en la matière, en tant qu'« île numérique », nous souhaitons renforcer notre potentiel et accélérer notre transformation numérique. Notre objectif est de mettre en place des services numériques modernes et sécurisés qui soient accessibles à tous. Ces efforts permettront de pallier les perturbations entraînées par la COVID-19, notamment dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de la santé et de l'administration publique. La transformation numérique profitera à l'humanité et lui donnera les moyens d'agir à condition qu'elle soit accessible à toutes les populations, même celles qui vivent dans les régions les plus reculées du monde.

Monsieur le Président,

Garantir que les droits humains restent au cœur de notre action est un autre objectif prioritaire que nous partageons tous. Le plein exercice des droits humains et des libertés fondamentales est une priorité pour Malte, et nous sommes particulièrement préoccupés par les informations faisant état d'une augmentation des violences faites aux femmes dans le monde. Nos systèmes doivent être renforcés pour enrayer ce fléau.

Nous devons faire en sorte que les auteurs de ces violences soient traduits en justice, que les victimes soient soutenues et qu'un environnement favorable soit créé pour que les femmes puissent participer pleinement, équitablement et effectivement à la vie publique.

Au Conseil de sécurité, Malte continuera d'insister sur la nécessité d'inclure les femmes et les jeunes dans les efforts de maintien et de consolidation de la paix. Leurs voix doivent être entendues si nous voulons construire des sociétés justes et inclusives. Il est avéré que les accords de paix sont plus durables lorsque les femmes et les jeunes sont présents à la table de négociation, et ces mêmes catégories de population peuvent jouer un rôle dans diverses sphères de la société et ainsi garantir que toutes les voix soient entendues et que les besoins des plus vulnérables soient satisfaits.

Il nous incombe de veiller à ce que les femmes disposent de l'espace nécessaire pour devenir actrices du changement.

Il est également de notre responsabilité d'instaurer un climat de sûreté et de sécurité dans lequel notre société peut s'épanouir, et cet engagement est difficile à honorer tant que la paix et la sécurité continuent d'être menacées sur l'ensemble des continents. En tant qu'éventuel membre élu du Conseil de sécurité, Malte estime qu'il

est primordial de réorienter et de redynamiser nos efforts en faveur de l'atténuation et de l'élimination des tensions. Il faut aller plus loin pour aider les principaux acteurs sur le terrain et s'attaquer aux causes profondes des conflits. Ces objectifs peuvent être atteints en répondant aux besoins fondamentaux bafoués par l'instabilité et les conflits, qu'il s'agisse d'une éducation de base, de l'alphabétisation ou de la sécurité alimentaire.

Je me dois ici de dire quelques mots sur la Libye.

L'avenir de la Libye doit rester au premier plan de nos priorités communes pour la paix et la stabilité internationales. La communauté internationale doit apporter son appui aux autorités libyennes, sous les auspices de l'ONU, afin de faire en sorte que la transition politique soit réussie pour le peuple libyen, pour la région, pour le continent africain et pour le monde entier.

D'une part, la volonté du peuple libyen doit être respectée et l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 pleinement mis en œuvre. D'autre part, il faut continuer à soutenir et renforcer les travaux de la mission d'enquête indépendante sur la Libye créée l'année dernière. Les mercenaires, les combattants étrangers et les forces étrangères doivent se retirer de Libye et l'embargo sur les armes doit être respecté.

Dans la perspective des prochaines élections nationales en Libye, cette démarche doit être consolidée par l'adoption des réformes sociales et économiques nécessaires, associée à un processus indispensable de réconciliation nationale. Ces efforts doivent se traduire, entre autres, par l'unification des institutions de l'État, le lancement d'une réforme du secteur de la sécurité, ainsi que le désarmement, la démobilisation et la réintégration. Nous espérons que les avancées dans ces domaines rassembleront les Libyens, qui concentrent leurs efforts collectifs vers un avenir commun et une Libye pacifique et prospère. Malte soutient activement la Libye dans son développement économique : il y a quelques jours à peine a eu lieu le premier vol commercial entre nos deux pays. C'est un progrès important vers la stabilité et la prospérité du pays.

Dans le même temps, cependant, nous ne pouvons ignorer les conséquences pour la Libye des événements politiques observés dans la région.

La situation au Sahel reste précaire et exige une approche intégrée, portée par un engagement politique fort. L'instabilité dans la région aura des retombées dans d'autres domaines, notamment en matière de migration et de terrorisme.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne le terrorisme, ce phénomène transrégional ne connaît pas de frontières et représente aujourd'hui encore une menace majeure pour la paix et la sécurité dans diverses régions d'Afrique, notamment en Afrique occidentale et centrale, ainsi qu'au Sahel. La communauté internationale doit impérativement poursuivre sa collaboration et s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent et de la radicalisation, afin de lutter contre le terrorisme et son financement. Les terroristes sont particulièrement habiles lorsqu'il s'agit d'exploiter des pays dotés de faibles capacités antiterroristes, d'où la nécessité plus grande encore de relever ces défis.

La lutte contre le terrorisme doit être ferme et résolue en toutes circonstances, et l'ONU doit en être un maillon fort.

L'alphabétisation joue, d'après moi, un rôle crucial pour donner à chacun les moyens de lutter contre les mécanismes de radicalisation. Par ailleurs, il importe de renforcer les capacités des systèmes nationaux de justice pénale pour une justice équitable et effective à l'endroit des auteurs de crimes terroristes, tout en prenant des mesures préventives efficaces et conformes à l'état de droit.



D'un point de vue local, l'Institut international pour la justice et l'état de droit de Malte, fondé en juin 2014, s'est activement employé à réunir des praticiens du monde entier afin de former les législateurs, personnels de police, procureurs, juges, responsables de l'administration pénitentiaire et autres acteurs du secteur de la justice à lutter dans le respect de l'état de droit contre le terrorisme et les activités criminelles transnationales connexes.

En outre, au cours des 20 derniers mois, Malte a engagé de nouvelles réformes pour renforcer le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Nous avons en effet promulgué de nombreuses lois, ainsi que certaines modifications de la Constitution, et considérablement augmenté les capacités et les ressources de plusieurs institutions clefs, et d'autres efforts sont déjà en cours.

Monsieur le Président,

Je souhaite également aborder la situation au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Syrie. Malte réaffirme son attachement à un règlement juste et global du conflit israélo-palestinien, articulé autour de la solution des deux États et fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité et les paramètres internationaux, avec Jérusalem pour future capitale des deux États. Malte se félicite de la normalisation des relations diplomatiques entre l'État d'Israël et le Maroc, les Émirats arabes unis, le Soudan et Bahreïn. Il faut continuer à soutenir les initiatives en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, notamment les efforts déployés pour préparer les élections en Palestine.

La signature d'un cessez-le-feu plus tôt cette année est un pas dans la bonne direction. Nous demandons instamment aux deux parties de prendre des mesures concrètes pour consolider la paix fragile, et de s'abstenir de toute action susceptible de compromettre des évolutions positives.

En ce qui concerne l'Afghanistan, les événements qui s'y déroulent nous ont tous consternés et je me joins à ceux qui ont exhorté toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue. La situation sur le terrain reste hautement instable et peu réjouissante. Je me fais également l'écho des appels aux parties concernées à mettre un terme à la violence, à respecter le droit international et à défendre les droits fondamentaux, en particulier les droits des femmes et des filles, tout en garantissant le départ en toute sécurité et de manière ordonnée des ressortissants étrangers et des Afghans qui souhaitent quitter le pays. À cet égard, les routes, les aéroports et les postes frontières doivent rester ouverts et le calme doit être maintenu. Les ressortissants afghans ne doivent pas être abandonnés à leur sort. L'accès humanitaire est crucial, et l'ensemble des acteurs humanitaires doit bénéficier d'un accès sans entrave pour fournir une assistance et des services vitaux dans les meilleurs délais.

De même, je tiens à manifester mon soutien aux propos du Secrétaire général, selon lesquels la communauté internationale doit s'unir pour faire en sorte que l'Afghanistan ne soit plus jamais utilisé comme plateforme ou refuge pour les organisations terroristes.

Quant à la Syrie, la situation sur le terrain reste instable. Dix ans se sont écoulés depuis le début du conflit, et les épreuves auxquelles les familles et les enfants sont confrontés se sont encore aggravées. La persistance de la violence en Syrie est très préoccupante, notamment au vu des informations qui continuent de faire état de violences sexuelles et fondées sur le genre, d'attaques contre des enfants, des hôpitaux, des écoles et d'autres infrastructures civiles vitales, y compris les stations de production d'eau potable. Nous nous félicitons de l'adoption à l'unanimité de la

résolution 2585 (2021) du Conseil de sécurité, qui prolonge l'utilisation du couloir d'aide humanitaire à Bab el-Haoua. Nous demandons instamment à l'ensemble des parties de s'abstenir de toute nouvelle violence et de prendre toutes les mesures propres à régler cette crise humanitaire et politique. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour rétablir la paix en Syrie. Nous ne pouvons pas rester sans rien faire.

La paix et la sécurité sont fondamentales si notre ambition est de protéger les principes humanitaires internationaux et de limiter au minimum les répercussions des conflits sur les populations civiles innocentes, notamment les plus vulnérables. Un trop grand nombre de personnes vivent dans des pays où l'accès à l'eau, à la nourriture, à l'éducation et à d'autres besoins essentiels n'est pas assuré ou leur est refusé. En tant que membre potentiel du Conseil de sécurité, nous nous engageons à nous attaquer aux causes profondes des conflits et à promouvoir la prise en compte du rôle crucial de l'espace humanitaire.

Les conflits nuisent aux conditions de vie d'une multitude de personnes et, chaque année, nous manquons à notre devoir envers des dizaines de milliers d'enfants. Nous ne parvenons ni à les protéger de la violence, de la cruauté ou des préjudices, ni à leur permettre de donner toute la mesure de leur potentiel. Nous ne parvenons pas à protéger leur droit à être des enfants. Chaque année, des enfants sont enrôlés de force dans des mouvements armés, enlevés, maltraités et contraints de prendre part à des conflits qu'ils n'ont pas créés. Les nouvelles tendances inquiétantes à l'œuvre et les multiples répercussions sur les enfants, exacerbées par la pandémie, nous appellent à redoubler d'efforts pour lutter ensemble contre ce « fléau ».

La protection des enfants doit être au cœur de nos processus politiques et décisionnels. Cet objectif est à notre portée, mais nous devons agir de toute urgence. Tout comme d'autres organismes du système des Nations Unies, dont l'UNICEF, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont un rôle clef à jouer dans la protection des enfants touchés par des conflits armés.

Nous encourageons vivement le Conseil et les États Membres à appuyer la mise en œuvre intégrale de mandats solides de protection de l'enfance, notamment en déployant rapidement des équipes et conseillers principaux spécialisés dans ce domaine et en faisant de la protection de l'enfance une priorité de la transition des opérations de maintien de la paix. Si Malte se voyait confier un siège au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024, elle ferait de la question des enfants et des conflits armés une priorité de son mandat. Nous sommes foncièrement convaincus que ce problème, qui fait des ravages sur nos sociétés, doit être pris en compte dans l'ensemble des travaux du Conseil de sécurité.

Monsieur le Président,

Nous vivons dans un monde interdépendant dans lequel les actes et les politiques d'un État peuvent peser lourdement sur des pays tiers.

C'est pourquoi je crois fermement que nous avons actuellement besoin d'une intervention reposant sur une démarche multilatérale, pour instaurer un cadre multilatéral fort axé autour d'une ONU revitalisée. Nous devons renforcer nos travaux pour réaffirmer les règles et principes universels, et nous devons unir nos forces et avancer rapidement vers notre objectif commun de réhabiliter le multilatéralisme. Seules la collaboration et la solidarité nous permettront de venir à bout de la pandémie et de lutter efficacement contre ses effets. Seule la coopération nous permettra de

gagner en résilience face à de nouvelles pandémies et à d'autres défis mondiaux. Le multilatéralisme n'est pas une option : c'est une nécessité, alors que nous essayons de reconstruire en mieux pour faire advenir un monde plus égalitaire, plus résilient et plus durable. Seule l'action collective nous permettra véritablement de nous relever ensemble.

En l'absence de riposte mondiale appropriée, les effets cumulés de la pandémie, de ses retombées économiques, des conflits armés et des changements climatiques se traduiront par des coûts humains et économiques élevés à très long terme. C'est un risque que nous ne pouvons pas prendre, surtout en cette période inédite où la coopération et la solidarité entre les États sont plus que jamais nécessaires.

Malte est prête à accompagner les efforts mondiaux et à être un agent efficace du changement international en contribuant à l'harmonisation des stratégies économiques, en facilitant des échanges internationaux fondés sur la collaboration et en stimulant l'innovation technologique, tout en restant attentive aux implications sociétales et culturelles.

Si elle est élue au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024, Malte s'engagera à défendre les Nations Unies en tant qu'État Membre neutre qui s'emploie activement à promouvoir la paix, la sécurité et le progrès social pour toutes les nations du monde.

Malte se tient aux côtés de la communauté internationale pour bâtir un monde meilleur, qui place la compréhension et la coopération au cœur de nos politiques et du travail que nous accomplissons sur le terrain. Un monde dans lequel nous travaillons ensemble, dans un esprit soudé et multilatéral.

Nos citoyens, et nos enfants qui hériteront de ce monde après nous, le méritent vraiment.

Je vous remercie.

### Annexe III

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Jacinda Ardern, Première Ministre et Ministre de la sécurité nationale et du renseignement, de la réduction de la pauvreté touchant les enfants, et des services ministériels de la Nouvelle-Zélande**

[Original : anglais]

*E ngā Mana, e ngā Reo, Rau Rangatira mā o tēnei Whare Nui o te Ao*

Mesdames et Messieurs, prestigieux orateurs qui siégez à la présente Assemblée générale,

*Ngā mihi mahana ki o koutou katoa, mai i toku Whenua o Aotearoa*

Je vous adresse à toutes et tous les salutations chaleureuses de ma terre natale, la Nouvelle-Zélande,

*Nō reira, tēnā koutou katoa.*

Je vous salue toutes et tous.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Chers amis,

Je vous salue en *te reo Māori*, la langue du peuple autochtone d'Aotearoa, la Nouvelle-Zélande.

Alors que je prononce ce discours devant l'Assemblée générale depuis la Nouvelle-Zélande, je suis frappée par le fait que, même lorsque des phénomènes mondiaux menacent de nous éloigner et de nous diviser, l'instinct collectif de garder le contact continue de l'emporter.

J'ai souvent décrit la Nouvelle-Zélande comme un pays éloigné mais connecté. Avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), cette affirmation est aujourd'hui plus vraie que jamais. D'une certaine manière, nous ressentons aujourd'hui cet éloignement avec plus de force. Les vastes océans qui entourent nos îles jouent un rôle encore plus important en cette période où nos contrôles aux frontières constituent notre première ligne de défense contre un virus hautement contagieux qui circule dans le monde entier.

Malgré cette distance physique, la pandémie a montré plus clairement que jamais combien nous sommes tous étroitement liés. Nous vivons dans un monde où des décisions nationales prises à l'autre bout de la planète comptent autant pour nous que celles de nos plus proches voisins.

À bien des égards, la COVID-19 est une illustration à l'échelle locale des problèmes transfrontières mondiaux. Nous avons affaire à une menace invisible, dont personne n'est à l'abri, et notre protection dépend des autres. Nous nous fions à nos voisins et aux gens que nous ne connaissons pas pour porter le masque, respecter la distanciation physique, se faire vacciner et aider les autres à le faire. Nous vivons collectivement avec les conséquences.

Ce fut un privilège pour moi, en tant que dirigeante, d'être témoin de l'application concrète des valeurs néo-zélandaises face à ces défis ; des valeurs comme *manaakitanga* et *whanaungatanga*, qui, dans la langue maorie, désignent la bienveillance et un sentiment partagé d'humanité et d'appartenance, ou *kotahitanga*, qui correspond à une aspiration collective et à l'unité en vue d'un objectif commun.

Forts de ces valeurs, les Néo-Zélandais ont pris soin les uns des autres et œuvré ensemble pour limiter la transmission du COVID-19 au sein de nos communautés.

Ces valeurs ne sont pas propres à la Nouvelle-Zélande. Elles sont universelles. Elles sont au fondement de la Charte des Nations Unies. Il suffit d'en lire le Préambule pour les voir apparaître sous nos yeux.

Aucune population, nation ou région ne peut combattre la COVID-19 seule. Il s'agit d'un problème complexe et mondial, qui exige une solution mondiale. Un accès équitable à des vaccins sûrs et efficaces pour tous est indispensable à notre riposte et à notre relèvement.

La Nouvelle-Zélande travaille de concert avec d'autres pays, dont l'Australie, pour encourager une couverture vaccinale complète dans les pays insulaires du Pacifique. Le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins fait un travail crucial en distribuant des vaccins dans le monde entier. Cependant, davantage doit être fait pour accompagner cette démarche. En Nouvelle-Zélande, nous sommes fiers de figurer parmi les premiers pays à avoir fait don de doses au système de garantie de marché du COVAX, en plus de notre soutien financier.

Au sein de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, notre pays reste favorable à la levée des protections de la propriété intellectuelle pour les vaccins et à d'autres mesures propres à augmenter leur disponibilité.

Sans un accès équitable pour tous, nous risquons de voir apparaître de nouveaux variants qui pourraient remettre en cause ou annuler nos progrès.

Si les conséquences directes de la COVID-19 ont causé des souffrances incommensurables pour de nombreuses personnes dans le monde, elles ont aussi aggravé et compliqué d'autres défis mondiaux existants. Ces défis, nous les connaissons bien. Nous les avons recensés en tant que domaines d'action dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

La pandémie fait figure de perturbateur suprême. Elle a bouleversé nos réalités, et nous a donné l'occasion de marquer une pause et d'entamer une réflexion. Les perturbations qu'elles a déclenchées nous offrent la possibilité de repartir sur de nouvelles bases. D'ajuster certains de nos cadres fondamentaux afin de mieux nous préparer à relever nos défis communs.

Nous avons tant entendu parler de la nécessité de « reconstruire en mieux ». Nous devons faire mieux. À l'instar des rédacteurs de la Charte, il nous appartient de nous engager à transmettre aux générations futures un monde meilleur forgé par la coopération.

Par chance, nous disposons déjà d'un cadre d'action pour l'avènement d'un tel monde, à savoir les objectifs de développement durable (ODD) et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Programme 2030 repose sur le principe



que nos défis communs sont interconnectés et que nos réponses doivent donc l'être aussi. Face à une série de crises mondiales étroitement liées qui exigent une action, il est temps pour nous de nous engager à nouveau en faveur des ODD.

La COVID-19 ne saurait servir de prétexte pour ne pas réaliser les ODD. C'est en réalité une raison supplémentaire de les concrétiser.

Les changements climatiques constituent sans doute le meilleur exemple de crise mondiale qui exige une action.

Les changements climatiques sont une des crises les plus tentaculaires de notre époque. De l'élévation du niveau de la mer aux variations météorologiques, leurs répercussions touchent le monde entier, sont d'une ampleur sans précédent et se font déjà sentir.

Les changements climatiques nous concernent toutes et tous, mais les pays du Pacifique figurent parmi les plus touchés, alors qu'ils en portent le moins la responsabilité. Les dirigeants du Pacifique considèrent les changements climatiques comme la menace la plus grave qui pèse sur les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être des populations de la région.

Toute action mondiale qui ne parvient pas à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré au-dessus des niveaux préindustriels est inacceptable. Tel est notre objectif, et nos efforts collectifs doivent nous permettre de l'atteindre. Les dernières données scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sont sans appel.

La crise climatique ne peut être jugulée par une politique des petits pas. La science nous impose de faire beaucoup plus.

La Nouvelle-Zélande a fait de la limite de 1,5 °C la pierre angulaire de sa législation nationale sur les changements climatiques. Nous nous sommes fixé un objectif à l'horizon 2050 et nous révisons actuellement notre contribution déterminée au niveau national.

Les mesures d'atténuation doivent s'accompagner de mesures d'adaptation. Cette année, la Nouvelle-Zélande a réalisé sa première évaluation nationale des risques liés aux changements climatiques afin de déterminer les domaines dans lesquels concentrer nos efforts et, d'ici deux ans, nous disposerons d'un plan national d'adaptation. Mais nous sommes déjà en marche. La Nouvelle-Zélande s'est dotée d'un programme qui prévoit, par exemple, de planter 1 milliard d'arbres d'ici à 2028. Cette initiative permettra de stocker le carbone, mais aussi de favoriser la résilience des forêts, de prévenir l'érosion, d'améliorer la biodiversité et de soutenir nos communautés rurales et autochtones.

Il est impératif que nous relevions le niveau d'ambition de nos contributions déterminées au niveau national, mais il nous faut également mener des actions collectives.

Il s'agit notamment de mettre un terme aux subventions en faveur des combustibles fossiles et aux autres subventions nuisibles à l'environnement. Il s'agit notamment de mutualiser nos ressources et nos connaissances dans le cadre de l'Alliance mondiale de recherche sur les gaz à effet de serre en agriculture, afin que nous puissions produire davantage de denrées alimentaires sans augmenter les émissions. Il s'agit notamment de négocier un accord sur les changements climatiques, le commerce et la durabilité. La Nouvelle-Zélande s'emploie activement à concrétiser tous ces objectifs.

Nous devons déployer des efforts collectifs pour faire face aux conséquences injustes et potentiellement déstabilisantes des changements climatiques.

Pour les petits États insulaires en développement, une des conséquences les plus graves est l'élévation du niveau de la mer. L'océan est au cœur de la culture et des moyens de subsistance des peuples du Pacifique. Les pays du Pacifique ont également programmé leur économie et leur développement à long terme en s'appuyant sur les zones et ressources maritimes qui leur sont garanties par la Convention sur le droit de la mer.

Il est de notre devoir, en tant que communauté internationale, d'œuvrer au maintien de ces zones et de ces droits face à l'élévation du niveau de la mer provoquée par les changements climatiques.

Dans le cadre de cet objectif, j'ai eu le plaisir de me joindre à mes collègues dirigeants du Forum des îles du Pacifique pour publier, en août de cette année, la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée aux changements climatiques.

Les changements climatiques sont étroitement liés à une autre crise qui touche l'ensemble de la planète, à savoir la perte de biodiversité.

Si nous sommes tous liés les uns aux autres en tant que nations, nous sommes également liés à la nature et aux services qu'elle fournit. Nous en sommes tributaires pour l'air que nous respirons et les économies que nous avons édifiées. La perte de biodiversité menace notre bien-être, notre prospérité et notre santé. Elle accélérera les changements climatiques et en aggravera les effets.

Ce défi nous impose de travailler en transcendant les barrières et les cloisonnements. La Nouvelle-Zélande a pour sa part adopté la stratégie de biodiversité 2020 d'Aotearoa/Nouvelle-Zélande – *Te Mana o te Taiao* – qui guidera les actions menées au niveau national pour la protection, la restauration et l'utilisation durable de la biodiversité.

Il nous sera tout simplement impossible de concrétiser le Programme 2030 si nous ne sommes pas unis par l'ambition collective d'inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030. Nous avons l'occasion d'y parvenir en adoptant et en mettant en œuvre, à la prochaine session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, un cadre mondial de la biodiversité ambitieux et porteur de transformation pour l'après-2020. La Nouvelle-Zélande y est très attachée, et j'invite instamment tous les pays à nous rejoindre.

Au même titre que la biodiversité sur terre, la biodiversité des océans revêt une grande importance. La Nouvelle-Zélande attend avec impatience la conclusion des négociations sur un traité de l'ONU pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité en haute mer.

Mais, alors que nous tournons notre attention vers les défis qui se présentent à nous sur la scène mondiale, nous devons nous concentrer sur ce qui importe le plus – *he tangata, he tangata, he tangata* – l'être humain, l'être humain, l'être humain.

Plus de 120 millions de personnes ont été plongées dans l'extrême pauvreté à cause de la pandémie de COVID-19. Les inégalités à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre se sont accentuées.

Ces conséquences n'ont jamais été inévitables, et nous pouvons prendre des mesures pour inverser ces tendances et améliorer les conditions de vie des personnes touchées.

Trop de personnes souffrent de la faim chaque jour. La Nouvelle-Zélande investit massivement dans la production alimentaire durable, et notre production contribue à nourrir plusieurs fois notre propre population. Mais il est évident qu'au niveau mondial, les systèmes alimentaires ne sont ni durables ni résilients. Ils pâtissent des effets conjugués des changements climatiques et de la perte de biodiversité, et ils y contribuent. Des changements en profondeur sont nécessaires pour permettre à tout un chacun d'avoir accès à l'alimentation dont il a besoin.

Le Sommet sur les systèmes alimentaires de cette semaine représente une avancée importante, mais il doit marquer le début d'un effort continu. Nous jouerons notre rôle en appuyant ces efforts, notamment dans le cadre d'initiatives qui reconnaissent le rôle moteur des peuples autochtones dans les systèmes alimentaires et qui renforcent l'ambition mondiale de réduire les émissions de gaz à effet de serre résultant de l'agriculture.

De notre côté, il s'agit d'un domaine dans lequel nous travaillons sans relâche, puisque nous avons conclu un accord inédit entre notre secteur alimentaire, le Gouvernement et les Maoris pour réduire les émissions agricoles dans le cadre d'un mécanisme de tarification. Nous sommes déterminés à montrer au monde ce qu'il est possible de réaliser.

Dans le même temps, nous devons veiller à rendre le commerce plus ouvert et inclusif. La COVID-19 a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, tout en démontrant l'importance d'un commerce ouvert qui permette de protéger la santé des personnes et de les arracher à la pauvreté et à la faim. Nous devons nous engager à garantir la circulation des biens et services essentiels et rejeter toute tentation de repli sur soi et de protectionnisme.

Nous savons que la pauvreté et les inégalités engendrent les conflits et l'instabilité, et nous le constatons également par l'aggravation des troubles civils et des tensions. Les crises humanitaires se sont envenimées. Nous le voyons en Afghanistan et en bien d'autres endroits.

En tant que communauté internationale, nous devons nous montrer à la hauteur du défi que représente la satisfaction de besoins humanitaires croissants. Mais nous devons également redoubler d'efforts pour prévenir les conflits et consolider la paix. La Nouvelle-Zélande se réjouit à la perspective de jouer un rôle dans ces efforts lorsqu'elle rejoindra la Commission de consolidation de la paix en 2022.

En tant que dirigeants, nous avons la responsabilité de promouvoir et de pérenniser la paix dans nos sociétés. Nous connaissons les conditions qui doivent être réunies. Parmi elles, certes, il y a l'absence de pauvreté, de faim et de dénuement matériel. Mais ce n'est pas tout. Les sociétés pacifiques sont des sociétés inclusives, dans lesquelles la diversité est valorisée et où chaque individu dispose à la fois des moyens et des possibilités de contribuer à la mesure de tout son potentiel. Dans lesquelles les femmes et les filles sont soutenues et encouragées à faire entendre leur voix et à mettre leur pouvoir d'action à profit.

Quels que soient nos systèmes politiques ou constitutionnels, aucune nation ne sera jamais véritablement pacifique si ces conditions essentielles, reposant sur les droits fondamentaux et égaux de chaque personne, ne sont pas réunies.

Et là où la paix échoue, nous devons toutes et tous faire notre part pour renforcer et améliorer le respect du droit des conflits armés, et pour mieux protéger les civils. Il est essentiel de prévenir à la fois l'emploi d'armes illicites et l'emploi illicite d'armes légales, tout en veillant à ce que ces emplois ne restent pas impunis. Il s'agit d'une responsabilité partagée, que nous assumons parallèlement aux efforts inlassables que nous déployons pour débarrasser le monde des armes nucléaires et du spectre d'un conflit dont personne ne pourra se relever.

Tous ces défis que nous avons en commun pourraient nous inciter à reconsidérer notre attitude face à une telle interdépendance. Nous avons le choix ; nous pouvons soit aborder nos défis communs sous l'angle de la peur, dans l'espoir de préserver des intérêts étriqués en nous repliant sur nous-mêmes, soit réaffirmer notre confiance dans la coopération, en prenant conscience que nos plus grandes craintes ne peuvent être affrontées qu'au travers d'une action collective concertée.

Nos prédécesseurs se sont autrefois trouvés à ce croisement. Ils ont choisi la voie de la confiance. Ils ont créé l'Organisation des Nations Unies.

C'est dans des moments comme celui-ci que nous avons le plus à gagner à rappeler le Préambule de la Charte. Il parle de préoccupation pour les générations futures. Il parle de respect universel des droits de l'homme, de respect du droit international et du principe consistant à vivre en paix les uns avec les autres dans un esprit de bon voisinage. Il parle d'unir nos forces et d'associer nos efforts pour réaliser nos desseins.

Ces mots empreints de détermination étaient une réponse aux ravages de la guerre. Ils s'appliquent tout autant aux défis collectifs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, et si nous voulons les relever de manière durable, nous devons dépasser le cadre des gouvernements.

Le multilatéralisme inclusif est un multilatéralisme dans lequel nos conceptions communes sont enrichies par la diversité des points de vue. En tant que gouvernements, nous nous devons d'être ouverts à l'expertise et aux partenariats proposés par les parties prenantes, qu'elles soient issues de la société civile, de l'industrie ou des groupes autochtones.

Les progrès que nous avons accomplis dans le cadre de l'appel à l'action de Christchurch m'ont montré ce qu'il est possible de réaliser lorsque les gouvernements, l'industrie et la société civile collaborent dans un cadre multipartite pour supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne, et je suis fermement résolue à poursuivre les efforts dans ce domaine important.

La Nouvelle-Zélande est déterminée à faire avancer *Notre Programme commun*, et malheureusement, comme nous en avons été témoins ces derniers temps, la préparation en est un élément indispensable.

Personne ne peut prétendre, par exemple, que la communauté mondiale dans son ensemble était suffisamment préparée à affronter une pandémie mondiale. Il est évident que nous serons confrontés à d'autres risques sanitaires mondiaux, et nous n'aurons aucune excuse si nous n'y sommes toujours pas préparés.

La Nouvelle-Zélande appuie fermement l'approche ambitieuse et concrète adoptée par le Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie. Nous ne nous contenterons pas de soutenir de manière passive les recommandations du Groupe indépendant. Nous participerons activement aux groupes de travail dans le

but d'élaborer un traité, une convention ou un autre instrument international sur les pandémies ; d'améliorer la surveillance, la validation et la réaction rapide à l'échelle mondiale ; et, surtout, de renforcer l'Organisation mondiale de la Santé.

S'il y a un enseignement à tirer des événements de ces 18 derniers mois, c'est la nécessité de renforcer et d'améliorer la coopération. Et la nécessité d'améliorer la coopération s'accompagne de la nécessité de disposer d'institutions mondiales dynamiques et capables de s'adapter, en ce compris l'Organisation des Nations Unies.

Je félicite et remercie le Secrétaire général pour son rapport et ses recommandations visant à faire progresser *Notre Programme commun*. Ils nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un multilatéralisme plus inclusif et plus efficace, un multilatéralisme qui tienne compte des besoins des générations futures et qui ne laisse personne de côté.

En tant que dirigeants, nous avons le pouvoir de façonner nos institutions communes et de les adapter à leurs objectifs. Nous ne devons pas nous dérober à cette tâche.

Je ne peux imaginer meilleur moyen de réaffirmer notre bienveillance les uns envers les autres, notre humanité partagée et notre unité.

J'espère que vous vous joindrez à nous.

*Tēnā koutou, tēnā koutou, tēnā tātou katoa.*



**Annexe IV****Allocution de M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan**

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Je vous félicite pour votre élection à la présidence de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Je tiens également à exprimer ma gratitude pour les réalisations importantes de votre prédécesseur, M. Volkan Bozkır, qui a su guider habilement l'Assemblée dans les circonstances difficiles imposées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Monsieur le Président,

Le monde se trouve confronté à un triple défi : la COVID-19, la crise économique qui l'accompagne et les menaces posées par les changements climatiques.

Le virus ne fait pas de distinction entre les nations et les personnes. Il en va de même pour les catastrophes provoquées par des régimes météorologiques imprévisibles.

Les menaces communes auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui ne révèlent pas seulement les fragilités du système international ; elles mettent également en évidence le fait que l'humanité ne fait qu'un.

Par la grâce d'Allah le Tout-Puissant, le Pakistan a réussi jusqu'à présent à contenir la pandémie de COVID-19. Notre stratégie ciblée de « confinements intelligents » a permis de sauver des vies, de préserver les moyens de subsistance et de maintenir l'économie à flot. Plus de 15 millions de familles ont survécu grâce à notre programme de protection sociale Ehsaas.

Monsieur le Président,

Les changements climatiques représentent l'une des principales menaces existentielles auxquelles notre planète est confrontée aujourd'hui.

La contribution du Pakistan aux émissions mondiales est négligeable. Pourtant, nous figurons parmi les 10 pays les plus vulnérables au monde aux effets des changements climatiques.

Parfaitement conscients des responsabilités qui nous incombent à l'échelle mondiale, nous nous sommes lancés dans des programmes environnementaux révolutionnaires : la reforestation du Pakistan grâce à notre projet visant à planter un raz-de-marée de 10 milliards d'arbres ; la préservation des habitats naturels ; la transition vers les énergies renouvelables ; l'élimination de la pollution de nos villes ; et l'adaptation aux effets des changements climatiques.

Pour faire face à la triple crise que constituent la pandémie de COVID-19, le ralentissement économique et l'urgence climatique, nous avons besoin d'une stratégie globale qui doit inclure les éléments suivants.

Premièrement, il faut l'équité vaccinale : tout le monde, en tout lieu, doit être vacciné contre la COVID-19, et ce, le plus rapidement possible.

Deuxièmement, un financement adéquat doit être mis à la disposition des pays en développement. Cela peut être obtenu par une restructuration complète de la dette ; l'élargissement de l'aide publique au développement ; la redistribution des droits de tirage spéciaux inutilisés, et l'attribution d'une plus grande proportion de ces droits aux pays en développement ; et enfin, la mise à disposition de financements en faveur de l'action climatique.

Troisièmement, nous devons adopter des stratégies d'investissement claires qui contribuent à réduire la pauvreté, à promouvoir la création d'emplois, à construire des infrastructures durables et, bien évidemment, à combler la fracture numérique.

Je propose que le Secrétaire général convoque un sommet en 2025 afin d'examiner et d'accélérer la concrétisation des objectifs de développement durable.

Monsieur le Président,

Le pillage des pays en développement par leurs élites dirigeantes corrompues a pour effet de creuser le fossé entre les pays riches et les pays pauvres à une vitesse alarmante.

Dans cette salle, j'ai appelé l'attention du monde sur le fléau des flux financiers illicites en provenance des pays en développement.

Selon les calculs du Groupe de haut niveau créé par le Secrétaire général sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour la réalisation du Programme 2030 (Groupe FACTI), un montant ahurissant de 7 000 milliards de dollars d'actifs volés est détenu dans des paradis financiers.

Ce vol organisé et ce transfert illégal d'actifs ont de lourdes conséquences pour les pays en développement. Ils épuisent leurs ressources déjà peu abondantes et creusent les niveaux de pauvreté, surtout lorsque l'argent blanchi exerce une pression sur les monnaies nationales et conduit à leur dévaluation. Au rythme actuel, alors que le Groupe FACTI estime que 1 000 milliards de dollars sont soutirés chaque année au monde en développement, nous assisterons à un exode massif de migrants économiques vers les nations plus riches.

Ce que la Compagnie des Indes orientales a infligé à l'Inde, les élites dirigeantes malhonnêtes l'infligent aux pays en développement : elles pillent les richesses et les transfèrent vers les capitales occidentales et les paradis fiscaux extraterritoriaux.

Et Monsieur le Président, les nations pauvres n'ont pas la possibilité de récupérer auprès des pays développés leurs actifs volés. Les pays riches ne sont ni incités ni contraints à restituer ces richesses mal acquises, or ces richesses mal acquises appartiennent aux masses du monde en développement. Je pressens que, dans un avenir pas si lointain, les pays riches seront obligés de construire des murs pour repousser les migrants économiques en provenance de ces pays pauvres.

Je crains que quelques « îlots de richesse » dans l'océan de la pauvreté conduisent également à une calamité mondiale, à l'instar des changements climatiques.

L'Assemblée générale doit prendre des mesures concrètes pour remédier à cette situation profondément inquiétante et moralement révoltante. Pour mettre fin à cette grave injustice économique, il est crucial de dénoncer publiquement ces « paradis » et de mettre en place un cadre juridique global permettant de mettre un terme aux flux financiers illicites et de les inverser.

Et à tout le moins, les recommandations du Groupe FACTI du Secrétaire général devraient être pleinement mises en œuvre.

Monsieur le Président,

L'islamophobie est un autre phénomène pernicieux auquel nous devons tous nous attaquer collectivement.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, certains milieux ont associé le terrorisme à l'islam. Cette tendance a renforcé la propension des nationalistes d'extrême droite, xénophobes et violents, des extrémistes et des groupes terroristes à s'en prendre aux musulmans.

Ces menaces émergentes ont été mises en évidence dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous espérons que le rapport du Secrétaire général mettra l'accent sur ces nouvelles menaces de terrorisme posées par les islamophobes et les extrémistes de droite.

Je demande au Secrétaire général de convoquer un dialogue mondial sur la lutte contre la montée de l'islamophobie. Dans le même temps, nos efforts parallèles pour promouvoir l'harmonie interconfessionnelle doivent se poursuivre.

Monsieur le Président,

La pire et la plus omniprésente forme d'islamophobie règne désormais en maître en Inde. L'idéologie *Hindutva* empreinte de haine que propage le régime fasciste du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) et du Parti Bharatiya Janata (BJP) a instauré un climat de peur et de violence à l'encontre de la communauté musulmane indienne, forte de 200 millions de personnes. Des lynchages collectifs commis par les gardiens des vaches ; de fréquents pogroms, comme celui de New Delhi l'année dernière ; des lois discriminatoires sur la citoyenneté pour purger l'Inde des musulmans ; et une campagne visant à détruire les mosquées aux quatre coins de l'Inde et à faire disparaître son histoire et son patrimoine musulmans, sont autant de manifestations de cette entreprise criminelle.

New Delhi s'est également engagée dans ce qu'elle appelle de sinistre manière la « solution finale » au différend relatif au Jammu-et-Cachemire. Elle a :

- entrepris une série de mesures illégales et unilatérales dans le Jammu-et-Cachemire occupé depuis le 5 août 2019 ;
- fait régner la terreur en déployant une force d'occupation de 900 000 hommes ;
- incarcéré les hauts dirigeants cachemiriens ;
- imposé un embargo sur les médias et Internet ;
- violemment réprimé des manifestations pacifiques ;
- enlevé 13 000 jeunes cachemiriens et torturé des centaines d'entre eux ;
- procédé à l'exécution extrajudiciaire de centaines de Cachemiriens innocents lors de fausses « rencontres fortuites » ; et
- infligé des châtiments collectifs en détruisant des quartiers et des villages entiers.

Nous avons divulgué un dossier détaillé sur les violations flagrantes et systématiques des droits humains commises par les forces de sécurité indiennes dans le Jammu-et-Cachemire occupé.

Cette répression s'accompagne de manœuvres illégales visant à modifier la structure démographique du territoire occupé, et à le faire passer d'un territoire à majorité musulmane en un territoire à minorité musulmane.

Les agissements de l'Inde violent les résolutions du Conseil de sécurité sur le Jammu-et-Cachemire. Ces résolutions disposent clairement que le « sort définitif » du territoire contesté doit être décidé conformément à la volonté des populations, exprimée au moyen d'un plébiscite libre et impartial tenu sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

Les agissements de l'Inde dans le Jammu-et-Cachemire occupé constituent également une violation du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment de la quatrième Convention de Genève, et s'apparentent à des « crimes de guerre » et à des « crimes contre l'humanité ».

Il est regrettable, très regrettable, que l'approche adoptée par le monde à l'égard des violations des droits humains manque d'impartialité et soit même sélective. Les considérations géopolitiques, ou les intérêts des entreprises et autres intérêts commerciaux amènent souvent les grandes puissances à fermer les yeux sur les transgressions de leurs pays « affiliés ».

Cette politique de deux poids, deux mesures est particulièrement flagrante dans le cas de l'Inde, où le régime du RSS-BJP est libre de commettre des atteintes aux droits humains en toute impunité.

Dernier exemple en date de la barbarie indienne, la dépouille du grand leader cachemirien Syed Ali Shah Geelani a été arrachée de force à sa famille, lui refusant ainsi des funérailles et un enterrement islamiques en bonne et due forme, conformément à ses souhaits et aux traditions musulmanes.

En dehors de toute sanction juridique ou morale, cet acte est même contraire aux normes les plus élémentaires de la décence humaine. Je demande à l'Assemblée générale d'exiger que la dépouille de Syed Geelani puisse être inhumée dans le « cimetière des martyrs » selon les rites islamiques appropriés.

Monsieur le Président,

Le Pakistan aspire à la paix avec l'Inde, comme avec tous ses voisins. Cependant, une paix durable en Asie du Sud est subordonnée au règlement du différend relatif au Jammu-et-Cachemire, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux souhaits du peuple cachemirien.

En février dernier, nous avons reconduit l'accord de cessez-le-feu de 2003 le long de la ligne de contrôle. Nous espérions que cela mènerait New Delhi à repenser sa stratégie. Malheureusement, le Gouvernement du BJP a intensifié la répression au Cachemire et continue à envenimer la situation par ces actes barbares.

Il incombe toujours à l'Inde de créer des conditions propices à une collaboration constructive et axée sur les résultats avec le Pakistan. Et pour cela, elle doit :

- premièrement, revenir sur ses mesures unilatérales et illégales instituées depuis le 5 août 2019 ;
- deuxièmement, mettre un terme à l'oppression et aux violations des droits humains dont est victime la population cachemirienne ; et
- troisièmement, mettre fin aux modifications démographiques dans le territoire occupé et les inverser.

Il est également impératif d'éviter un nouveau conflit entre le Pakistan et l'Inde. Le renforcement de la puissance militaire de l'Inde, la mise au point d'armes nucléaires de pointe et l'acquisition de moyens classiques aux effets déstabilisants sont autant de facteurs susceptibles d'éroder la dissuasion mutuelle entre les deux pays.

À présent, Monsieur le Président, je souhaite évoquer l'Afghanistan. Pour une raison qui nous échappe, le Pakistan est tenu pour responsable de la tournure des événements dans ce pays par certaines personnalités politiques aux États-Unis et en Europe.

Depuis cette tribune, je veux qu'ils comprennent tous que le Pakistan est le pays qui a le plus souffert, après l'Afghanistan, lorsque nous nous sommes engagés dans la guerre contre le terrorisme menée par les États-Unis après le 11 septembre 2001.

Quelque 80 000 Pakistanais sont morts ; notre économie a perdu 150 milliards de dollars ; 3,5 millions de Pakistanais ont été déplacés à l'intérieur du pays. Pourquoi ? Dans les années 80, le Pakistan était en première ligne de la lutte contre l'occupation de l'Afghanistan. Le Pakistan et les États-Unis ont formé des groupes de moujahidin à mener le combat pour la libération de l'Afghanistan. Parmi ces groupes de moujahidin figuraient Al-Qaida et divers groupes du monde entier. Il y avait des moujahidin, des moujahidin afghans. Ils étaient considérés comme des héros.

Le Président Ronald Reagan les a invités à la Maison-Blanche en 1983. Et selon un article de presse, il les a comparés aux pères fondateurs des États-Unis. Ils étaient des héros.

En 1989, les Soviétiques se sont retirés, tout comme les Américains, abandonnant l'Afghanistan à son sort. Le Pakistan s'est retrouvé avec 5 millions de réfugiés afghans. Nous nous sommes retrouvés avec des groupes militants sectaires qui n'existaient pas auparavant. Mais le pire, c'est qu'un an plus tard, le Pakistan a été sanctionné par les États-Unis. Nous avons eu l'impression d'avoir été utilisés.

Après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont de nouveau eu besoin du Pakistan, car la coalition dirigée par les États-Unis était en train d'envahir l'Afghanistan, et cela ne pouvait se faire sans le soutien logistique du Pakistan.

Que s'est-il passé ensuite ?

Les moujahidin que nous avons formés, pour lesquels la lutte contre l'occupation étrangère était un devoir sacré, une guerre sainte, un jihad, se sont retournés contre nous.

Nous avons été traités de collaborateurs.

Ils nous ont déclaré le jihad. Ensuite, tout le long de la ceinture tribale qui borde l'Afghanistan, la ceinture tribale semi-autonome du Pakistan, où aucune armée pakistanaise n'était intervenue depuis notre indépendance, les populations nourrissaient de fortes sympathies pour les Taliban afghans, en raison non pas de leur idéologie religieuse mais du nationalisme pachtoune, qui est très ancré. Or 3 millions de réfugiés afghans se trouvaient toujours au Pakistan, tous pachtounes, et vivaient dans des camps : 500 000 dans le plus grand camp, 100 000 camps. Ils avaient tous des affinités et de la sympathie pour les Taliban afghans.

Alors, que s'est-il passé ? Ils se sont eux aussi retournés contre le Pakistan. Pour la première fois, nous étions en présence de militants Taliban au Pakistan. Et eux aussi ont attaqué le Gouvernement pakistanais. Lorsque notre armée est entrée



dans les zones tribales pour la première fois de notre histoire, il y a eu des dommages collatéraux – parce que chaque fois qu’une armée entre dans les zones civiles, il y a des dommages collatéraux – et cela a accru le nombre de militants cherchant à se venger. Mais ce n’est pas tout. Le monde doit savoir que les États-Unis ont mené 480 attaques de drones au Pakistan. Et nous savons tous que les attaques de drones ne sont pas très précises. Elles provoquent plus de dommages collatéraux que les militants qu’elles ciblent.

Ainsi, les personnes dont les proches avaient été tués ont cherché à se venger du Pakistan. Entre 2004 et 2014, 50 groupes militants différents ont attaqué l’État du Pakistan.

À un moment donné, les populations, les gens comme nous, étaient inquiètes, elles se demandaient si nous allions survivre. Des bombes explosaient aux quatre coins du Pakistan. Notre capitale était une véritable forteresse.

Sans l’une des armées les plus disciplinées du monde et l’un des meilleurs services de renseignement du monde, je pense que le Pakistan aurait sombré.

Alors, quand on entend ce qu’on finit par entendre... Que les États-Unis se soucient énormément du sort des interprètes et de tous ceux qui leur ont apporté leur aide.

Et nous ?

Si nous avons tant souffert, c’est uniquement parce que nous nous sommes alliés aux États-Unis – à la Coalition – dans la guerre en Afghanistan. Des attaques ont été menées depuis le sol afghan contre le Pakistan. Nous aurions dû au moins recevoir des remerciements. Peut-on imaginer ce que nous ressentons lorsque, au lieu de nous remercier, on nous accuse d’être responsables de la tournure des événements en Afghanistan ?

Après 2006, il est devenu évident pour tous ceux qui connaissaient l’Afghanistan et son histoire que la situation dans ce pays ne pouvait être résolue par la voie militaire. Je me suis rendu aux États-Unis, je me suis adressé à des groupes de réflexion, j’ai rencontré M. Biden, qui à l’époque était sénateur, ainsi que les sénateurs John Kerry et Harry Reid, et j’ai essayé de leur expliquer qu’aucune solution militaire n’était envisageable et qu’un règlement politique était la voie à suivre. Personne n’a compris à l’époque.

Et malheureusement, c’est en essayant d’imposer une solution militaire que les États-Unis ont fait fausse route. Et si, aujourd’hui, le monde a besoin de savoir pourquoi les Taliban sont de retour au pouvoir, il lui suffit d’analyser en profondeur les raisons pour lesquelles une armée afghane forte de 300 000 hommes et bien équipée – et n’oublions pas que les Afghans sont l’une des nations les plus courageuses de la planète – s’est rendue sans combattre.

Dès qu’une analyse approfondie de cette question aura été réalisée, le monde saura pourquoi les Taliban sont revenus au pouvoir, et ce n’est pas à cause du Pakistan.

Monsieur le Président,

La communauté internationale tout entière devrait maintenant songer à la voie à suivre. Deux options s’offrent à nous. Si nous laissons de côté l’Afghanistan aujourd’hui, alors que selon l’ONU, la moitié de la population afghane se trouve déjà dans une situation vulnérable, d’ici l’année prochaine, près de 90 % de la population

afghane tombera sous le seuil de pauvreté. Une énorme crise humanitaire se profile à l'horizon. Et celle-ci aura de graves répercussions, non seulement pour les voisins de l'Afghanistan mais partout. Un Afghanistan déstabilisé et chaotique redeviendra un refuge pour les terroristes internationaux, or c'est précisément pour cela que les États-Unis sont intervenus en Afghanistan.

Par conséquent, il n'y a qu'une seule solution. Nous devons renforcer et stabiliser le Gouvernement actuel, pour le bien de la population afghane.

Qu'ont promis les Taliban ?

Qu'ils respecteront les droits de l'homme.

Qu'ils mettront en place un gouvernement inclusif.

Qu'ils ne permettront pas aux terroristes d'utiliser leur sol. Et ils ont accordé l'amnistie.

Si la communauté internationale les incite et les encourage à joindre le geste à la parole, tout le monde y gagnera. Car ce sont les quatre conditions sur lesquelles portait le dialogue de Doha entre les États-Unis et les Taliban.

Si le monde peut les inciter à aller dans cette direction, alors les 20 années de présence des forces de la Coalition en Afghanistan n'auront finalement pas été vaines. Parce que le sol afghan ne sera pas utilisé par les terroristes internationaux.

Je terminerai, Monsieur le Président, en rappelant à chacune et chacun qu'il s'agit d'un moment décisif pour l'Afghanistan.

Il n'y a pas de temps à perdre. L'aide y est nécessaire. L'aide humanitaire doit y être apportée immédiatement. Le Secrétaire général a pris des mesures audacieuses. Je demande instamment à toute la communauté internationale de se mobiliser et d'agir dans ce sens.

Je vous remercie.

**Annexe V****Allocution de M. Scott Morrison, Premier Ministre du Commonwealth d'Australie**

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

C'est un plaisir de présenter la déclaration nationale de l'Australie à l'Assemblée générale.

Ici, à Canberra, je me trouve sur les terres ancestrales du peuple Ngunnawal – l'un des nombreux peuples autochtones d'Australie qui prennent soin de notre continent depuis plus de 60 000 ans.

Nos peuples premiers nous rappellent que prendre soin de notre pays – et les uns des autres – est l'essence même de l'humanité que nous partageons.

L'année écoulée a été marquée par une adversité sans précédent, alors que le monde était aux prises avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), pandémie qui continue de faire rage.

Pourtant, l'année a également été révélatrice de la remarquable résilience de l'humanité et de sa capacité à surmonter les problèmes de manière créative, à trouver des solutions.

À chaque génération son destin et son lot d'inquiétude et d'espoir.

La nôtre ne fait pas exception.

Aujourd'hui, je souhaite évoquer trois des défis mondiaux les plus pressants auxquels nous sommes toutes et tous confrontés, des défis qui définissent notre époque.

Pandémie mondiale de COVID-19 et relèvement économique

Monsieur le Président,

La COVID-19 a été pour le monde une épreuve que nous n'avions jamais connue de notre vivant.

Nous pleurons les millions de vies perdues, et pour les millions de personnes qui ont souffert de cette terrible maladie.

Après tant de chagrin et de douleur, l'espoir est maintenant permis et une issue se dessine.

La mise au point d'un vaccin sûr et efficace – ou plutôt de vaccins, tant ils sont nombreux – est une des plus grandes réussites des temps modernes.

Cependant, la tâche collective qui nous incombe aujourd'hui est de déployer ce vaccin dans le cadre d'une campagne mondiale, la plus vaste de l'histoire de l'humanité.

Ici, en Australie, plus de 70 % de notre population adulte a reçu la première dose du vaccin, et plus de la moitié en aura reçu deux.

Nous savons que les vaccins fonctionnent. Ils réduisent le risque de transmission. Ils réduisent considérablement le risque d'hospitalisation, de développement d'une forme grave de la maladie et de décès.

Des taux de vaccination élevés sont la voie à suivre pour retrouver une grande partie de ce que nous avons perdu, et pour vivre avec ce virus – en toute confiance, en toute sécurité, en toute sûreté et en toute prospérité.

Les vaccins sont la clef qui permet de protéger nos voisins également.

L'Australie a aidé les pays de sa région à lutter contre cette pandémie, en fournissant des équipements de protection individuelle, du matériel de dépistage et du personnel médical.

À présent, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à accéder à des vaccins sûrs et efficaces.

Personne ne sera en sécurité tant que nous ne le serons pas toutes et tous. Il s'agit donc de la priorité la plus urgente pour les nations de la région indo-pacifique.

Nous avons déjà livré plus de 3 millions de doses aux pays de notre région, et des millions d'autres sont en route.

Nous avons également contribué à hauteur de 130 millions de dollars au mécanisme de garantie de marché du COVAX, qui a permis de livrer plus de 51 millions de doses en Asie du Sud-Est et 1,7 million de doses à notre famille du Pacifique et au Timor-Leste.

Et nous consacrons plus de 620 millions de dollars à l'achat de millions de doses de vaccin, ainsi qu'à la fourniture de conseils techniques, à la formation d'agents de santé et au soutien à la chaîne du froid en faveur de nos amis et de nos voisins.

Cela inclut une contribution de 100 millions de dollars au Partenariat quadripartite pour les vaccins, établi avec nos chers amis que sont les États-Unis, l'Inde et le Japon.

Cette initiative permettra d'augmenter la production d'au moins un milliard de doses d'ici à la fin de l'année 2022 et de fournir un accès aux vaccins et un appui à la distribution aux pays de la région indo-pacifique.

C'est ce qu'il convient de faire.

Cela contribuera à ralentir la propagation du virus et, nous l'espérons, à empêcher l'apparition de variants.

De même, nous devons prévenir les futures pandémies, et l'Australie appuie les appels en faveur d'une Organisation mondiale de la Santé (OMS) plus forte et plus indépendante, dotée de pouvoirs accrus en matière de surveillance et de réponse aux pandémies.

Chaque membre de l'OMS devrait avoir à cœur de partager cette ambition d'une Organisation capable de nous protéger toutes et tous dans ces circonstances.

Et nous devons également redoubler d'efforts pour déterminer l'origine de la COVID-19.

L'Australie a demandé un examen indépendant et estime que comprendre la cause de cette pandémie ne constitue pas une question politique, mais est essentiel pour prévenir la prochaine pandémie.

Nous avons besoin de savoir afin d'éviter que la mort et pareille calamité ne frappent à nouveau le monde.

C'est la seule motivation que nous puissions avoir.

## Compétition stratégique dans la région indo-pacifique

Monsieur le Président,

La COVID-19 a mis en évidence l'importance vitale que revêtent la coopération et la coordination internationales.

Les modèles de coopération qui ont contribué à notre prospérité et à notre sécurité pendant des décennies sont soumis à une pression croissante.

Il en va de même des institutions qui ont contribué à préserver cet ordre international fondé sur des règles depuis maintenant plus de sept décennies.

Le contexte stratégique mondial a rapidement évolué, voire s'est détérioré à bien des égards, notamment dans la région indo-pacifique, où nous vivons, ici, en Australie.

Les changements auxquels nous sommes confrontés sont nombreux...

... qu'il s'agisse de tensions au sujet de revendications territoriales ...

... de la modernisation rapide des forces militaires ...

... de l'ingérence étrangère ...

... des cybermenaces ...

... de la désinformation ... et, bien entendu, de la coercition économique.

Ces défis ne peuvent être relevés que par le biais de la coopération et d'un objectif commun entre les pays attachés aux mêmes principes, et tous ceux qui partagent cet objectif de paix, de stabilité et de sécurité afin d'en faire des réalisations qui profitent à tous les peuples, où qu'ils se trouvent et quelles que soient leurs points de vue.

Les intérêts de l'Australie sont indissociablement liés à une région indo-pacifique ouverte, inclusive et résiliente.

Une région où les droits de tous les États, quelle que soit leur taille, sont protégés.

Telle est notre conviction.

L'Australie continue d'œuvrer de manière constructive à la réalisation de cet objectif, en faisant preuve d'initiative, de détermination et d'engagement, en établissant avec passion un réseau de partenariats et de relations qui soutiennent ces objectifs et y contribuent.

Avec notre famille du Pacifique, dans le cadre du Forum des îles du Pacifique.

Avec nos amis de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui sont au cœur de notre vision de la région indo-pacifique.

Dans le cadre du partenariat quadripartite, grâce à un ordre du jour concret en faveur de la paix, de la coopération et de la sécurité dans notre région.

Avec nos nombreux partenaires stratégiques bilatéraux, des partenaires stratégiques de tous ordres.

Et avec nos amis et alliés de longue date, les États-Unis et le Royaume-Uni.

Une relation que nous avons bien entendu consolidée la semaine dernière avec l'annonce de notre nouveau partenariat trilatéral renforcé en matière de sécurité, AUKUS, destiné à faire avancer la cause de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans la région indo-pacifique, au profit de toutes les populations de cette région.



Il est essentiel que les pays défendent ces intérêts d'une manière qui soit mutuellement respectueuse et qui favorise la stabilité et la sécurité.

Parce que nous voulons préserver un système international ouvert, fondé sur des règles, qui soutient la paix, la prospérité, la dignité humaine et les aspirations de toutes les nations souveraines.

Un ordre mondial dans lequel les nations souveraines peuvent prospérer, sans coercition, grâce à une approche collaborative et ciblée.

Une approche qui leur permet de communiquer et de coopérer dans un esprit de fraternité, soutenu par un ordre fondé sur des règles.

Des règles qui sous-tendent la paix et la prospérité régionales, comme la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, auxquels nous adhérons en tant qu'Australiens et que nous honorerons toujours.

Nous devons consolider un ordre durable fondé sur des règles...

... tout en veillant à ce qu'il puisse également s'adapter aux réalités des grandes puissances de notre époque.

L'Organisation des Nations Unies doit continuer à renforcer l'ordre international fondé sur des règles, à préserver les institutions qui sous-tendent cet ordre et à en garantir l'efficacité, en tant que mécanismes et outils de dialogue et d'arbitrage qui appuient et maintiennent cet ordre si important.

L'Australie attache également de l'importance aux règles et aux institutions qui facilitent le commerce international...

... lequel crée de la richesse et rapproche les nations...

... et est essentiel pour que nous puissions nous relever des conséquences économiques de cette pandémie.

Le défi des changements climatiques et de la transition vers une économie mondiale de l'énergie à zéro émission nette

Enfin, Monsieur le Président,

L'Australie est déterminée à faire sa part pour relever le défi mondial que représentent les changements climatiques, à l'heure où le monde opère la transition vers une économie mondiale de l'énergie à zéro émission nette, une nouvelle économie de l'énergie.

L'Australie a fait ses preuves pour ce qui est de fixer, respecter et dépasser ses engagements en matière de réduction responsable des émissions de gaz à effet de serre.

Nous avons dépassé les engagements que nous avons pris à Kyoto.

Au cours de la période de 12 mois allant jusqu'en mars 2021, nos émissions ont été inférieures de 21 % aux niveaux de 2005.

Il s'agit là d'un accomplissement important.

Et cet accomplissement, nous le devons aux Australiennes et Australiens partout dans notre pays, à nos entreprises, aux ménages individuels, aux petites entreprises, à nos institutions, à nos autorités.

L'Australie peut déjà se targuer d'avoir le taux d'utilisation de l'énergie solaire en toiture le plus élevé au monde. Et nous déployons des énergies renouvelables à un rythme près de huit fois supérieur à la moyenne mondiale par habitant.

Nous sommes en bonne voie de dépasser l'engagement pris à Paris de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28 % à l'horizon 2030, par rapport aux niveaux de 2005.

Cet engagement, nous allons le tenir et nous allons le dépasser, et le dépasser largement.

Et nous sommes déterminés à parvenir à zéro émission nette.

Mon gouvernement, le Gouvernement australien, publiera sa stratégie de réduction des émissions à long terme en amont de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow.

Nous savons que le monde opère une transition vers une nouvelle économie de l'énergie.

La question n'est plus de savoir si celle-ci aura lieu, ni même de savoir quand, d'ailleurs.

La question est de savoir comment.

Comment nous parviendrons à réduire les émissions mondiales, nos propres émissions, celles de chacune de nos nations, tout en améliorant le niveau de vie dans tous les pays.

Et la réponse, comme l'histoire nous l'a montré à maintes reprises, réside dans la technologie, des technologies pratiques, modulables et viables sur le plan commercial.

C'est pourquoi nous investissons environ 20 milliards de dollars dans la commercialisation de nouvelles technologies prometteuses, telles que l'hydrogène propre, l'acier vert, le stockage d'énergie à long terme et le captage du carbone, qui sont essentielles pour atteindre l'objectif mondial de zéro émission nette.

Et nous voulons œuvrer de concert avec tout le monde, avec d'autres pays, pour commercialiser ces technologies et veiller à ce qu'elles soient modulables et accessibles, le plus rapidement possible.

Il en va de l'intérêt des pays en développement, dont nous savons toutes et tous qu'ils sont confrontés au plus grand des défis en ce qui concerne la réduction de leurs émissions.

Les pays en développement ont besoin d'investissements générateurs d'emplois dans les technologies productives, commerciales et énergétiques auxquelles ont accès les économies avancées, comme l'Australie.

L'Australie est un partenaire fiable dans cette période de transition.

Nous savons qu'aider les économies en développement à adopter et utiliser les technologies qui permettent d'atteindre l'objectif de zéro émission nette, et voir ces économies croître et créer des emplois, n'est pas seulement une excellente nouvelle pour ces économies et leurs habitants, c'est aussi bon pour l'Australie.

Nous savons que leur succès sera aussi le nôtre.

Or nous avons la chance, dans ce pays, de disposer de ressources naturelles, notamment de carburants de transition, et des ressources nécessaires à la nouvelle économie de l'énergie.

Et nous les utiliserons.

Nous les utiliserons dans notre région en continuant à œuvrer avec nos partenaires d'Asie du Sud-Est et en les aidant à effectuer avec succès leur transition énergétique grâce à des financements, au commerce et au renforcement des capacités.

Nous respirons tous la même atmosphère, et il est dans notre intérêt commun de travailler ensemble de cette manière.

C'est pourquoi nous aidons également d'autres pays à réduire leurs émissions et à renforcer leur résilience face aux changements climatiques.

C'est pourquoi nous avons mis de côté 1,5 milliard de dollars pour le financement concret de l'action climatique à l'échelle mondiale, et nous nous concentrerons en particulier sur notre famille du Pacifique, en traitant directement avec elle.

Nous sommes prêts à relever ce défi mondial.

Nous sommes déterminés à atteindre l'objectif de zéro émission nette, un défi qui, nous le savons, sera relevé en œuvrant en partenariat.

Et si nous n'y arrivons pas tous ensemble, eh bien, nous n'atteindrons pas notre objectif.

Les valeurs démocratiques libérales de l'Australie

Monsieur le Président,

L'Australie a toujours été soucieuse d'apporter une contribution concrète au règlement des problèmes mondiaux.

Notre parole est claire, elle est franche, elle est respectueuse, elle est constructive.

Elle témoigne de notre confiance en ce que nous sommes et en ce que nous défendons.

Nous sommes une démocratie libérale et fière de l'être.

Nous croyons en un ordre mondial qui prône la liberté, un ordre qui a été établi par la noble institution qu'est l'Organisation des Nations Unies, autour de laquelle nous nous rassemblons au travers de ces contributions, et qui défend la dignité et la liberté d'expression de tous.

Nous croyons aux droits de l'homme, à l'égalité des genres et à l'état de droit, et nous le réaffirmons dans la manière dont nous défendons ces valeurs dans notre propre pays, dans notre propre société et dans la façon dont nous élevons nos enfants.

L'Australie est l'un des huit pays qui ont participé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Et nous continuons à renforcer le système international des droits de l'homme.

Et nous continuerons à faire entendre notre voix sur des questions importantes comme les droits des femmes et des filles, les droits des peuples autochtones et l'abolition de la peine de mort dans le monde.

Parce que le respect des droits et des libertés de chaque personne est fondamentalement important. Il fait partie intégrante de nos valeurs en tant que peuple et en tant que nation.

Il élève également toutes les sociétés et nations en produisant de meilleurs résultats grâce à l'inclusion économique, à l'autonomisation des femmes, à la durabilité environnementale, à l'amélioration du niveau de vie, et bien plus encore.

Les actions de l'Australie sont dictées par notre foi en la dignité inhérente à tout être humain.

Partout, quelles que soient les circonstances.

Monsieur le Président,

La pandémie nous a appris que chaque difficulté nous impose de réfléchir différemment, de collaborer les uns avec les autres, d'apprendre à mesure que nous avançons.

Nombreux sont ceux qui partagent cette expérience.

Nous continuerons donc à faire face, par le dialogue et le partenariat.

Merci, Monsieur le Président.

**Annexe VI****Allocution de M<sup>me</sup> Mette Frederiksen, Première Ministre du Royaume du Danemark**

[Original : anglais]

Monsieur le Président, chères représentantes, chers représentants,

Personne ne saurait en douter. Nous vivons dans un monde interconnecté.

Nous sommes confrontés à des défis mondiaux. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pouvons les relever.

La maladie à coronavirus (COVID-19), les violations des droits de l'homme, les changements climatiques, la pauvreté en hausse, les conflits.

En tant que Membre fondateur de l'ONU, le Danemark est un ardent défenseur des solutions communes.

Et aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin d'une coopération mondiale.

\*\*\*

À travers l'histoire, la solidarité internationale nous a fait avancer.

Elle a le pouvoir de le faire à nouveau.

Pour sortir de la pandémie.

Nous devons garantir un accès mondial aux vaccins.

Aucun d'entre nous ne pourra se libérer de la COVID-19 tant que nous ne n'y serons pas toutes et tous parvenus.

Le Danemark est attaché à la solidarité vaccinale et au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins.

Au printemps, nous avons annoncé le don de 3 millions de doses de vaccin.

Cette semaine, nous annonçons un doublement de nos efforts.

Notre objectif est désormais de faire don de plus de 6 millions de doses.

Cela représente plus d'un vaccin donné pour chaque citoyen danois.

Cette aide vient s'ajouter à notre engagement envers le Mécanisme COVAX qui s'élève à plus de 15 millions de dollars.

Si nous voulons combattre cette pandémie, nous devons renforcer nos capacités de prévention et de riposte aux futures pandémies.

\*\*\*

La solidarité internationale a également le pouvoir d'empêcher une catastrophe climatique.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indique clairement que notre planète est à la croisée des chemins.

Nous devons continuer d'avancer vers un avenir vert, et nous devons accélérer le pas.



Nous devons préserver l'objectif fixé dans l'Accord de Paris, à savoir limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C.

Les changements climatiques frappent le plus durement les communautés les plus pauvres et les plus faibles du monde.

Le Danemark répondra à l'appel du Secrétaire général et accroîtra considérablement le financement danois en faveur de l'action climatique, en le portant à au moins 500 millions de dollars par an d'ici 2023.

Et nous consacrerons 60 % de ce montant à l'adaptation dans les pays pauvres et vulnérables.

En outre, nous redoublerons d'efforts pour mobiliser des financements publics et privés auprès d'autres sources.

Au total, le Danemark entend contribuer à hauteur d'au moins 1 % de l'objectif collectif de 100 milliards de dollars.

Dans le même temps, nous nous attachons résolument à réduire nos propres émissions.

Le Danemark sera climatiquement neutre au plus tard en 2050.

Et d'ici 2030, nous nous sommes engagés à réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 70 %. Nous avons décidé de mettre fin à la production de pétrole et de gaz et de construire les premières îles énergétiques du monde. À terme, celles-ci permettront de fournir de l'énergie propre à des millions de foyers européens.

Nous vous invitons toutes et tous à nous rejoindre, et à le faire de toute urgence.

Chacune et chacun d'entre nous doit agir et s'adapter à titre individuel. Mais nous devons aussi agir pour le bien commun.

\* \* \*

Cela vaut également dans le cas de l'Afghanistan.

La situation actuelle est inquiétante, pour le peuple afghan qui souffre depuis longtemps, pour les femmes et les enfants, et pour la communauté internationale.

Nous avons besoin d'une réponse ferme et coordonnée. La contribution apportée à la conférence internationale des donateurs la semaine dernière a constitué une étape importante.

Je tiens à remercier nos partenaires humanitaires internationaux de leur engagement. Ils fournissent une assistance vitale, en Afghanistan, et dans bien d'autres endroits.

Les missions de paix maintiennent la paix, préviennent les conflits et ouvrent la voie au progrès, chaque jour, partout dans le monde.

Personne ne doit être laissé de côté dans les zones de conflit.

Nous devons inclure celles et ceux qui ont été exclus, et donner des moyens à celles et ceux qui en ont été privés.

Les femmes et les jeunes ont un rôle primordial à jouer dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

Le Danemark reste attaché au programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

\* \* \*

La solidarité internationale a le pouvoir de nous apporter l'espoir.

L'espoir d'un avenir meilleur dans les lieux qui constituent nos foyers, l'espoir d'une protection lorsque nous en avons besoin.

Mais pour de nombreuses personnes dans le monde, cet espoir a un prix.

Les personnes dont le sort est entre les mains des passeurs d'êtres humains sont bien trop nombreuses.

Le système actuel d'asile et de migration ne permet pas de relever les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Nous devons faire mieux. Pour sauver des vies. Pour prévenir les viols et les atteintes.

Nous avons besoin de nouvelles solutions communes.

Mon gouvernement est déterminé à s'attaquer aux causes profondes

Nous avons consacré un volume important de financements aux régions en conflit pour permettre aux populations qui y vivent de bénéficier de conditions propices à un avenir meilleur, pour aider davantage de personnes.

Nous devons travailler de concert pour garantir des migrations sûres et ordonnées, et pour protéger les personnes dans le besoin.

\* \* \*

Le Danemark est attaché à une ONU forte et efficace, qui défend l'ordre international fondé sur des règles, promeut un monde plus progressiste et combat l'injustice.

L'année dernière, nous avons demandé au Secrétaire général de nous présenter, à nous les États Membres, des recommandations visant à faire progresser *Notre Programme commun*.

C'est ce qu'il a fait. Il nous faut maintenant donner suite à ces recommandations, tous ensemble.

Le contrat social entre les gouvernements et les citoyens doit être renouvelé, dans nos propres sociétés et à l'échelle mondiale.

En tant qu'hôte du Sommet mondial pour le développement social en 1995, le Danemark se sent investi d'une responsabilité particulière, afin que nous puissions nous réunir à nouveau en 2025 et poursuivre nos efforts en faveur des objectifs de développement durable, 30 ans après Copenhague et dans la perspective de 2030.

Je vous remercie.

## Annexe VII

### **Allocution de M. Andrew Holness, Premier Ministre et Ministre de la défense, de la croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque**

[Original : anglais]

Excellence, M. Abdulla Shahid, je vous félicite chaleureusement de votre élection à la présidence de cette soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je rend également hommage à votre prédécesseur, S. E. M. Volkan Bozkır, pour le travail qu'il a accompli à l'occasion de ce soixante-quinzième anniversaire historique, durant une année particulièrement difficile pour l'Organisation des Nations Unies et ses Membres, alors que nous étions aux prises avec l'insidieuse pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Excellence, soyez assuré de la détermination sans faille de la Jamaïque à collaborer avec les Membres pour trouver des solutions viables aux défis mondiaux qui subsistent, notamment la pandémie actuelle de COVID-19. Nous devons jeter un regard neuf sur la manière de reconstruire dans une optique de durabilité, d'atteindre les objectifs de développement durable et de nous recentrer sur la justice sociale et l'action climatique.

Monsieur le Président,

Le thème du débat de cette année, qui met l'accent sur le renforcement de la résilience, est le bienvenu, à l'heure où le monde cherche les moyens de maîtriser la pandémie de COVID-19, qui a des répercussions terribles sur tous les aspects de l'existence humaine. Nous devons insuffler l'espoir qui nous permettra de nous défaire du fléau de cette pandémie et d'en sortir meilleurs et plus forts.

Monsieur le Président,

Le renforcement de la résilience repose essentiellement sur la restauration de la santé et du bien-être de nos populations. La pandémie a aggravé les difficultés dans ce domaine, en particulier pour les petits États insulaires en développement (PEID), comme la Jamaïque, qui doivent déjà composer avec des ressources limitées dans le secteur de la santé.

Malheureusement, de nombreuses vies ont été emportées et nous tenons à exprimer nos condoléances. Les incertitudes se font de plus en plus grandes à mesure que la pandémie se poursuit et que de nouveaux variants apparaissent. Si les efforts d'atténuation visant à réduire la transmission et la mortalité demeurent essentiels, la solution à long terme doit passer par des vaccins accessibles à toutes et à tous. Nous savons que les vaccins ne fonctionnent que si un seuil critique est atteint. Le partage des vaccins selon une approche stratégique sert le bien commun mondial, car aucun pays ne sera en sécurité tant que nous ne le serons pas tous. La Jamaïque est favorable à une approche coordonnée au niveau mondial en vue d'accroître la production et la distribution équitable de vaccins, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

Nous nous félicitons du soutien reçu de la part des partenaires bilatéraux et internationaux et par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Ce mécanisme a été conçu comme une expression

du multilatéralisme, suscitant de vastes élans d'espoir dans l'approche collective. À ce jour, cependant, il n'a pas répondu aux attentes, ses nobles idéaux ayant été supplantés par des efforts nationalistes, alors que, ironie du sort, la pandémie exige une action coordonnée à l'échelle mondiale. Néanmoins, nous croyons aux mérites intrinsèques du Mécanisme et plaidons en faveur d'une collaboration internationale urgente et renforcée afin d'éviter que le fossé ne se creuse davantage entre les pays et les régions au moment de la reprise.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, certains pays bénéficient d'un « dividende numérique », tandis que d'autres subissent les conséquences de la « fracture numérique ». Il est urgent de s'attaquer à cette dernière pour contribuer aux mesures d'adaptation, de riposte et de relèvement face à la COVID-19. L'accélération de la transition numérique, le travail et l'éducation à distance, le commerce électronique et la fourniture virtuelle de services essentiels ont permis aux personnes connectées numériquement de prospérer tout en accentuant considérablement les inégalités auxquelles sont confrontées les personnes déconnectées numériquement. Ce constat est particulièrement frappant dans nos zones rurales, entre les hommes et les femmes et plus généralement chez les populations plus pauvres et plus vulnérables.

L'élimination des conséquences négatives exigera un engagement accru de la part des secteurs public et privé en vue de jeter les bases d'un développement à long terme. Aujourd'hui, ne laisser personne de côté, cela veut aussi dire ne laisser personne déconnecté. C'est pourquoi la Jamaïque s'est employée à faire en sorte que ses citoyens disposent des outils nécessaires pour s'adapter et prospérer.

Monsieur le Président,

La pandémie de COVID-19 a également favorisé l'innovation et l'émergence de nouvelles formes de collaboration entre les secteurs. Nous sommes attachés à la mise en place d'un cadre durable visant à garantir la disponibilité du capital humain nécessaire pour répondre aux besoins croissants et fluctuants de l'économie. La Jamaïque applique une approche intégrée qui a pour but d'améliorer l'aptitude à se servir des outils numériques, en faisant en sorte d'accroître de 50 % l'accès aux technologies de l'information et des communications ainsi que leur utilisation dans les institutions publiques, les écoles et les principaux lieux publics du pays, au cours des quatre prochaines années. Nous mobilisons notre secteur privé pour améliorer l'application de la science, de la technologie et de l'innovation dans les établissements d'enseignement, et ce, à l'appui du développement national.

Nous estimons que les pays devraient être soutenus dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en place une infrastructure numérique solide et résiliente. Les investissements publics de ce type peuvent faire office de leviers pour réduire les écarts qui se traduisent par des résultats inéquitables en matière de développement. Une desserte numérique universelle, sûre et abordable est nécessaire pour garantir un développement inclusif et durable. C'est pourquoi nous plaidons en faveur d'une alliance numérique renforcée au sein de la communauté mondiale et appuyons le Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur le Plan d'action de coopération numérique.

Monsieur le Président,

Les nombreuses difficultés associées à la pandémie de COVID-19 ont exercé une forte pression sur nos comptes budgétaires, mettant en péril notre stabilité macroéconomique durement acquise. La pandémie a mis en évidence la rapidité avec

laquelle nos progrès en matière de développement peuvent être remis en cause, tout en démontrant que la communauté internationale doit faire beaucoup plus pour garantir un avenir résilient aux plus vulnérables. Nous devons garder espoir dans notre capacité d'atteindre les cibles associées aux objectifs de développement durable, même avec des échéances adaptées.

Monsieur le Président,

L'année dernière, de concert avec le Premier Ministre du Canada et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des chefs d'État et de gouvernement et des partenaires internationaux clefs, j'ai lancé l'Initiative pour le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après. Le résultat a été ambitieux, mais concret, avec la proposition de pistes d'action destinées à soutenir la riposte et le relèvement face à la COVID-19, qui ont été soumises à l'examen de la communauté internationale. Il nous reste maintenant à agir.

Monsieur le Président,

En Jamaïque, nous prévoyons une reprise du produit intérieur brut (PIB) réel dans les quatre ans, compte tenu de la solidité relative de notre économie et des mesures de relance mises en œuvre aux niveaux tant local qu'international. Toutefois, nous aurons besoin d'une certaine marge de manœuvre budgétaire et d'un financement adéquat pour réaliser les objectifs de développement durable et être en mesure de faire face aux conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie et de nous en relever, compte tenu des coûts élevés liés au service de la dette.

Le fait que l'on continue à mesurer le développement au moyen de critères qui ne tiennent pas compte de l'ensemble des vulnérabilités caractérisant les PEID constitue un obstacle majeur aux efforts que nous déployons pour atteindre les objectifs de développement durable. Nous, qui vivons dans une des régions du monde les plus exposées aux catastrophes, sommes plus vulnérables que ne le suggèrent les données relatives à notre revenu.

Nous réaffirmons aujourd'hui que l'analyse de notre niveau de développement doit être mise en relation avec nos vulnérabilités socioéconomiques et environnementales. Cette idée constitue le fondement d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel pour les PEID et le socle des travaux menés actuellement par l'ONU sur cette question, comme approuvé par l'Assemblée générale l'année dernière.

Monsieur le Président,

Selon la Banque de développement des Caraïbes, les dettes des PEID ont atteint des niveaux insoutenables depuis la pandémie. Le nombre de pays des Caraïbes dont le ratio dette/PIB est supérieur à 60 % est passé de 9 à 13, le ratio moyen dette/PIB atteignant 85 %.

La Jamaïque continue d'appeler à une révision des critères de reclassement, étant donné que le système de classification utilisé par les institutions financières internationales n'est tout simplement pas approprié. Nous partageons l'avis du Secrétaire général, selon lequel le reclassement doit être une récompense et non une punition. Alors que nous mettons tout en œuvre pour progresser résolument dans cette décennie d'action, nous demandons à la communauté internationale de s'engager en faveur d'une réalité post-COVID-19 qui soit porteuse d'investissements et de financements plus importants à l'appui du développement et de la croissance économique des PEID. Nous appelons également de nos vœux une réorientation du système financier international



qui permette d'aligner les financements sur le développement durable afin que nous puissions intensifier nos efforts dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Monsieur le Président,

Les changements climatiques demeurent un des grands défis mondiaux de notre époque, et ils constituent une source de préoccupation encore plus grande pour les générations futures. Notre capacité de parvenir à un développement durable sera compromise si nous ne trouvons pas de véritables solutions à l'urgence climatique actuelle.

La demande en faveur de l'adaptation aux changements climatiques ne cesse de croître, mais la crainte qu'elle ne soit pas satisfaite grandit également. La conclusion du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat selon laquelle l'influence humaine sur le climat de la Terre a déjà provoqué des changements sans précédent et irréversibles constitue une vérité plus alarmante encore. Dans leurs efforts pour lutter contre ces changements, les PEID n'ont pas eu accès au financement de l'action climatique au rythme et dans les proportions nécessaires.

Au lieu de cela, nous avons été contraints de consacrer des fonds importants aux pertes et dommages, avec un soutien financier limité de la part des grands émetteurs. La Jamaïque s'associe à tous les PEID pour demander le versement des 100 milliards de dollars par an promis en 2015 par la communauté internationale des donateurs.

La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques doit nous permettre de réaliser des progrès notables sur les questions prioritaires que sont le financement de l'action climatique, les pertes et dommages, l'adaptation et l'atténuation, ainsi que l'élaboration de plans efficaces de lutte contre les changements climatiques.

Monsieur le Président,

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer fait de l'océan le patrimoine commun de l'humanité. Comme l'ont montré la science et la recherche, nous devons également considérer les océans comme un moteur essentiel de l'atténuation des changements climatiques. Nous sommes favorables à l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Nous attendons avec intérêt la conclusion fructueuse des négociations sur un traité international en vertu de la Convention, en 2022.

Monsieur le Président,

Nous réaffirmons l'importance que revêtent les approches multilatérales en ce qui concerne les questions de paix et de développement, ainsi que le rôle central que joue l'Organisation des Nations Unies dans leur traitement. Nous sommes pour le règlement des différends, que ce soit au Moyen-Orient, dans les Caraïbes ou ailleurs, par le dialogue et la négociation.

Nous demandons que soit levé le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.

Monsieur le Président,

La prolifération illicite des armes légères et de petit calibre demeure une menace quotidienne pour la sécurité des citoyens et une grave préoccupation pour la Jamaïque. La généralisation de ces armes et de leurs munitions est un grand facteur de conflit et de

criminalité endémique et représente un danger majeur pour notre sécurité intérieure, car elle alimente des activités criminelles qui déstabilisent l'ordre social. Nous travaillerons avec tous nos partenaires pour renforcer la capacité des États Membres de traiter les questions liées à la maîtrise des armements et au désarmement, en empêchant le détournement d'armes classiques vers le marché illicite. Cette question reste une priorité pour la Jamaïque, alors que nous sollicitons l'aide de nos partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux pour résoudre ce problème.

Monsieur le Président,

La célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies a consacré le rôle central de l'Organisation, à laquelle nous continuons de confier de nouveaux mandats et de nouveaux défis. Engageons-nous, avec tout autant de ferveur, à la doter des outils et des ressources financières dont elle a besoin pour assumer efficacement son rôle moteur dans la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales et dans la promotion du bien-être économique et social de l'humanité.

Notre vision commune doit être celle d'une ONU qui peut agir, et qui agira, comme catalyseur de l'espoir, du changement, de la paix et comme instrument de progrès au nom de tous les peuples du monde.

Je vous remercie.

## Annexe VIII

### **Allocution de M. Timothy Harris, Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et des collectivités de Saint-Kitts-et-Nevis**

[Original : anglais]

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants,

C'est un privilège et un honneur pour moi de m'adresser aujourd'hui à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Au nom du peuple de Saint-Kitts-et-Nevis, je tiens à féliciter S. E. M. Abdulla Shahid, des Maldives, Ministre des affaires étrangères d'un petit État insulaire en développement similaire au nôtre, de son élection à la présidence de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je remercie son prédécesseur du précieux travail qu'il a accompli au cours de la soixante-quinzième session et je saisis également cette occasion pour féliciter le Secrétaire général António Guterres de sa reconduction dans ses fonctions.

Je salue la diligence, l'engagement et la persévérance dont il a fait preuve pour guider au mieux le système des Nations Unies tout au long de la pandémie.

Le thème de ce débat général de l'Assemblée générale est tout indiqué. Il nous rappelle que nous devons garder foi dans le multilatéralisme et la coopération internationale pour atteindre nos objectifs et reconstruire durablement.

Les 18 derniers mois ont mis chacun et chacune à rude épreuve, partout dans le monde, et pourtant nous voici réunis une fois de plus ici en tant qu'Assemblée générale pour trouver des solutions mondiales à des problèmes mondiaux.

La santé et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

Nous n'avons pas encore remporté la bataille contre la COVID-19, et ses conséquences dévastatrices sur nos sociétés et nos économies perdurent.

Nous sommes fermement convaincus que personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas, raison pour laquelle il convient de garantir un accès équitable aux vaccins et aux autres produits et technologies médicaux.

Je salue la communauté internationale qui a su répondre aux appels à l'équité vaccinale et il me plaît de dire que Saint-Kitts-et-Nevis est un des nombreux pays à avoir bénéficié du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 mis en place par l'Organisation mondiale de la Santé au début de la pandémie. Je tiens également à remercier nos partenaires bilatéraux d'avoir fait preuve de générosité en nous fournissant des vaccins.

À Saint-Kitts-et-Nevis, 66 % de la population adulte est entièrement vaccinée et plus de 75 % de la population cible a reçu la première dose. Nous nous attachons à améliorer ces statistiques dans un avenir proche.

Nos citoyens ont répondu avec altruisme à nos appels à la distanciation sociale et ont adhéré aux autres protocoles mis en place dans le contexte de la COVID-19,

jouant ainsi un rôle actif dans l'endiguement de la pandémie et contribuant à éviter la propagation au sein de la population.

L'adoption de saines habitudes de vie demeurent un élément central de notre lutte contre la COVID-19, d'autant que nous continuons à donner la priorité à la fourniture de soins de santé aux personnes atteintes de maladies non transmissibles qui, étant donné le risque plus élevé qu'elles courent, sont les plus vulnérables à la maladie.

Il est primordial de continuer à investir dans un système de santé résilient et dans des services de santé publique complets. La santé mentale et le bien-être sont également primordiaux, raison pour laquelle nous avons mis en place un plan complet de santé mentale afin de proposer un soutien psychosocial par l'intermédiaire du Centre national de conseil.

Malheureusement, les conséquences économiques de la pandémie se feront sentir pendant des années. Lorsque la crise a commencé, le tourisme, notre principal moteur économique, a été mis à l'arrêt, provoquant un chômage et un sous-emploi importants. Les entreprises ont souffert des confinements.

Nous avons pris des mesures, mettant en place des programmes de protection sociale pour les personnes dans le besoin. Nous avons mis en œuvre un plan de relance de 120 millions de dollars est-caribéens dans le contexte de la COVID-19, réduit l'impôt sur les sociétés pour les employeurs qui conservaient 75 % de leurs effectifs et introduit des dérogations à la taxe sur la valeur ajoutée et aux droits d'importation pour les produits liés à la pandémie.

#### Changements climatiques

Les répercussions de la COVID-19 sur le développement au sens large, en particulier sur les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, ont également été considérables, mais plutôt que de baisser les bras, nous devons travailler, collectivement, encore plus dur pour les atteindre.

Les changements climatiques et les phénomènes liés au climat continuent de menacer l'existence des petits États insulaires en développement comme le nôtre. À mesure que la crise climatique s'intensifie, nous sommes témoins de l'érosion des côtes causée par l'élévation du niveau de la mer ; les pêcheurs ont du mal à préserver leurs moyens de subsistance face à la perte de la diversité océanique ; des familles sont contraintes de s'éloigner des zones côtières en raison de la force, de l'intensité et de la furie de chaque saison des ouragans.

Les objectifs 13, 14 et 15 de développement durable revêtent une importance particulière puisqu'ils nous demandent, entre autres, d'améliorer l'éducation et la sensibilisation, ainsi que les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, leur atténuation, la réduction de leurs effets et les systèmes d'alerte rapide.

Les technologies de l'information et des communications et la réduction de la fracture numérique

L'un des effets moins négatifs de la pandémie a été de donner un coup de fouet à la numérisation de nos lieux de travail et de nos sociétés. Mais tous les pays, notamment les petits États insulaires en développement, ne disposent pas des infrastructures, des capacités et de la main-d'œuvre qualifiée nécessaires pour tirer pleinement parti de cette révolution.

Pour reconstruire de manière durable, nous devons réévaluer l'accessibilité numérique, le caractère abordable des technologies et l'assistance technique, afin que chaque pays, quel que soit son niveau de revenu ou sa situation géographique, puisse tirer parti de l'économie numérique dans un monde véritablement interconnecté.

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant comme critère de développement

Parmi les autres obstacles au développement auxquels nous sommes confrontés figurent les critères utilisés pour fixer l'aide et l'appui financier. Le critère unique de mesure du développement, le PIB par habitant, revêt une importance cruciale mais, malheureusement, à cause de certains biais et parce qu'il omet plusieurs facteurs, il est réducteur et imparfait.

Dans le cas de Saint-Kitts-et-Nevis, il ne tient pas compte de nos vulnérabilités et nous empêche d'accéder à une aide au développement indispensable. Un ensemble de mesures plus adéquates et pertinentes, englobant les facteurs sociaux, environnementaux/climatiques et économiques, devrait être utilisé pour déterminer les droits à l'aide. L'utilisation d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel, par exemple, constituerait un bien meilleur indicateur du développement que le simple PIB par habitant.

Armes légères et de petit calibre

Il est également fondamental de protéger la vie contre la criminalité violente, et le débat sur les armes légères et de petit calibre demeure déterminant pour notre démocratie. Notre position est inchangée : la prolifération incontrôlée du commerce illicite des armes légères et de petit calibre a des répercussions majeures sur la santé et le bien-être, le développement socioéconomique, les droits de l'homme et le développement humain de tous les citoyens du monde.

Il convient également de prendre en considération et de relever les nouveaux défis liés à l'évolution technologique. Nous continuerons en outre à prêter notre voix et à apporter notre soutien à l'action de l'Organisation des Nations Unies pour mettre un terme aux maux causés par ces armes.

Partenariats

Saint-Kitts-et-Nevis est fier de continuer à nouer des alliances solides et d'étendre de plus en plus son rayonnement international. Nos relations diplomatiques sont fondées sur le respect mutuel et l'adhésion à la Charte des Nations Unies, sur la primauté du droit international et sur la reconnaissance de la valeur de la vie et de la dignité humaines.

C'est pourquoi je demande la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, et je souligne les dommages incalculables qu'il cause. Au cours des quatre dernières années, le blocus imposé à Cuba s'est intensifié avec plus de 240 actions et mesures économiques coercitives, atteignant des niveaux d'hostilité inégalés. Le Gouvernement et le peuple cubains ont beaucoup apporté à mon pays, à la Caraïbe et au monde, surtout en cette période sans précédent. On ne peut qu'imaginer la contribution qu'ils pourraient apporter à la communauté internationale si le blocus était levé.

Par ailleurs, je ne saurais m'adresser à cette auguste assemblée sans saluer notre chère amie la République de Chine (Taiwan). Saint-Kitts-et-Nevis renouvelle son appel à l'inclusion de Taiwan dans la communauté internationale. Nous sommes fermement convaincus que Taiwan a un rôle important et continu à jouer dans les stratégies



internationales de développement, au vu de ses grandes réussites dans de nombreux domaines. Taiwan a démontré sa capacité à agir comme un véritable partenaire en matière de santé, et nous avons été les témoins directs de la réponse exemplaire qu'elle a apportée à la pandémie à Saint-Kitts-et-Nevis et dans d'autres régions du monde.

Mon pays espère vivement que Taiwan sera incluse dans le système de l'ONU et pourra prendre part à ses réunions, mécanismes et activités.

#### Réparations

Saint-Kitts-et-Nevis se félicite que nous nous soyons réunis, il y a quelques jours, pour célébrer le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Il est important que le monde soit uni contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Des souffrances et des torts indicibles ont été infligés à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants d'ascendance africaine, du fait de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme, de l'apartheid et de nombreux autres maux de notre histoire et crimes contre l'humanité.

Nous saluons la création de l'Instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine, qui servira de mécanisme de consultation pour les personnes d'ascendance africaine et autres parties prenantes intéressées, et qui œuvrera à l'amélioration de la qualité de vie et des moyens de subsistance des personnes d'ascendance africaine.

Nous demandons avec insistance, comme l'ont fait d'autres chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) en 2013, des réparations et une justice réparatrice. Nous avons depuis créé le Comité des réparations de la CARICOM et établi le plan en 10 points qui trace la voie de la réconciliation et de la justice pour les victimes de crimes contre l'humanité et leurs descendants.

Nous espérons que cette réunion aura permis d'insuffler un nouvel élan en vue de poursuivre les actions nécessaires pour redresser les torts qui se manifestent encore aujourd'hui.

Pour terminer, nous sommes toutes et tous dans le même bateau. Je nourris l'espoir que nous sortirons de la COVID-19 plus forts et plus unis qu'auparavant.

Il n'y a pas de meilleur cadre que l'Assemblée générale pour forger un consensus constructif afin d'édifier un avenir meilleur pour nos enfants, nos petits-enfants et leurs enfants.

Nous vivons une période sans précédent, et nous avons admirablement su y faire face jusqu'à présent. Mais nous devons continuer à nous montrer volontaires, déterminés, résilients et disposés à partager nos idées et nos ressources en tant que membres d'un même concert des nations.

C'est donc avec espoir et de grandes attentes que nous regardons vers l'avenir.

Je vous remercie.